

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,60 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 Sch.; Belgique, 13 F; Canada, 5,00 \$; Danemark, 3,50 Kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 sh.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L.; Liban, 175 P.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 Kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 Esc.; Suède, 2,25 Kr.; Suisse, 1 fr. S.F.; Tchécoslovaquie, 10 K. Csk.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 4297-25 Paris
Tél. Paris 10 650578
Tél. 246-72-23

Vers un nouvel accord sur le canal de Panama

LIRE PAGE 18

Équipement et écologie

NAUSSAC : les communistes se tiennent à l'écart du rassemblement contre le barrage

BOURGOIN : douze manifestants de Malville sont jugés

Une semaine après les graves incidents de Creys-Malville, deux événements liés à l'équipement du territoire et à ses conséquences sur l'environnement retiennent l'attention : le procès des douze manifestants, jugés samedi 6 août, à Bourgoin-Jallieu, et le rassemblement, contre la construction du barrage de Naussac. Le P.C. se tient à l'écart de cette manifestation.

Le procès paraissait devoir durer plus longtemps que prévu en raison des interventions de la défense et du grand nombre de témoins. Quinze cents personnes environ stationnaient aux alentours du palais de justice.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

De nos envoyés spéciaux

Bourgoin-Jallieu. — L'audience du tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu, présidé par M. Jean Marnett, devant lequel comparaissent samedi 6 août les douze manifestants — sept Allemands, trois Français et deux Suisses — arrêtés au soir des événements de Creys-Malville le dimanche 31 juillet, s'est ouverte à 9 h. 10.

Les douze inculpés sont défendus par autant d'avocats, dont quatre de nationalité allemande. Le conseil général d'Allemagne fédérale assiste aux débats, au premier rang. A l'appel des témoins, 53 personnes (dont 22 gendarmes mobilisés), et au rang des quels figure M. Louis Mermaz, président du conseil général de l'Isère (P.S.), répondent présent, laissant augurer d'une audience particulièrement longue.

Mais avant même l'ouverture des débats, M. Jean-Jacques de Felice dépose les conclusions demandant la nullité des poursuites. Nous n'attendrons pas une justice qui procède par prise d'otages et par vengeance. Le caractère politique de cette affaire est évident. Le choix des inculpés, leur arrestation, plusieurs heures après les faits, le déroulement de l'audience, la procédure de flagrant délit et l'incul-

pation au titre de l'article 311 du code pénal ne peuvent être retenues. La loi antiraciste, loi exceptionnelle de notre code, vise ceux qui se rendent responsables d'actes de vandalisme et agissent par intérêt personnel. Ce n'est pas le cas de ces jeunes gens qui ont manifesté par idéal. A l'enfin, dit-il, cette répression s'est effectuée dans un esprit xénophobe. Les douze manifestants, et de plus, nos clients ont été victimes de brutalités.

Après cinq minutes de délibéré, le tribunal décide de joindre l'incident au fond. Mais un second incident survient peu après, alors que l'on commence l'interrogatoire des prévenus. Lorsque M. Lucien Bechloff, ressortissant allemand, explique qu'il est venu à Malville pour manifester pacifiquement, qu'il a été arrêté vers 20 heures à Courtenay, en dehors du périmètre interdit par l'arrêté préfectoral, son défenseur bilinéaire estime que la traduction n'est pas fidèle et demande au tribunal de recuser l'interprète.

BERNARD ELIE
et CLAUDE FRANCHILLON.

(Lire la suite page 4.)

Les malaises allemands

Le monde politique et économique ouest-allemand a rendu un hommage solennel, le vendredi 5 août, à M. Jürgen Ponto, assassiné il y a une semaine par des extrémistes de gauche. Quelques neuf cents personnes, parmi lesquelles M. Walter Scheel, président de la République, et le chancelier Helmut Schmidt, ont assisté, dans l'église Saint-Paul de Francfort, à une cérémonie à sa mémoire.

Un géant économique en passe de devenir un géant politique : un système politique solide fonctionnant sans crises, des relations sociales équilibrées, ignorant aussi bien les conflits sur les principes que les affrontements concrets : telle est l'image la plus courante que la République fédérale d'Allemagne donne d'elle-même à l'extérieur. Or l'apparence ne correspond que fort partiellement à la réalité. Notre voisin vit en malade dans un malaise d'une ampleur sans précédent dans sa brève histoire. On, plus exactement, dans un ensemble de malaises accumulés : malaise de la vie institutionnelle, malaise social, malaise de la politique extérieure.

Les divers malaises s'interpénètrent. Ainsi pour le recours introduit par le patronat devant le Tribunal constitutionnel contre la loi sur la cession des entreprises. Il est d'abord le signe d'un durcissement des relations entre « partenaires sociaux ». Au moment où les dirigeants syndicaux diant de plus en plus souvent que la persistance du chômage met en cause les fondements mêmes de l'ordre économique, les organisations patronales, conscientes que c'est à elles que le gouvernement fait appel pour créer des emplois, accusent le ton comme elles ne l'avaient jamais fait depuis leur renaissance après la guerre.

Le recours montre aussi la place de plus en plus centrale tenue par le Tribunal dans la vie politique. Presque tout conflit

entre la majorité et l'opposition semble devoir être tranché par les juges. Pour la cession, la crainte syndicale n'est pas tant que le Tribunal déclare anticonstitutionnelle la loi déjà entrée en vigueur : le danger, c'est que, comme le Conseil constitutionnel français à propos de l'Assemblée européenne, le Tribunal déclare d'avance nulle telle ou telle élection ultérieure. Or l'élargissement de la cession est depuis 1950 le prix que le D.G.B. réclame pour sa modération globale.

Le Tribunal risque, en revanche, de juger plus pleinement justifiée la plainte du parti chrétien-démocrate contre la nouvelle loi militaire, que le président de la République n'a signée qu'après bien des hésitations. Elle met en effet en cause la notion de service obligatoire égal pour tous en permettant à chaque jeune Allemand de choisir un service civil de remplacement par la procédure la plus simple.

Une telle réforme provient d'un constant souci de rendre aisée et équilibrée la pratique de l'objection de conscience. Mais elle est aussi caractéristique d'une situation qui n'est pas sans analogie ailleurs : pour prouver qu'on est libéral, on est réduit à des réformes qui d'une part ne coûtent rien, puisqu'on est en période de vaches maigres, et d'autre part ne touchent pas aux structures du pouvoir social, puis-

Conjoncture et chômage

L'appel de M. Barre en faveur d'un pacte national pour l'emploi rencontre le scepticisme

Inaugurant, vendredi 5 août, à Quimper, une série de voyages en province pour contrôler la mise en place des mesures gouvernementales en faveur de l'emploi, M. Raymond Barre a insisté devant les chefs d'entreprise sur la nécessité d'un « pacte national pour l'emploi ». Le premier ministre, tout en se défendant d'« agir dans un sens électoraliste », a déclaré : « Je ne laisserai pas l'inflation reprendre sa course, mais je ne laisserai pas non plus retomber l'activité économique. » Ces propos ont rencontré un accueil « sceptique voire hostile dans les milieux syndicaux. »

La dernière enquête trimestrielle de l'INSEE, auprès des chefs d'entreprise de travaux publics révèle que l'activité a continué à fléchir dans ce secteur au cours du printemps et que « l'appréciation portée sur les carnets de commandes est la plus basse depuis janvier 1974. »

Simultanément, l'inquiétude grandit dans les Vosges après la confirmation de la fermeture de l'usine Montefibre de Saint-Nabord, qui entraîne le licenciement de mille trente-neuf personnes. M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a demandé dans une lettre à M. Barre d'intervenir immédiatement pour empêcher la liquidation de cette entreprise de pointe. Une manifestation devait avoir lieu le samedi 6 août à Epinal.

Tout en reconnaissant que la France n'est pas prête de retrouver la croissance euphorique des années 1972-1974, le premier ministre est confiant : les mesures prises par le gouvernement à la veille de l'été pour favoriser l'emploi des jeunes à la rentrée devraient porter des fruits. Il est vrai que de nombreux chefs d'entreprise, répondant aux appels lancés par le président du C.N.P.F., sont prêts à se laisser tenter par les nombreux avantages financiers accordés par le gouvernement à ceux d'entre eux qui embaucheront. Bien des jeunes préfèrent sans doute ainsi accomplir un stage rémunéré en entreprise, même d'une durée limitée, plutôt que de « pointer au chômage ». L'objectif de M. Ceyrac : accueillir trois cent mille jeunes supplémentaires dans les entreprises, n'est pas si éloigné. Mais cela suffit-il pour redonner confiance ? Sans même accuser le patronat et le gouvernement en sens inverse. Elu par la moitié droite de la population, M. Giscard d'Estaing doit démontrer tous les jours qu'il est plutôt de gauche. Or, plus exactement, il doit le prouver face à son partenaire libéral, le P.D.F., face aussi aux accusations de l'opposition chrétienne - démocrate, mais cette démonstration accentue les conflits au sein de son propre parti.

La grande différence avec la France, c'est que la pression sur la coalition gouvernementale s'exerce en sens inverse. Elu par la moitié droite de la population, M. Giscard d'Estaing doit démontrer tous les jours qu'il est plutôt de gauche. Or, plus exactement, il doit le prouver face à son partenaire libéral, le P.D.F., face aussi aux accusations de l'opposition chrétienne - démocrate, mais cette démonstration accentue les conflits au sein de son propre parti.

Le malaise allemand rejoint ici, sur un point essentiel, le malaise français : on se trouve en présence à la fois d'une division apparemment rigide en deux camps antagonistes et de conflits paralysants au sein de chacun des deux camps et même à l'intérieur de chacun des partis composant ces camps. Conflits chez les socialistes, conflits entre libéraux, conflits entre socialistes et libéraux, conflits entre la C.D.U. de M. Kohl et la C.S.U. de M. Strauss, oppositions entre M. Kohl au sein de la C.D.U. et même contre M. Strauss au sein de la C.S.U. : la belle harmonie de la vie politique allemande dépeinte au dehors ne correspond décidément pas à la réalité.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Travail temporaire

Il faut espérer que l'appel de M. Raymond Barre à la coopération et à la bonne volonté du patronat pour l'emploi des jeunes sera entendu. L'enjeu est de taille : il y va du vote de centaines de milliers de nouveaux électeurs à qui l'Inquiétude de l'avenir risque d'inspirer de mauvaises pensées. Cela vaut bien qu'on fasse maintenant un effort pour les rassurer. De toute façon, dans huit ou dix mois, ce ne sera plus la peine.

ROBERT ESCARPIT.

Nouvelle impasse dans le conflit du « Parisien libéré »

Une délégation de la fédération du Livre C.G.T., conduite par son secrétaire général, M. Jacques Ploot, a été reçue ce samedi matin, à 10 heures, au ministère du travail.

Le syndicat considère que le gouvernement fait obstacle à l'application de l'accord conclu le 11 juillet dernier avec la direction du Parisien libéré et menace d'engager de nouvelles actions dans l'ensemble de la presse. « Lire nos informations page 14. »

De l'accord à l'échec ?

Est-ce le nouveau monstre du Loch Ness ? Voici, encore et toujours, le conflit du Parisien libéré ! Le Monde doit à ses lecteurs quelques explications. Notre numéro du 13 juillet, en effet, annonçait la signature imminente d'un accord entre la direction du Parisien libéré et le Syndicat du Livre C.G.T. Une interminable bataille s'achevait.

Une certaine prudence tempérait pourtant l'enthousiasme. Des cette époque, nous devions faire état de « quelques hésitations de dernière heure » et, huit jours plus tard, le 21 juillet, le ton se faisait plus alarmant. Il fallait désormais envisager le pire et prévoir que le gouvernement puisse « ruser » son aval à l'accord, longuement concerté entre les parties.

Ces réticences, vite perceptibles, n'étaient pas sans quelque justification. La note à payer était lourde et, dans la mesure où l'on ne peut stipuler pour autrui, la caution de l'Etat devenait indispensable. La patte blanche dira si, à Matignon, on était tenu au courant presque heure par heure de cette thèse du syndicat — ou si la surprise fut totale. Mais comment mettre en œuvre les mécanismes complexes des pré-traités, des péculés, des recensements, sans que les pouvoirs publics participent aux solutions financières ? Or il semblait, jusqu'à ce jour, que les dernières difficultés aient peu à peu disparu. Un effort supplémentaire a été demandé au Parisien libéré et accepté par lui. La charne de l'Etat n'est plus, très surprenante à celle qui avait été engagée par M. Molin, le premier médiateur.

Avec naïveté, tous ceux qui se préoccupent de la survie et du développement de la presse parisienne imaginaient alors que, chez les plus récents eux-mêmes, les collères finiraient par tomber. On supposait que, là où l'intendance avait précédé, la politique suivrait. Tout, aujourd'hui, est à nouveau compromis. L'accord pourtant a été négocié par les ouvriers du Livre et M. Claude Bellingar, le P.D.G. du Parisien libéré, puis mis en forme selon les indications gouvernementales. Mais il faut plus.

JACQUES SAUVAGEOT.

(Lire la suite page 14.)

DE 60 000 A 120 000 MOTS

Dictionnaires d'aujourd'hui

La parution du cinquième volume (Cageot-Canstot, 1 425 pages) du « Trésor de la langue française » et du quatrième volume également (Garnier-Perrin, 1 037 pages) du « Grand Larousse de la langue française », amène l'inévitable comparaison de nos grands dictionnaires de langue.

Le vénérable Littré, en sept volumes dans la réédition Gollfard-Hachette de 1938, reste d'une lecture plaisante et enrichissante. On en trouve encore de beaux exemplaires du siècle dernier à des prix raisonnables ; achetez-les ! On peut aussi conseiller à l'amateur, surtout si y est joint le supplément de 1877 en grand format avec les mots d'origine arabe, persane, etc., dans la magnifique typographie de l'époque. Supplément qui fit scandale tant Littré s'y montrait moderniste et accueillant aux néologismes techniques.

Mais ce monument historique ne saurait être tenu pour un témoin digne de foi du français contemporain. La réimpression (Delagrave, 1964, 2 volumes) du « Dictionnaire général de la langue française » ne s'imposait pas. Le « Dictionnaire général » vaut surtout pour les trois cents pages (grand format) du Traité préliminaire de Darmesteter. Sa nomenclature n'est riche que pour le dix-septième et le dix-huitième siècle, et si les spécialistes le consultent encore avec profit, on ne peut plus guère le recommander à un large public.

La huitième édition du « Dictionnaire de l'Académie française » (Hachette, 1932-1935, 2 volumes, de 622 et 743 pages) est introuvable. Ce qui dispense d'en dire bien ni mal ici.

JACQUES CELLARD.

(Lire la suite page 14.)

La visite de M. Barre à Quimper

Le premier ministre veut contrôler personnellement le déroulement de la lutte contre le chômage

M. Raymond Barre a effectué, vendredi 5 août, une tournée de travail en province. Il a commencé par Quimper, où il a rencontré les chefs d'entreprise et les représentants du monde ouvrier. Il a insisté sur la nécessité d'un « pacte national pour l'emploi ».

Le premier ministre a déclaré : « Je ne laisserai pas l'inflation reprendre sa course, mais je ne laisserai pas non plus retomber l'activité économique. » Ces propos ont rencontré un accueil « sceptique voire hostile dans les milieux syndicaux. »

La dernière enquête trimestrielle de l'INSEE, auprès des chefs d'entreprise de travaux publics révèle que l'activité a continué à fléchir dans ce secteur au cours du printemps et que « l'appréciation portée sur les carnets de commandes est la plus basse depuis janvier 1974. »

Simultanément, l'inquiétude grandit dans les Vosges après la confirmation de la fermeture de l'usine Montefibre de Saint-Nabord, qui entraîne le licenciement de mille trente-neuf personnes.

M. Raymond Barre a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pourraient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des préoccupations exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

AFRIQUE

LE CONFLIT ENTRE L'ÉTHIOPIE ET LA SOMALIE

L'O.U.A. ne peut pas permettre qu'une guerre éclate entre deux pays frères

déclare à Libreville le président de la commission de médiation

La commission de médiation de l'O.U.A., chargée de trouver une solution pacifique au conflit entre l'Éthiopie et la Somalie, a tenu, vendredi 5 août, à Libreville, sa première réunion. Traduisant l'inquiétude des représentants des huit pays africains (Nigéria, Libéria, Bénin, Cameroun, Togo, Mauritanie, Lesotho et Gabon), membres de la commission, son président, le ministre nigérian de l'Intérieur, M. El Hadj Shinkafi, a déclaré d'emblée que « l'O.U.A. ne pouvait pas permettre qu'une guerre éclate entre deux pays frères ». Il a, toutefois, admis « ne pas se faire d'illusion » sur les chances d'un règlement rapide.

« Il faudra, a-t-il ajouté, des efforts importants et peut-être de longues négociations. » De son côté, M. Feleke Gadaia Giorgis, ministre éthiopien des affaires étrangères, qui représente son pays à Libreville, a exprimé l'espoir, vendredi, que l'O.U.A. « prendra ses responsabilités à l'égard de ce problème, car si celui-ci n'est pas résolu dans l'esprit de la charte (de l'O.U.A.), il pourrait facilement faire tache d'huile en Afrique ». A l'issue d'un entretien avec M. Bongo, chef de l'Etat gabonais et président en exercice de l'O.U.A., M. Giorgis a, une nouvelle fois, « critiqué l'agression armée de la Somalie, qui, a-t-il dit, poursuit une politique expansionniste ».

Enfin, le ministre éthiopien a souligné que la charte de l'O.U.A. est « formelle sur l'intégrité territoriale et l'intangibilité des frontières », rappelant que « son gouvernement a renoncé à toute revendication sur Djibouti, alors que la Constitution somalienne fait état d'une « grande Somalie » qui comprend l'Ogaden, une partie du Kenya et la République de Djibouti ».

Les travaux de la commission de médiation devaient débuter ce samedi 6 août en présence de M. Giorgis et de son collègue somalien, M. Abdurrahman Jama Barre.

Violents combats dans l'Ogaden

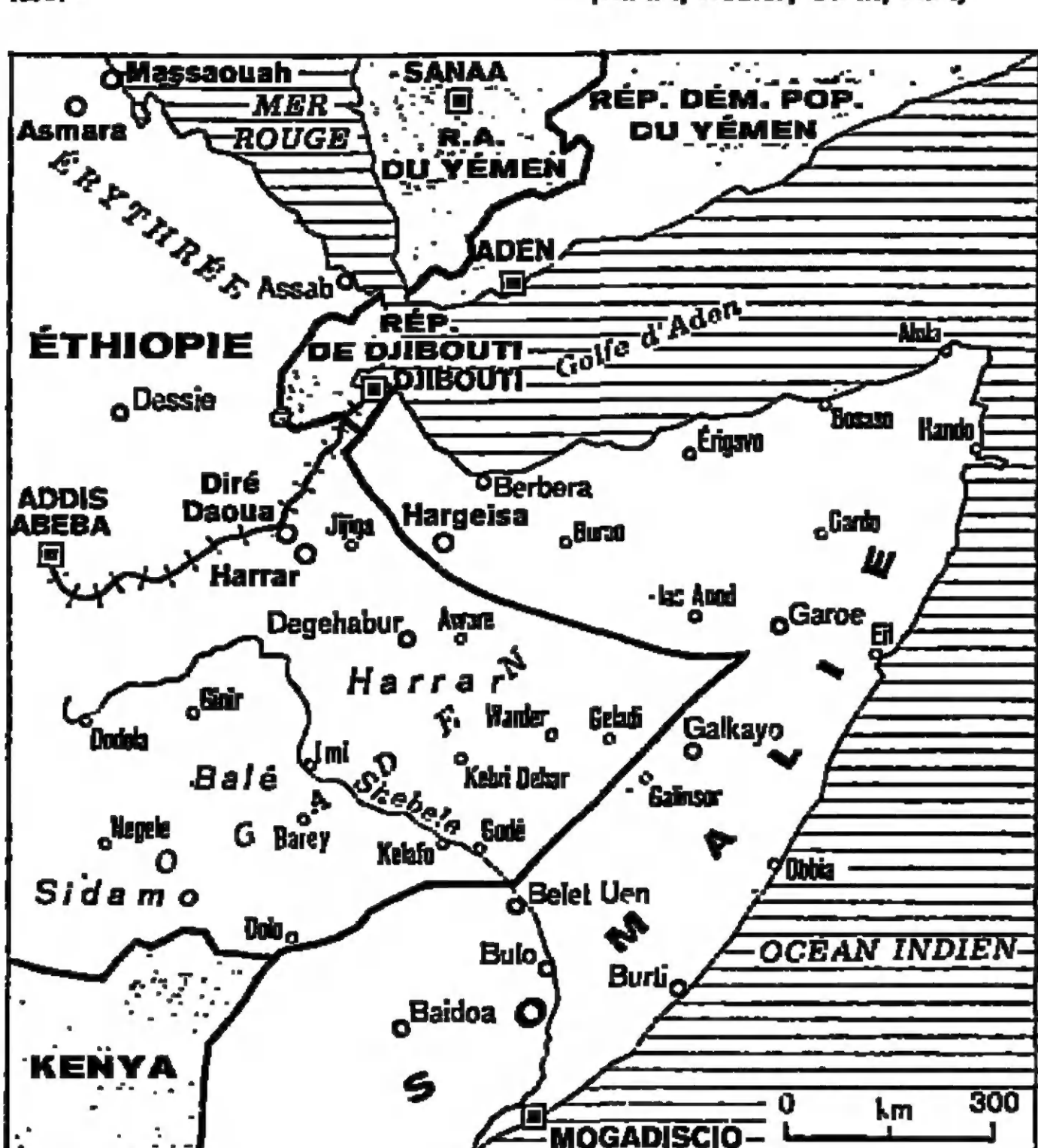
Sur le terrain, le F.L.S.O. (Front de libération de la Somalie occidentale) a annoncé vendredi la « libération » de la ville de Baley, située dans la région d'El Kere (province de Bale), après de violents combats contre les « troupes coloniales ».

La radio d'Addis-Abeba a indiqué vendredi que la milice populaire éthiopienne avait tué, la veille, dans cette même province, « une cinquantaine de soldats de l'armée régulière somalienne ». « Au cours de cette opération de nettoyage, menée avec la coopération des habitants, les miliciens ont mis en fuite des centaines d'autres soldats somaliens », assure la radio éthiopienne.

● A BEYROUTH, M. Saleh Osman Saleh Sabbe, président du Front de libération de l'Erythrée-Forces popu-

laires de libération (F.L.E.F.P.), a accusé l'Union soviétique et Cuba d'organiser « un transport aérien d'hommes et d'armements » à destination de l'Éthiopie. « Les avions de transports soviétiques, a-t-il précisé, atterrissent jour et nuit à Addis-Abeba et sur la base aérienne de Sababir, au nord-est de la capitale. »

● A STOCKHOLM, le service suédois de l'immigration a révélé vendredi que dix petits-enfants du défunt empereur Haile Selassié — quatre princes et six princesses — ont réussi, il y a deux semaines, à fuir l'Éthiopie, où ils étaient en résidence surveillée, pour le Kenya, d'où ils ont gagné la Suède le 29 juillet. — (A.F.P., Reuter, U.P.I., A.P.)



République Centrafricaine

M. Vorster accuse Washington de préparer l'« étranglement » de son pays

De notre correspondant

Johannesbourg. — Le premier ministre sud-africain, M. John Vorster, a mis en garde vendredi soir 5 août le président Carter contre sa politique en Afrique du Sud, qui ne peut conduire qu'« au chaos et à l'anarchie ». « Si le gouvernement américain persiste dans ses pressions, le résultat final pour l'Afrique australe sera le même qu'après des actions subversives marxistes. Dans un cas ce sera le fruit d'une force brutale, dans l'autre ce sera un étranglement mené avec finesse », a déclaré le premier ministre, qui présidait un banquet, a expliqué que : « Ces pressions sont coordonnées et activement soutenues par certaines puissances étrangères américaines à la demande, avec l'aide, de certains cercles officiels aux États-Unis. Il apparaît clairement que certaines personnes et organisations en Afrique du Sud croient et sont encouragées à croire qu'elles ont aussi le soutien des États-Unis dans leurs tentatives de provoquer des changements politiques radicaux par des moyens extra-parlementaires, et en exerçant certaines pressions, même si ces pressions donnent lieu à la violence et au désordre. Le but est d'invoquer l'Afrique du Sud dans tous les domaines et de décourager le commerce et les investissements. »

M. Vorster ne croit pas que cette politique reflète la volonté du peuple américain, et demande « au leader du monde libre de ne pas empêcher l'Afrique du Sud de jouer son rôle dans le monde libre ». Pourquoi se faire un ennemi de l'unique pays sur lequel on peut compter si la crise arrive ?

Le discours de M. Vorster est certainement le plus violent réquisitoire jamais adressé aux États-Unis depuis sa rencontre, en mars dernier, avec le vice-président Walter Mondale. Il fait suite à une vaste campagne des journaux pro-gouvernementaux contre le « complot américain » en Afrique australe. Il coïncide avec le début de la tournée de Pretoria au premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, dans la recherche d'une « solution tierce », par opposition au plan anglo-américain préconisant un accord avec le Front patriotique de M.M. Joshua Nkomo et Robert Mugabe.

Ce discours est prononcé quelques jours avant le départ du ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, pour Londres, où il devrait rencontrer, mercredi prochain, le secrétaire au Foreign Office, M. David Owen, et le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance. Apparemment, M. Botha doit se rendre en Namibie pour s'entretenir avec les représentants de la conférence constitutionnelle de Windhoek.

● L'agence officielle Chine nouvelle a accusé vendredi l'Inde d'apporter un soutien aux « séparatistes tibétains », se rendant ainsi coupable d'« ingérence » dans les affaires intérieures chinoises. L'agence a fait état d'une réunion qui aurait eu lieu à New-Delhi entre plusieurs ministres du gouvernement de M. Desai et le dalaï-lama, chef spirituel tibétain réfugié en Inde depuis 1959 et « chef des bandits rebelles du Tibet ».

Enfin, le correspondant de l'agence Reuter fait état de bruits courants dans les milieux diplomatiques de la capitale chinoise selon lesquels le XI^e congrès du parti communiste chinois pourrait se tenir avant le 30 août, date de la visite que doit effectuer en Chine le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance.

Zaire

Selon « Afrique-Asie » LE GOUVERNEMENT A CONCÉDÉ A UNE SOCIÉTÉ ALLEMANDE UN « DROIT DE JOUISSANCE INTÉGRALE » SUR UNE PARTIE DE SON TERRITOIRE.

La revue Afrique-Asie (numéro du 8 août) publie le texte intégral d'un accord secret conclu entre le gouvernement zairois et l'OTRAG (société d'investissement allemande par actions de transport orbital et de fusées), accordant à cette dernière un « droit de jouissance intégrale » sur un territoire grand comme la moitié de la France. L'objet de cet accord est de « créer une vaste aire d'opérations » présentant un « grand intérêt pour l'atmosphère et l'espace et à toutes activités de quelque domaine qu'elles soient, qui s'y rattacheront ». Il s'agit, dit Afrique-Asie, de mettre sur orbite des satellites de télécommunications, météorologiques, mais aussi d'observation, d'espionnage, etc. Jusqu'à la fin de 1977, le loyer s'élèvera à 250 millions de francs. Le contrat est entré en vigueur le 6 décembre 1976.

Un porte-parole de la société allemande a déclaré jeudi 4 août la conclusion d'un accord secret avec elle et le gouvernement de Kinshasa. Toutefois, ces dénégations ne concernent pas le fond de l'affaire : le porte-parole a en effet reconnu que sa firme avait bien signé en 1976 « un contrat de location portant sur 100 000 kilomètres carrés, dans la province du Shaba, pour procéder à des essais de fusées ». Un premier essai a eu lieu au printemps. Le contrat est valable jusqu'à la fin du siècle. En outre, le porte-parole allemand n'a pas démenti explicitement l'attribution à l'OTRAG d'un « droit de jouissance intégrale » sur le territoire mentionné. Cette concession constituerait un indéniable abandon de souveraineté d'un Etat au profit d'intérêts privés.

APRÈS SES ENTRETIENS AVEC M. CARTER

M. Nyerere soutient les efforts américains en vue d'un règlement en Rhodésie

De notre correspondant

M. Julius Nyerere, chef d'Etat tanzanien, a achevé vendredi 5 août, à Washington, une visite officielle de deux jours. Le communiqué publié à l'issue de cette visite indique que M.M. Carter et Nyerere sont tombés d'accord pour prendre « toutes les mesures nécessaires à un règlement négocié au Zimbabwe sur la base d'un accord d'un homme une voix au respect du pouvoir de la majorité, en tenant compte des droits de la minorité ». Pour sa part, Nyerere a rendu hommage à son hôte en déclarant qu'il était « l'homme connaissant le mieux les problèmes africains qu'il ait jamais rencontrés ». Il a indiqué qu'il était parvenu avec M. Nyerere à un accord presque total en ce qui concerne les efforts diplomatiques nécessaires en vue d'une solution en Rhodésie et en Namibie.

Le président tanzanien reste pessimiste

Cependant, les propos du président tanzanien nuancent quelque peu l'optimisme affiché par la Maison Blanche. En effet, au cours d'une conférence tenue avant son second entretien avec M. Carter, le président Nyerere a déclaré vendredi qu'il ne voyait pas de possibilité, à l'heure actuelle, de parvenir à la règle d'un homme une voix sans l'aide de moyens pacifiques. Tout en souhaitant que Londres et Washington exercent des « pressions positives » sur M. Smith, il a bien remarqué que celui-ci n'aurait en aucun cas se substituer à la lutte armée des nationalistes noirs. « Nous pourrions vaincre Smith et ses amis sans l'aide du monde occidental », a-t-il souligné.

● A Salisbury, le révérend Sithole, président du Conseil national africain unifié (A.N.C.), a proposé que la minorité blanche

La crise du Sahara occidental

Le ministre sahraoui de la défense refuse de lever l'incertitude sur le sort des six Français enlevés à Zouérate

De notre envoyé spécial

Tindouf. — Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi soir, 4 août, « quelque part dans les zones libérées », à une centaine de kilomètres au sud de Tindouf, le ministre sahraoui de la défense, M. Brahim Gali, a annoncé que des forces marocaines évaluées à vingt mille hommes se concentraient depuis quelque temps à proximité de la frontière algérienne, à la hauteur de Tindouf. « Il s'agit là, a-t-il assuré, d'une manœuvre préparant une agression contre les camps de réfugiés sahraouis en Algérie. » Selon M. Gali, le régime marocain s'apprête ainsi à jouer sa dernière carte.

Auparavant, le ministre, commentant les dernières opérations menées par les unités du front en territoire mauritanien contre Zouérate, Nouakchott et tout récemment Argoub (le Mondou du Sahara), avait souligné que « l'incapacité de l'armée mauritanienne à défendre son territoire à la fois contre le Polisario et contre les forces armées royales marocaines qui, sous prétexte d'assistance, sont en train de réaliser les vieilles aspirations expansionnistes du trône algérien ». Selon les dirigeants sahraouis, l'accord du mal dernier instituant « un haut comité de défense maroco-mauritanien » ne constitue qu'un « stratagème » du roi Hassan II pour prendre militairement le contrôle de son voisin.

La fin de la conférence de presse tenue devant une quarantaine de journalistes, dont un dizaine venus spécialement de Paris, a porté sur le sort des six Français (cinq hommes et une femme) enlevés le 1^{er} mai dernier, lors de l'attaque de la ville minière de Zouérate, en

Mauritanie. Interrogé une première fois à ce sujet, le ministre de la défense a répondu : « Tout ce que j'ai à vous dire à ce propos, c'est ce qu'a déclaré le premier ministre de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.), lors de la conférence de presse du 21 mai dernier. » A l'époque, après avoir assuré que le Polisario « traitait bien ses prisonniers », le premier ministre avait affirmé que la liste complète n'en serait publiée que lorsque les autorités de Nouakchott rempliraient deux conditions : la restitution au Front de tous les prisonniers sahraouis « civils et militaires » et l'évacuation du territoire qu'elles occupent au Sahara occidental.

Ainsi invités par le ministre de la défense à se reporter à des déclarations « vieillies de plus de deux mois », certains journalistes français n'ont pas caché leur déception et sont revenus à la charge afin de savoir si « en ce nom le Front Polisario admettait être en possession des six disparus ». M. Gali a alors répondu : « La Mauritanie, et elle seule, a déclaré qu'il y avait des prisonniers français perdus à Zouérate. C'est donc à elle d'en assumer toute la responsabilité. Entre le peuple français et le peuple sahraoui il n'y a que l'amitié et la bonne entente, couramment de rancune et de haine. »

— Est-ce que cela signifie que vous ne reconnaissez pas détenir les six Français ?

— Interprétez cela comme vous voulez, notre position est claire. Cette charte paraît bien obscure à certains journalistes qui posent à nouveau la question. Ils eurent droit à une dernière réponse excoûtée : « Nous avons appris la disparition des Français par France-Inter et l'Agence France-Presse citant des sources mauritanienne. Les autorités de Nouakchott sont seules responsables de ces personnes devant le peuple français. Elles seules doivent lui rendre compte de leurs vies et de leur santé. » Avec un sec « ça suffit », le ministre se leva alors et rompit la discussion.

Un silence ambigu

Ce ne sont pas les autorités mauritanienne qui ont annoncé la disparition des six Français enlevés à Zouérate, mais des témoins, Français eux aussi, membres du personnel de la Cominol, qui ont vu des maquisards sahraouis contraindre leurs prisonniers à monter dans leurs véhicules avant de les faire disparaître. Les dirigeants du front Polisario prennent donc le risque de susciter les plus grandes craintes sur le sort des disparus et de l'aligner les sympathies dont ils disposent dans l'opinion française.

Les dirigeants du Front Polisario ignorent-ils les inconvénients de la position qu'ils ont adoptée, en traitant en mercenaires et, le cas échéant, en prisonniers de la guerre, les coopérateurs et techniciens étrangers dont l'aide est indispensable à leurs adversaires et particulièrement à la faible Mauritanie, dans le domaine militaire comme sur le plan économique ?

En refusant de communiquer à leur sujet des informations, les Sahraouis espèrent manifestement intimider les autres techniciens. On peut aussi penser qu'ils ont été déçus par la modicité des résultats obtenus en relâchant les prisonniers européens qui les avaient faits prisonniers, notamment M.M. Dief et Seguro.

La déclaration d'un envoyé de Paris mentionnant l'existence de la R.A.S.D. avait paru un bien meilleur résultat pour une affaire qui avait divisé profondément les dirigeants du Front, les uns souhaitant remettre les prisonniers à la gauche française et d'autres étant partisans, au contraire, d'une ligne dure. Ce sont ces derniers qui l'emportent, semble-t-il, aujourd'hui. Ils choisissent cependant une logique dangereuse et inacceptable en assimilant des civils ressortissants d'un pays avec lequel ils ne sont pas directement en conflit à des soldats marocains ou mauritanien pris au combat les armes à la main. Vingt-neuf de ces derniers capturés lors de récentes opérations ont été présentés, en présence de la conférence de presse, le jeudi soir, aux journalistes qui ont pu longuement les interroger et prendre connaissance de leur identité.

Le sort des six Français disparus à Zouérate paraît bien désormais être lié à l'issue de la guerre elle-même.

DANIEL JUNQUA.

ASIE

Chine

«Le Quotidien du Peuple» appelle les entreprises à dégager des bénéfices

Pékin (A.F.P., Reuter). — Le Quotidien du peuple du vendredi 5 août a publié un éditorial condamnant les opérations non rentables, critiquant la gestion de nombreux dirigeants d'entreprises et rappelant que celles-ci doivent être bénéficiaires et fournir dans les délais impartis des produits de qualité. Ces directives s'appliquent aussi au secteur des communications et des transports, qui sont, selon le journal, avec le charbon et l'électricité, la « clé » de la croissance. Le journal demande en outre que les cadres se mêlent aux travailleurs à la chaîne afin de régler plus efficacement les problèmes de production.

La visite de M. Waldheim

Le secrétaire général des Nations unies, qui poursuit sa visite en Chine, a eu, jeudi 4 et vendredi 5 août, plus de cinq heures d'entretiens avec le ministre chinois des affaires étrangères, consacré aux problèmes du Proche-Orient et de l'Afrique australe, ainsi que la question du désarmement. Un porte-parole de M. Waldheim a qualifié les conversations de « cordiales et amicales ». Il a ajouté que Pékin souhaiterait que les Nations unies jouent un rôle plus actif. Jeudi, M. Huang Hua s'était montré sceptique sur les capacités de

l'organisation internationale de résoudre les grands problèmes mondiaux ; il avait aussi critiqué « la dépendance de l'ONU à l'égard des superpuissances ».

Pékin a confirmé officiellement que le maréchal Tito se rendra en visite officielle et amicale en Chine vers la fin de ce mois, après les voyages qu'il doit effectuer en Union soviétique et en Corée du Nord. Les dates ne sont pas encore fixées. Il s'agit d'une visite d'Etat. Pékin se refusant à avoir des relations avec le P.C. yougoslave.

L'agence officielle Chine nouvelle a accusé vendredi l'Inde d'apporter un soutien aux « séparatistes tibétains », se rendant ainsi coupable d'« ingérence » dans les affaires intérieures chinoises. L'agence a fait état d'une réunion qui aurait eu lieu à New-Delhi entre plusieurs ministres du gouvernement de M. Desai et le dalaï-lama, chef spirituel tibétain réfugié en Inde depuis 1959 et « chef des bandits rebelles du Tibet ».

Enfin, le correspondant de l'agence Reuter fait état de bruits courants dans les milieux diplomatiques de la capitale chinoise selon lesquels le XI^e congrès du parti communiste chinois pourrait se tenir avant le 30 août, date de la visite que doit effectuer en Chine le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance.

Inde

● DES INONDATIONS dues à la mousson ont fait plus de cent morts dans différentes régions de l'Inde, a annoncé, jeudi 4 août, à New-Delhi, le secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Plusieurs quartiers résidentiels de la banlieue ouest de New-Delhi sont inondés — (A.F.P.).

Irlande du Nord

● L'IRA « PROVOISORE » a revendiqué vendredi 5 août la responsabilité de la vague d'attentats à la bombe inconn-

diaire qui ont provoqué d'importants dégâts matériels à Belfast et à Lisburn — la ville où siège l'état-major de l'armée britannique. Dix-neuf bombes incendiaires ont explosé en l'espace de quatre-vingt-dix minutes, détruisant partiellement plusieurs boutiques et bureaux. — (A.F.P.).

Mauritanie

● UN NOUVEAU GOUVERNEMENT a été constitué par le président Moktar Ould Daddah, 3-4 on apprend jeudi 4 août à Nouakchott. Il com-

prend dix-sept membres contre vingt-huit dans le précédent, ce qui permettra, assure un communiqué, de « diminuer les charges financières de l'appareil administratif de l'Etat ». — (A.F.P.).

Norvège

● Mme HAAVIR, qui devait être jugée cet automne pour avoir fourni des renseignements aux Soviétiques depuis 1949, est décédée d'une défaillance cardiaque, le vendredi 5 août, dans la prison où elle était détenue depuis le 27 janvier. — (Reuter).

Les parents de deux des six coopérateurs français enlevés par le Front Polisario ont remis à M. Raymond Barre, lors de sa visite à Quimper, vendredi 5 août, un dossier rappelant la situation de leurs enfants.

M.M. Jean Morvan, trente-neuf ans, et Jean-Yves Dumaine, vingt-deux ans,

ملتان ۱۱/۱۱/۱۱

DE CREYS-MALVILLE

M. RAYMOND BARRE : une contestation née de la méconnaissance.

« Le ministre de l'intérieur a agi comme il devait agir, le préfet de l'Isère a agi comme il convenait », a déclaré à Quimper, vendredi 5 août, M. Raymond Barre, premier ministre, en réponse aux questions des journalistes sur les affrontements de Creys-Malville.

Sur le programme électro-nucléaire de la France, M. Barre a précisé : « Le programme nucléaire est une question de long terme, et nous ne pouvons pas nous en occuper tout court. La contestation de ce programme peut expliquer par la méconnaissance de certains aspects du dossier ou par la confusion non justifiée entre l'énergie atomique à usage militaire, c'est-à-dire la bombe, et à usage pacifique. Le programme français doit équilibrer la France de centrales nucléaires dotées de tous les dispositifs de sécurité ».

N.D.R. — Si l'on a méconnaissance du dossier, quel mieux que le premier ministre pour porter de cette commission, constituée en mai dernier à la demande du président de la République, pour favoriser la communication au public des documents de l'Etat.

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Isère, avait qualifié cette initiative de « révolution tranquille ».

M. CHARBONNEL : un bon dossier mal défendu par les pouvoirs publics.

M. Jean Charbonnel, ancien ministre U.D.R., président de la Fédération des républicains de province (gauchistes d'opposition), a déclaré, vendredi 5 août : « L'affaire de Creys-Malville est une affaire rétrospective, la persistance de la diversité de la contestation écologique, suffisent à montrer la gravité du problème politique et moral désormais posé au pays. Il serait absurde de ne pas le reconnaître même si l'on demeure, ce qui est notre cas, partisan du développement de l'énergie nucléaire ».

« Mais la responsabilité la plus grave incombe aux pouvoirs publics. Depuis de longs mois, en effet, le gouvernement a démontré son impuissance à préserver les dirigeants du C.E.A. et de l'E.D.F. de la tentation technocratique si naturelle pour eux : à dans la même tentation, tant de contraventions dans les domaines les plus divers qu'il a lassé, même lorsqu'il a la révérité, la confiance de la population. La crise actuelle illustre donc la perte de crédibilité des pouvoirs publics et l'affaiblissement de l'Etat qui gouverne. Le gouvernement de la droite, Malraux, même que le peuple souverain ne rende son verdict, il importe de rétablir l'indispensable dialogue : la P.R.P. est prête à présenter des propositions précises à cet effet ».

LA SECTION DU P.R. DE L'ISÈRE : LE P.S. JOUE UN DOUBLE JEU

La section de l'Isère du parti républicain s'élève dans un communiqué, diffusé vendredi 5 août, contre les déclarations de Louis Mermaz tendant à accréditer l'idée selon laquelle le gouvernement aurait favorisé les affrontements de Creys-Malville. Le parti républicain refuse « cette accusation mensongère, gratuite et sans fondement » et « dénonce le double jeu joué par le P.S. voulant à la fois ne pas soutenir une manifestation écologique risquant de tourner à la violence et, en même temps, apporter son soutien aux manifestants ». Il a demandé à Louis Mermaz et au P.S. de se prononcer clairement et sans ambiguïté sur l'avenir qui leur est donné par la victoire de la gauche, en 1978, et quelles sont ces d'énergie le P.S. entend utiliser pour faire face à une demande de plus en plus importante ».

UN APPEL DE M. MICHALON

« Que la mort de notre fils soit l'occasion d'une réflexion approfondie »

M. Jacques Michalon a commenté, en ces termes, vendredi 5 août, au micro de Radio-France, la mort de son fils Vital, le second de ses fils : « Nous voudrions que la mort de notre fils soit l'occasion, pour chacun de nos compatriotes et pour le pays tout entier, d'une réflexion approfondie et d'une remise en question fondamentale de nos comportements et du sens de nos responsabilités. Il est évident que la poursuite des affrontements risque de conduire aux pires drames. En effet, nous croyons que si toutes les parties concernées faisaient l'effort de rechercher avant tout la confrontation des idées et l'étude en commun des problèmes qui nous angoissent actuellement, toutes les manifestations, qui por-

tent en elles automatiquement des germes de violence, deviendraient inutiles. Un réel débat organisé à l'échelle nationale aurait permis d'éviter le drame qui vient d'arriver ».

Un manifestant mutilé lors des affrontements porte plainte

De notre correspondant régional

Lyon. — Au rez-de-chaussée du pavillon « F » de l'hôpital Edouard-Berriot de Lyon, M. Michel Grandjean, trente ans, un des manifestants gravement blessé dimanche dernier au cours des affrontements de Creys-Malville, a été admis à l'hôpital. Il a eu la jambe droite démolie et les médecins ont dû l'amputer au-dessous du genou. A réuni, vendredi 5 août après-midi, une conférence de presse pour annoncer sa décision de déposer une plainte avec constitution de partie civile pour « blessures volontaires » (nos dernières éditions).

La démarche a été effectuée en début d'après-midi par son avocat, M. Paul Bouchet, et la plainte enregistrée par le juge d'instruction de Bourgoin-Jallieu. Le texte remis au magistrat indique que « les blessures ont été causées par l'explosion d'une grenade lancée par les forces de police ».

A Genève

LE COMITÉ CENTRAL DU CONSEIL OCÉANIQUE DEMANDE DES DÉBATS PUBLICS SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

(De notre envoyé spécial.)

Genève. — L'initiative du pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, le comité central du Conseil océanique des Eglises, a décidé d'inscrire dans un de ses documents sur l'énergie nucléaire le paragraphe suivant : « Le comité central a relevé que la violence qui accompagne parfois les démonstrations contre l'énergie ou les centrales nucléaires comme à Malville, en France, durant nos travaux montre le degré d'émotion lié à l'immanence inéluctable à cette question : le comité central demande instamment à la section compétente de l'Eglise et Société de faire tout possible pour promouvoir une discussion sérieuse et informée sur les problèmes en cause. Il affirme que les pouvoirs de décision de tous les pays ne peuvent se dérober à de vrais débats publics, ni se laisser guider, en de telles matières, par des intérêts purement économiques ».

LA CROIX-ROUGE PROTESTE CONTRE L'UTILISATION ABUSIVE DE SON EMBLÈME

La Croix-Rouge française a publié, le 5 août, un communiqué protestant contre l'utilisation abusive de son emblème. « Lors des événements de Creys-Malville, dit le texte, des informations ont fait état de la destruction de plusieurs véhicules transformés en ambulances et portant l'emblème de la Croix-Rouge. La Croix-Rouge française précise que ces véhicules ne lui appartiennent pas. En effet, ses propres moyens de transport spécialisés ont été tenus en réserve. Seul, son personnel, notamment des équipes secouristes, a participé aux opérations de secours ».

La Pompadour

NOUVELLE COLLECTION AUTOMNE - HIVER tailleurs, robes, manteaux, impers, etc.

FEMMES FORTES du 42 au 60

32 bis, Bd HAUSMANN

Le procès de Bourgoin-Jallieu

(Suite de la première page.)

A 11 heures, l'audience est suspendue. Elle reprend peu avant midi, avec l'interrogatoire d'identité des prévenus suisses et français. Quelques minutes plus tard, elle est suspendue jusqu'à 14 heures, dans l'attente d'une solution pour les prévenus allemands.

A l'extérieur, mille cinq cents militants antinucléaires s'étaient rassemblés, dès 9 heures, sur la place de l'église de Bourgoin-Jallieu, à quelques mètres du palais de justice. C'est le service d'ordre mis en place par les comités Malville — deux cents écologistes munis de brassards

« Non aux centrales nucléaires » — qui assurèrent le contrôle, très rigoureux, des voies d'accès au tribunal.

Quelques minutes avant le début du procès, un discret service d'ordre avait pris position aux abords du palais de justice : cinquante gendarmes « en tenue d'été », mais le fusil à l'épaule. La mise en place du dispositif avait été décidée en accord avec les services de police du parquet, le maire de Bourgoin-Jallieu, M. Pierre Oudet (P.S.), et les représentants des comités Malville.

BERNARD ELIE et CLAUDE FRANCHILLON.

La loi « anti-casseurs »

La loi « anti-casseurs » en vertu de laquelle sont poursuivis devant le tribunal de Bourgoin-Jallieu onze ou douze manifestants de Creys-Malville, a été promulguée — après de vives polémiques sur sa légitimité — le 6 juin 1970 sous le titre « Loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance ». Elle ajoute plusieurs articles au code pénal, dont le plus célèbre est l'article 314 qui dispose : « Lorsque du fait d'une action concertée, menée à force ouverte ou par un groupe, des violences ou voies de fait auront été commises contre les personnes ou que des destructions ou dégradations auront été causées aux biens, les instigateurs et les organisateurs de cette action ainsi que ceux qui y auront participé volontairement seront punis, sans préjudice de l'application des peines plus fortes prévues par la loi, d'un emprisonnement de un à cinq ans ».

1) Les instigateurs et les organisateurs de ce rassemblement qui n'auront pas donné l'ordre de dissolution des violences, voies de fait, destructions ou dégradations, d'un emprisonnement de six mois à trois ans ;

2) Ceux qui auront continué de participer activement à ce rassemblement après le commencement et en connaissance des violences, voies de fait, destructions ou dégradations, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ;

Seront punis d'un emprisonnement de un à cinq ans ceux qui se seront introduits dans un rassemblement, même licite, en vue d'y commettre ou de faire commettre par les autres participants des violences, voies de fait, destructions ou dégradations. Lorsqu'une condamnation est prononcée en application de cette disposition, le juge peut décider que la condamnation ainsi sanctionnée soit exécutée absolue pour les instigateurs, organisateurs et participants du rassemblement.

Les personnes reconnues coupables des peines prévues par cet article sont responsables des dommages corporels ou matériels (...) ».

UNE LETTRE DE M. LOUIS BESSON

Un dialogue difficile mais nécessaire

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Louis Besson, député socialiste et président du conseil général de la Savoie :

« Au lendemain d'une manifestation de Creys-Malville, vous avez tiré le compte rendu des discussions entre manifestants et représentants de la C.F.D.T. ou du parti socialiste. L'annonce de la lettre de M. Besson du 2 août, page 4. Pour avoir participé à la rencontre de la veille de la manifestation et revu nombre de tristes événements du dimanche 31 juillet, au cours duquel le préfet Jannin a échoué en un jour ce qu'avait réussi pendant un mois le préfet Grimaud en 1968, je ne partage pas du tout votre affirmation, que nuance d'ailleurs beaucoup le texte de votre correspondant ».

Tout d'abord, pourquoi, sans taler les divergences, ne mentionner les convergences qui ont permis l'accord, du moins la discussion ?

Les manifestants antinucléaires demandent l'arrêt des travaux de la centrale à neutrons rapides. Le parti socialiste, par la voix de son comité directeur, a rappelé, le 23 juillet, qu'il demandait la suspension de la loi de 1968, contenant les conseils généraux de l'Isère et de la Savoie au sein desquels il exerce une influence non négligeable — qui ont déposés un recours formel en Conseil d'Etat pour l'annulation des décrets Barre des 2 et 13 mai 1977.

Le cœur de l'énergie a pris une ampleur considérable, mais alors que le gouvernement se réfugie dans une véritable fuite en avant, le dialogue est devenu impossible. Les échanges de Courtenay, où une délégation de militants socialistes élus et non élus s'était rendue, n'ont pas été faciles, car nombre de militants antinucléaires auraient voulu que leurs interlocuteurs aillent bien, au lieu de leur parler de la loi de 1968, leur parler de la loi de 1970 et de la loi de 1971, et de la loi de 1972, et de la loi de 1973, et de la loi de 1974, et de la loi de 1975, et de la loi de 1976, et de la loi de 1977, et de la loi de 1978, et de la loi de 1979, et de la loi de 1980, et de la loi de 1981, et de la loi de 1982, et de la loi de 1983, et de la loi de 1984, et de la loi de 1985, et de la loi de 1986, et de la loi de 1987, et de la loi de 1988, et de la loi de 1989, et de la loi de 1990, et de la loi de 1991, et de la loi de 1992, et de la loi de 1993, et de la loi de 1994, et de la loi de 1995, et de la loi de 1996, et de la loi de 1997, et de la loi de 1998, et de la loi de 1999, et de la loi de 2000, et de la loi de 2001, et de la loi de 2002, et de la loi de 2003, et de la loi de 2004, et de la loi de 2005, et de la loi de 2006, et de la loi de 2007, et de la loi de 2008, et de la loi de 2009, et de la loi de 2010, et de la loi de 2011, et de la loi de 2012, et de la loi de 2013, et de la loi de 2014, et de la loi de 2015, et de la loi de 2016, et de la loi de 2017, et de la loi de 2018, et de la loi de 2019, et de la loi de 2020, et de la loi de 2021, et de la loi de 2022, et de la loi de 2023, et de la loi de 2024, et de la loi de 2025, et de la loi de 2026, et de la loi de 2027, et de la loi de 2028, et de la loi de 2029, et de la loi de 2030, et de la loi de 2031, et de la loi de 2032, et de la loi de 2033, et de la loi de 2034, et de la loi de 2035, et de la loi de 2036, et de la loi de 2037, et de la loi de 2038, et de la loi de 2039, et de la loi de 2040, et de la loi de 2041, et de la loi de 2042, et de la loi de 2043, et de la loi de 2044, et de la loi de 2045, et de la loi de 2046, et de la loi de 2047, et de la loi de 2048, et de la loi de 2049, et de la loi de 2050, et de la loi de 2051, et de la loi de 2052, et de la loi de 2053, et de la loi de 2054, et de la loi de 2055, et de la loi de 2056, et de la loi de 2057, et de la loi de 2058, et de la loi de 2059, et de la loi de 2060, et de la loi de 2061, et de la loi de 2062, et de la loi de 2063, et de la loi de 2064, et de la loi de 2065, et de la loi de 2066, et de la loi de 2067, et de la loi de 2068, et de la loi de 2069, et de la loi de 2070, et de la loi de 2071, et de la loi de 2072, et de la loi de 2073, et de la loi de 2074, et de la loi de 2075, et de la loi de 2076, et de la loi de 2077, et de la loi de 2078, et de la loi de 2079, et de la loi de 2080, et de la loi de 2081, et de la loi de 2082, et de la loi de 2083, et de la loi de 2084, et de la loi de 2085, et de la loi de 2086, et de la loi de 2087, et de la loi de 2088, et de la loi de 2089, et de la loi de 2090, et de la loi de 2091, et de la loi de 2092, et de la loi de 2093, et de la loi de 2094, et de la loi de 2095, et de la loi de 2096, et de la loi de 2097, et de la loi de 2098, et de la loi de 2099, et de la loi de 2100, et de la loi de 2101, et de la loi de 2102, et de la loi de 2103, et de la loi de 2104, et de la loi de 2105, et de la loi de 2106, et de la loi de 2107, et de la loi de 2108, et de la loi de 2109, et de la loi de 2110, et de la loi de 2111, et de la loi de 2112, et de la loi de 2113, et de la loi de 2114, et de la loi de 2115, et de la loi de 2116, et de la loi de 2117, et de la loi de 2118, et de la loi de 2119, et de la loi de 2120, et de la loi de 2121, et de la loi de 2122, et de la loi de 2123, et de la loi de 2124, et de la loi de 2125, et de la loi de 2126, et de la loi de 2127, et de la loi de 2128, et de la loi de 2129, et de la loi de 2130, et de la loi de 2131, et de la loi de 2132, et de la loi de 2133, et de la loi de 2134, et de la loi de 2135, et de la loi de 2136, et de la loi de 2137, et de la loi de 2138, et de la loi de 2139, et de la loi de 2140, et de la loi de 2141, et de la loi de 2142, et de la loi de 2143, et de la loi de 2144, et de la loi de 2145, et de la loi de 2146, et de la loi de 2147, et de la loi de 2148, et de la loi de 2149, et de la loi de 2150, et de la loi de 2151, et de la loi de 2152, et de la loi de 2153, et de la loi de 2154, et de la loi de 2155, et de la loi de 2156, et de la loi de 2157, et de la loi de 2158, et de la loi de 2159, et de la loi de 2160, et de la loi de 2161, et de la loi de 2162, et de la loi de 2163, et de la loi de 2164, et de la loi de 2165, et de la loi de 2166, et de la loi de 2167, et de la loi de 2168, et de la loi de 2169, et de la loi de 2170, et de la loi de 2171, et de la loi de 2172, et de la loi de 2173, et de la loi de 2174, et de la loi de 2175, et de la loi de 2176, et de la loi de 2177, et de la loi de 2178, et de la loi de 2179, et de la loi de 2180, et de la loi de 2181, et de la loi de 2182, et de la loi de 2183, et de la loi de 2184, et de la loi de 2185, et de la loi de 2186, et de la loi de 2187, et de la loi de 2188, et de la loi de 2189, et de la loi de 2190, et de la loi de 2191, et de la loi de 2192, et de la loi de 2193, et de la loi de 2194, et de la loi de 2195, et de la loi de 2196, et de la loi de 2197, et de la loi de 2198, et de la loi de 2199, et de la loi de 2200, et de la loi de 2201, et de la loi de 2202, et de la loi de 2203, et de la loi de 2204, et de la loi de 2205, et de la loi de 2206, et de la loi de 2207, et de la loi de 2208, et de la loi de 2209, et de la loi de 2210, et de la loi de 2211, et de la loi de 2212, et de la loi de 2213, et de la loi de 2214, et de la loi de 2215, et de la loi de 2216, et de la loi de 2217, et de la loi de 2218, et de la loi de 2219, et de la loi de 2220, et de la loi de 2221, et de la loi de 2222, et de la loi de 2223, et de la loi de 2224, et de la loi de 2225, et de la loi de 2226, et de la loi de 2227, et de la loi de 2228, et de la loi de 2229, et de la loi de 2230, et de la loi de 2231, et de la loi de 2232, et de la loi de 2233, et de la loi de 2234, et de la loi de 2235, et de la loi de 2236, et de la loi de 2237, et de la loi de 2238, et de la loi de 2239, et de la loi de 2240, et de la loi de 2241, et de la loi de 2242, et de la loi de 2243, et de la loi de 2244, et de la loi de 2245, et de la loi de 2246, et de la loi de 2247, et de la loi de 2248, et de la loi de 2249, et de la loi de 2250, et de la loi de 2251, et de la loi de 2252, et de la loi de 2253, et de la loi de 2254, et de la loi de 2255, et de la loi de 2256, et de la loi de 2257, et de la loi de 2258, et de la loi de 2259, et de la loi de 2260, et de la loi de 2261, et de la loi de 2262, et de la loi de 2263, et de la loi de 2264, et de la loi de 2265, et de la loi de 2266, et de la loi de 2267, et de la loi de 2268, et de la loi de 2269, et de la loi de 2270, et de la loi de 2271, et de la loi de 2272, et de la loi de 2273, et de la loi de 2274, et de la loi de 2275, et de la loi de 2276, et de la loi de 2277, et de la loi de 2278, et de la loi de 2279, et de la loi de 2280, et de la loi de 2281, et de la loi de 2282, et de la loi de 2283, et de la loi de 2284, et de la loi de 2285, et de la loi de 2286, et de la loi de 2287, et de la loi de 2288, et de la loi de 2289, et de la loi de 2290, et de la loi de 2291, et de la loi de 2292, et de la loi de 2293, et de la loi de 2294, et de la loi de 2295, et de la loi de 2296, et de la loi de 2297, et de la loi de 2298, et de la loi de 2299, et de la loi de 2300, et de la loi de 2301, et de la loi de 2302, et de la loi de 2303, et de la loi de 2304, et de la loi de 2305, et de la loi de 2306, et de la loi de 2307, et de la loi de 2308, et de la loi de 2309, et de la loi de 2310, et de la loi de 2311, et de la loi de 2312, et de la loi de 2313, et de la loi de 2314, et de la loi de 2315, et de la loi de 2316, et de la loi de 2317, et de la loi de 2318, et de la loi de 2319, et de la loi de 2320, et de la loi de 2321, et de la loi de 2322, et de la loi de 2323, et de la loi de 2324, et de la loi de 2325, et de la loi de 2326, et de la loi de 2327, et de la loi de 2328, et de la loi de 2329, et de la loi de 2330, et de la loi de 2331, et de la loi de 2332, et de la loi de 2333, et de la loi de 2334, et de la loi de 2335, et de la loi de 2336, et de la loi de 2337, et de la loi de 2338, et de la loi de 2339, et de la loi de 2340, et de la loi de 2341, et de la loi de 2342, et de la loi de 2343, et de la loi de 2344, et de la loi de 2345, et de la loi de 2346, et de la loi de 2347, et de la loi de 2348, et de la loi de 2349, et de la loi de 2350, et de la loi de 2351, et de la loi de 2352, et de la loi de 2353, et de la loi de 2354, et de la loi de 2355, et de la loi de 2356, et de la loi de 2357, et de la loi de 2358, et de la loi de 2359, et de la loi de 2360, et de la loi de 2361, et de la loi de 2362, et de la loi de 2363, et de la loi de 2364, et de la loi de 2365, et de la loi de 2366, et de la loi de 2367, et de la loi de 2368, et de la loi de 2369, et de la loi de 2370, et de la loi de 2371, et de la loi de 2372, et de la loi de 2373, et de la loi de 2374, et de la loi de 2375, et de la loi de 2376, et de la loi de 2377, et de la loi de 2378, et de la loi de 2379, et de la loi de 2380, et de la loi de 2381, et de la loi de 2382, et de la loi de 2383, et de la loi de 2384, et de la loi de 2385, et de la loi de 2386, et de la loi de 2387, et de la loi de 2388, et de la loi de 2389, et de la loi de 2390, et de la loi de 2391, et de la loi de 2392, et de la loi de 2393, et de la loi de 2394, et de la loi de 2395, et de la loi de 2396, et de la loi de 2397, et de la loi de 2398, et de la loi de 2399, et de la loi de 2400, et de la loi de 2401, et de la loi de 2402, et de la loi de 2403, et de la loi de 2404, et de la loi de 2405, et de la loi de 2406, et de la loi de 2407, et de la loi de 2408, et de la loi de 2409, et de la loi de 2410, et de la loi de 2411, et de la loi de 2412, et de la loi de 2413, et de la loi de 2414, et de la loi de 2415, et de la loi de 2416, et de la loi de 2417, et de la loi de 2418, et de la loi de 2419, et de la loi de 2420, et de la loi de 2421, et de la loi de 2422, et de la loi de 2423, et de la loi de 2424, et de la loi de 2425, et de la loi de 2426, et de la loi de 2427, et de la loi de 2428, et de la loi de 2429, et de la loi de 2430, et de la loi de 2431, et de la loi de 2432, et de la loi de 2433, et de la loi de 2434, et de la loi de 2435, et de la loi de 2436, et de la loi de 2437, et de la loi de 2438, et de la loi de 2439, et de la loi de 2440, et de la loi de 2441, et de la loi de 2442, et de la loi de 2443, et de la loi de 2444, et de la loi de 2445, et de la loi de 2446, et de la loi de 2447, et de la loi de 2448, et de la loi de 2449, et de la loi de 2450, et de la loi de 2451, et de la loi de 2452, et de la loi de 2453, et de la loi de 2454, et de la loi de 2455, et de la loi de 2456, et de la loi de 2457, et de la loi de 2458, et de la loi de 2459, et de la loi de 2460, et de la loi de 2461, et de la loi de 2462, et de la loi de 2463, et de la loi de 2464, et de la loi de 2465, et de la loi de 2466, et de la loi de 2467, et de la loi de 2468, et de la loi de 2469, et de la loi de 2470, et de la loi de 2471, et de la loi de 2472, et de la loi de 2473, et de la loi de 2474, et de la loi de 2475, et de la loi de 2476, et de la loi de 2477, et de la loi de 2478, et de la loi de 2479, et de la loi de 2480, et de la loi de 2481, et de la loi de 2482, et de la loi de 2483, et de la loi de 2484, et de la loi de 2485, et de la loi de 2486, et de la loi de 2487, et de la loi de 2488, et de la loi de 2489, et de la loi de 2490, et de la loi de 2491, et de la loi de 2492, et de la loi de 2493, et de la loi de 2494, et de la loi de 2495, et de la loi de 2496, et de la loi de 2497, et de la loi de 2498, et de la loi de 2499, et de la loi de 2500, et de la loi de 2501, et de la loi de 2502, et de la loi de 2503, et de la loi de 2504, et de la loi de 2505, et de la loi de 2506, et de la loi de 2507, et de la loi de 2508, et de la loi de 2509, et de la loi de 2510, et de la loi de 2511, et de la loi de 2512, et de la loi de 2513, et de la loi de 2514, et de la loi de 2515, et de la loi de 2516, et de la loi de 2517, et de la loi de 2518, et de la loi de 2519, et de la loi de 2520, et de la loi de 2521, et de la loi de 2522, et de la loi de 2523, et de la loi de 2524, et de la loi de 2525, et de la loi de 2526, et de la loi de 2527, et de la loi de 2528, et de la loi de 2529, et de la loi de 2530, et de la loi de 2531, et de la loi de 2532, et de la loi de 2533, et de la loi de 2534, et de la loi de 2535, et de la loi de 2536, et de la loi de 2537, et de la loi de 2538, et de la loi de 2539, et de la loi de 2540, et de la loi de 2541, et de la loi de 2542, et de la loi de 2543, et de la loi de 2544, et de la loi de 2545, et de la loi de 2546, et de la loi de 2547, et de la loi de 2548, et de la loi de 2549, et de la loi de 2550, et de la loi de 2551, et de la loi de 2552, et de la loi de 2553, et de la loi de 2554, et de la loi de 2555, et de la loi de 2556, et de la loi de 2557, et de la loi de 2558, et de la loi de 2559, et de la loi de 2560, et de la loi de 2561, et de la loi de 2562, et de la loi de 2563, et de la loi de 2564, et de la loi de 2565, et de la loi de 2566, et de la loi de 2567, et de la loi de 2568, et de la loi de 2569, et de la loi de 2570, et de la loi de 2571, et de la loi de 2572, et de la loi de 2573, et de la loi de 2574, et de la loi de 2575, et de la loi de 2576, et de la loi de 2577, et de la loi de 2578, et de la loi de 2579, et de la loi de 2580, et de la loi de 2581, et de la loi de 2582, et de la loi de 2583, et de la loi de 2584, et de la loi de 2585, et de la loi de 2586, et de la loi de 2587, et de la loi de 2588, et de la loi de 2589, et de la loi de 2590, et de la loi de 2591, et de la loi de 2592, et de la loi de 2593, et de la loi de 2594, et de la loi de 2595, et de la loi de 2596, et de la loi de 2597, et de la loi de 2598, et de la loi de 2599, et de la loi de 2600, et de la loi de 2601, et de la loi de 2602, et de la loi de 2603, et de la loi de 2604, et de la loi de 2605, et de la loi de 2606, et de la loi de 2607, et de la loi de 2608, et de la loi de 2609, et de la loi de 2610, et de la loi de 2611, et de la loi de 2612, et de la loi de 2613, et de la loi de 2614, et de la loi de 2615, et de la loi de 2616, et de la loi de 2617, et de la loi de 2618, et de la loi de 2619, et de la loi de 2620, et de la loi de 2621, et de la loi de 2622, et de la loi de 2623, et de la loi de 2624, et de la loi de 2625, et de la loi de 2626, et de la loi de 2627, et de la loi de 2628, et de la loi de 2629, et de la loi de 2630, et de la loi de 2631, et de la loi de 2632, et de la loi de 2633, et de la loi de 2634, et de la loi de 2635, et de la loi de 2636, et de la loi de 2637, et de la loi de 2638, et de la loi de 2639, et de la loi de 2640, et de la loi de 2641, et de la loi de 2642, et de la loi de 2643, et de la loi de 2644, et de la loi de 2645, et de la loi de 2646, et de la loi de 2647, et de la loi de 2648, et de la loi de 2649, et de la loi de 2650, et de la loi de 2651, et de la loi de 2652, et de la loi de 2653, et de la loi de 2654, et de la loi de 2655, et de la loi de 2656, et de la loi de 2657, et de la loi de 2658, et de la loi de 2659, et de la loi de 2660, et de la loi de 2661, et de la loi de 2662, et de la loi de 2663, et de la loi de 2664, et de la loi de 2665, et de la loi de 2666, et de la loi de 2667, et de la loi de 2668, et de la loi de 2669, et de la loi de 2670, et de la loi de 2671, et de la loi de 2672, et de la loi de 2673, et de la loi de 2674, et de la loi de 2675, et de la loi de 2676, et de la loi de 2677, et de la loi de 2678, et de la loi de 2679, et de la loi de 2680, et de la loi de 2681, et de la loi de 2682, et de la loi de 2683, et de

A NAUSSAC

ÉCOLOGISTES ET PAYSANS SE RETROUVENT

Un barrage pour quelques arpents de Lozère

Tandis que les manifestants commencent à planter leurs tentes aux alentours du chantier du barrage-réservoir de Naussac (Lozère) et que les escadrons de gendarmes et de C.R.S. établissent leurs cantonnements dans les collages de Langogne, les organisateurs mettent la dernière main au programme du week-end du 6 et 7 août. C'est le Comité de défense de Naussac qui est à l'origine du rassemblement, mais il a reçu le soutien d'une dizaine de municipalités, de la C.F.D.T., des jeunes agriculteurs et des comités locaux. « Tout acte violent qui discrédite notre lutte ne peut-être que le fait de provocateurs » a-t-il affirmé dans un communiqué.

Le barrage ainsi que les équipements de dérivation de l'axe de pontage disposés sur l'Allier et le Chapeauroux ont pour objet de retenir dans la cuvette de Naussac — 7 kilomètres de long sur 3 de large, à 600 mètres d'altitude aux confins de la Lozère, de la Haute-Loire et de l'Ardeche — 190 millions de mètres cubes d'eau. Il s'agit, en ouvrant les vannes pendant l'été, de gonfler le faible débit de la Loire afin que les villes, les agriculteurs, les centrales nucléaires et les usines de l'aval ne manquent pas d'eau. Naussac ne sera d'ailleurs que le premier d'une série de quatre réservoirs aménagés dans le Massif Central à la demande de l'Agence de bassin Loire-Bretagne.

Les travaux ont commencé il y a quelques mois et devraient s'achever en 1983. Devant initial du projet : 180 millions de francs. Mais ces travaux vont absorber à l'été 1977 1 000 hectares d'excellents pâturages (dans une région qui en compte fort peu de cette qualité). Le Chapeauroux et l'Allier

se trouveront partiellement défrayés. Plusieurs dizaines d'agriculteurs seront obligés d'abandonner leurs terres. Un village et deux hameaux vont disparaître, comme il y a vingt-cinq ans à Tignes, puis plus tard à Serre-Ponçon et dans la vallée du Verdon.

Enfin, le plan d'eau ne sera guère utilisable par les touristes en été, puisqu'il se videra à cette époque. Tout cela explique que l'opposition soit virulente. Elle a mobilisé d'abord une poignée d'agriculteurs, puis la population des communes lésées, enfin les élus municipaux qui comme ceux de Langogne ont démissionné en 1976. En vain. Alors est venue l'heure des harcèlements et des sabotages : plastiquage des bureaux de la S.M.T.V.A., sociétés d'économie mixte qui construisent le barrage, — arrêt de convois S.N.C.F., incendie d'engins de chantier, etc.

Naussac est devenu un lieu symbolique pour ceux qui veulent « vivre au pays » (1), qui refusent la mort des montagnes au profit des vallées, et qui dénoncent l'état centralisé et technocratique. Écologistes et anticentralistes sont aussi concernés. Mais après les événements tragiques de Malville, combien seront ceux qui ont le courage de se risquer en rase campagne pour défendre quelques arpents de Lozère ?

MARC AMBROISE-RENDU.

LE PRÉFET A PRIS DES « PRÉCAUTIONS EXCEPTIONNELLES »

« Des précautions exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public », a déclaré ce samedi 6 août le préfet de la Lozère, M. Félix Henry, avant la marche sur Naussac.

Le préfet a ajouté qu'il avait pris acte de la volonté des manifestants que tout se passe dans l'ordre, mais qu'il lui appartenait de « protéger les personnes et les biens au cas où des éléments violents chercheraient à nuire ». M. Félix Henry a rappelé que le projet de barrage était de plus de trente ans. Selon lui, « l'incertitude dans laquelle ont vécu les habitants de la zone estropiée pour une bonne part, le malaise local. Quoi qu'il en soit, les travaux sont commencés depuis le printemps et ne peuvent être remis en cause. Quelles que soient les positions bloquées de refus stériles prises par certains ou des tentatives d'exploitation politique qu'il ne m'appartient pas d'apprécier ».

LES COMMUNISTES : LE BARRAGE EST UNE NECESSITÉ ÉCONOMIQUE

La fédération de Lozère du parti communiste a appelé ses adhérents à ne pas participer au rassemblement de Naussac. « La construction du barrage est une nécessité économique que personne ne peut sérieusement contester. La non-consultation des habitants de la vallée de Naussac, le mépris de leurs intérêts officiels par le pouvoir, ne doivent pas servir de prétexte à des manifestations pouvant tourner à la tragédie et dégrader contre toute forme de progrès », affirment les communistes.

(1) Le mouvement occitan. Volonté au pays a d'ailleurs invité ses adhérents à se rendre en grand nombre à Naussac.

POINT DE VUE

Halte à l'écologie de tréteau

par EDOUARD LABIN (*)

D U 20 au 22 juillet dernier, les écologistes scientifiques, réunis en congrès à Monte-Carlo avec des océanographes et des biologistes, ont mis en place les annotations apocalyptiques des écologistes de tréteau sur la mort imminente de la Méditerranée. Ils ont certes reconnu que des pollutions sérieuses existent et doivent être combattues, mais elles restent très en deçà de la catastrophe. Ils ont signalé, en outre, que ce combat est déjà bien engagé, et qu'il a réussi, grâce à des méthodes puissantes (moins au point par cette science même que les écologistes de tréteau vitupèrent) à rendre une série de rivières plus propres qu'ils ne l'ont jamais été.

Mais on fait la sourde oreille à ces avertissements sages et bien étayés, car ils pourraient refroidir la « pollution », cette lievre qui a saisi l'opinion et à laquelle on ne veut pas renoncer parce qu'elle permet de savourer à bon compte les délices du messianisme. Et on reprend imperturbablement, avec les mêmes outrances primaires, la campagne d'effroi contre l'énergie nucléaire. Sur celle-là, il faut s'arrêter, car son enjeu est beaucoup plus grave.

L'affirmation que l'énergie nucléaire est grosse des pires dangers ne résiste pas à l'examen. Elle se base exclusivement sur une association verbale, sur le réflexe de peur que suscite le vocable « nucléaire » parce que les bombes qui portent le même nom sont, en effet, terribles. Or ça n'a rien à voir. Dans le cas des bombes, on a des réactions nucléaires qui conduisent à une explosion. Tandis que, dans le cas des centrales énergétiques, on met en œuvre d'autres réactions nucléaires de manière qu'elles n'engendrent que de la chaleur, d'où on tire de l'électricité. La chimie tréteuaise manipule d'innombrables combinaisons qui, sous une forme, peuvent faire du poison et sous l'autre du sirop. Faut-il banaliser la chimie ?

Il n'est pas nécessaire de se plonger dans les arcanes de l'atomisme pour se convaincre que l'énergie nucléaire n'a rien de diabolique. Il suffit d'observer que, depuis vingt ans, fonctionnent plus de six cents centrales nucléaires dans tous les coins de la terre, sans qu'on ait jamais eu à déplorer aucun dommage ni aux hommes, ni aux bêtes, ni à la végétation. En tout, douze victimes, non pas de l'atome, mais d'accidents de chantier, comme il s'en produit deux ou trois en France tous les jours. La mine, les hauts fourneaux, les ciments, l'automobile,

la simple électricité que nous tirons de la prise murale, ont fait dix mille fois plus de dégâts et de morts. Certes, pour bien empoisonner les émanations dangereuses des piles nucléaires, il faut prendre toute une série de précautions, mais pour jeter un pont aussi, et aussi pour traverser la rue. Les conditions de la sécurité sont aujourd'hui mieux maîtrisées dans le nucléaire que devant la grisou.

Or nous voyons l'agitation s'enfler en dépit de cette évidence. En Allemagne, à Malville, elle est allée jusqu'à la révolte des commandos armés et entraînés, prouvant que les temps de l'écologie poétique sont révolus. Des tribunaux, désorientés et intimidés par les clameurs péremptives, ont interdit l'édification de centrales. Des savants laissent l'objectivité au vestiaire dès qu'ils entendent dans le parti vert. Les pouvoirs hypothétiques comme toujours devant les postures contestataires, se taisent. La passion est si forte que les plans énergétiques de l'Occident se décomposent. Et on sait que toutes les œuvres vives de l'Occident sont menacées d'effondrement par la terrible pénurie d'énergie qui se déclarerait soudain qu'il voudrait secouer le joug du pétrole. Pénurie qu, seul l'atome peut éviter, car au regard de l'énormité et de l'urgence des besoins toutes les autres sources d'énergie qu'on propose sont des amusettes, ou des anticipations.

Saboter le nucléaire, dans ces conditions, est aussi dément, aussi coupable, que le serait l'asséchement des rivières, ou l'incendie des sites. Ce qui explique que cette campagne soit si délectable pour le camp anti-occidental. Quel, chez lui, ne se gêne pas pour se gorger de centrales nucléaires, dans le silence total des écologistes. Au point qu'un jour, le monde libre exsangue devra lui demander les kilowatts, et se mettre donc à marcher. Les écologistes de tréteau auront bien travaillé !

(*) Ingénieur-conseil en éducation.

Ces nuisances sont réelles, et on a raison de s'en plaindre. Mais les écologistes de tréteau les anéantissent démesurément jusqu'à ce qu'elles paraissent apocalyptiques, ce qui fait tourner les plaintes à l'hystérie. C'est désormais la chasse aux sorcières. Selon les dernières recherches du professeur Microbius, le savon des eaux de lavage développe sur les tuyaux d'évacuation l'enzyme benzénique AL 147, d'où elle passe dans le sol, du sein duquel elle est sucée par les racines des herbes, lesquelles sont broyées par les moutons, lesquels, quand ils éternuent, développent du benzène cancérogène LA 741, lequel forme, avec le produit précédent, une combinaison qui rend voire gigot cancérogène. A bas le savon !

...

Dans la foule se développe un néo-rousseauisme délirant. L'âge d'or est en arrière, dans les époques sans industrie, où l'homme humait les senteurs de la terre, alors qu'il respirait celles des étables, où il couchait avec les bêtes, il avait chichement et dans la fatigue, hier, animallement et dans la crasse, aujourd'hui, n'importe quel outil nouveau n'apporte certes pas le bonheur, mais l'absence de tout outil implique, à l'évidence, le malheur. Source première de convoitise, de haine, de superstitions et de violences. Quelle insigne aberration que de maudire la voiture, cet admirable instrument d'émancipation personnelle ! Ce n'est que depuis qu'il en a une que le travailleur connaît l'évasion. Ce n'est que sur sa télévision qu'il découvre le monde. Ce n'est que parce que son échelle ne piole plus sous l'effort qu'il peut regarder la ciel. D'un regard de robot ? Allons donc.

C'est l'adieu que les êtres étaient uniformisés par le carcan des coutumes et mutilés par la roue du travail. Leur menu spirituel comportait en tout et pour tout l'almanach du mercredi — le même pour tous — et le préche du dimanche, — le même pour tous. Comparez-les avec leurs descendants de notre siècle, bigarres, sains, instruits, libérés car les préjugés s'en vont en même temps que la peine, nantis de sécurité sociale, de vacances d'éclectisme, de voitures, de caméras, de milliers de livres, de disques, de films, de voyages en tous genres, permettant à chacun de cultiver sa personnalité propre (s'il en a une). Si on regarde les faits sans parti pris, il saute aux yeux que les agréments, aussi bien culturels que corporels, qu'apporte la technique moderne restent très supérieurs aux maux qu'elle provoque. Et c'est bien pourquoi les

peuples, qui ne sont pas masochistes, continuent à réclamer des biens techniques.

Que s'est-il donc passé avec la civilisation moderne ? Il s'est passé qu'elle a diffusé torrentiellement les biens de consommation avant que ne soient disponibles toutes les structures morales et matérielles, nécessaires pour les accueillir, villes trop étroites pour la procession des voitures, métro trop rare pour l'afflux des voyageurs, déchets trop abondants pour les moyens d'évacuation, plages trop exigües pour le flot des vacanciers. Et comme il fallait contenir vite tout ce monde avide au sortir de l'antéchrista paillard, beaucoup d'articles durent être produits au plus bas prix, donc de qualité médiocre. En particulier l'énergie sale. Mais fallait-il attendre la propulsion électrique avant de mettre la voiture dans toutes les mains ? On attendrait toujours. Et comment accuser la civilisation moderne de pêcher contre l'homme, quand elle n'a fait que de la naître enfin, après des millénaires de manque ?

Ce déphasage entre les richesses, qui augmentent vite, et le tissu nécessaire pour les accommoder qui retarde, s'appelle une crise de croissance. Elle a son équivalent chez les individus : le fameux « âge ingrat » consiste en ce que les muscles et les appétits des adolescents se développent avant l'expérience humaine qui permet de les assouvir avec sagesse. S'agissant des adolescents, la solution est non pas de les renvoyer dans l'enfance, mais de les laisser croître jusqu'à ce que la maturité se marie avec la sagesse. De même, il serait fou de répondre à la crise de croissance de la technique par un retour à l'âge pastoral. La seule solution réside dans un surcroît de technique : pour créer de l'énergie propre, pour récupérer en grand les déchets, pour étendre les bases du loisir, pour comprendre les forces psychiques, et permettre ainsi aux hommes d'exercer leurs nouvelles puissances en état d'harmonie.

...

La voie inverse du retour à la terre (dont la fausseté « croissance zéro » n'est qu'un écho assourdi) fut toujours préconisée par les penseurs réactionnaires. Mais elle est fautive. Elle a tenté de réduire à l'état d'homme sauvage le grandeur de l'homme. C'est pour désorganiser et freiner l'émancipation par la technique qu'ils essayaient de présenter l'ignorance comme plus sage que la science, la rusticité comme plus heureuse que la bien-être. Quelle pitié de voir ces prêches artificiels et rétrogrades se répéter aujourd'hui par des écologistes qui prétendent se situer à gauche ! Savent-ils seulement que pour Marx la tâche essentielle de la révolution était de reprendre les forces productives des mains du capitalisme défilant, afin de les porter au plus haut niveau ? Gauche d'ailleurs écartelée, car lorsqu'elle excite les intellectuels, elle accuse l'ordre établi d'en donner trop, tandis qu'elle l'accuse de n'en pas donner assez lorsqu'elle syndique les ouvriers.

Rien n'est plus navrant que l'enthousiasme dévoyé, les bonnes intentions servant une mauvaise cause. C'est le spectacle que donnent des millions de jeunes sincères qui suivent l'agitation écologiste le chemin de l'air pur est celui du progrès, pas celui du passé. Croyant lutter pour la joie universelle, ils n'aboutissent qu'à ramener l'universelle frustration.

POLITIQUE

LES SUPPOSITIONS SOCIALISTES SUR LES TENSIONS INTERNES DU P.C.F. SONT « STUPIDES » estime M. Roland Leroy

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., directeur de l'Humanité, interrogé vendredi soir 6 août, sur les antennes de R.T.L., a qualifié de « stupides » et de « ridicules » les suppositions de dirigeants socialistes relatives aux « tensions internes » qui se produiraient au sein de son parti.

M. Leroy a ensuite estimé que l'accusation d'alignement sur les positions de l'Union soviétique « est étrange ». La « vérité », a-t-il dit, est que les communistes veulent une défense nationale assurant l'indépendance de la France ; c'est pourquoi ils préconisent une défense « tous azimuts », « comme disait le général de Gaulle ».

Interrogé sur le point de savoir si le P.C.F. accepterait un accord de coopération avec l'O.T.A.N. sur un réseau commun de défense, M. Leroy a affirmé que « la nécessité d'un réseau indépendant de repérage avait été admise par tous les participants au sein du groupe des quinze, chargé d'actualiser le programme commun ».

Enfin, le directeur de l'Humanité a considéré que le dessinateur Wolinski avait « exprimé son propre sentiment », vendredi dans ce journal, « et celui, a-t-il ajouté, de beaucoup de nos lecteurs », en illustrant les élections de M. Mitterrand sur la défense nationale.

Dans ce dessin publié en tête du journal et sur deux colonnes, Wolinski ridiculise avec humour les prévisions du premier secrétaire du P.S. au sujet de la dissuasion nucléaire. L'interdiction faite par le dessinateur se terminant par cette question : « Et que pensez-vous des référendums ? » M. Mitterrand répondait : « Il y a le pour et il y a le contre. »

A propos de l'article de M. Jean Vanwelkenhuyzen historien belge, intitulé « La surprise du 10 mai 1940 », le général Henri Navarre et le colonel Paul Paillet, président d'honneur et président national des Anciens combattants de la 1^{re} D.M., ont écrit une lettre nationale (A.S. DN), 20, rue Eugène-Flachat, 75017 Paris, nous ont adressé une mise au point dont nous publions ci-dessous les passages essentiels.

(...) Non seulement l'auteur n'apporte aucune preuve (de « l'inefficacité des services de renseignements français »), mais ses critiques ne visent que le fonctionnement présenté comme défectueux, de l'une des nombreuses antennes du service de renseignements. D'un cas particulier et discutable, il tire des conclusions générales et inexactes. (...)

Le service de renseignements (S.R.) recherches sur les puissances ennemies ou susceptibles de le devenir, ceux des renseignements ne pouvant être obtenus que par des moyens secrets et spéciaux. Ces renseignements, le S.R. les fournissait, avant et pendant la deuxième guerre mondiale, au deuxième bureau. Son rôle se bornait à cette transmission, accompagnée d'une valeur attribuée à la source et éventuellement d'un commentaire particulier.

Il appartenait au deuxième bureau, organe d'état-major, d'apprécier la valeur intrinsèque de ces renseignements, de les rapprocher des informations venant d'autres sources (presse, attachés militaires, diplomatie, écoute, aviation, troupes au contact, prisonniers, etc.), puis, de faire une synthèse de l'ensemble pour le commandement.

C'était à celui-ci de tenir

compte de ces renseignements dans la mesure où il les jugeait de nature à influer sur ses décisions. Ces quelques explications élémentaires nous ont paru nécessaires pour montrer que, s'il y a eu surprise le 10 mai 1940, celle-ci a pu avoir d'autres causes que l'absence de renseignements en provenance du S.R.

Les renseignements recherchés par le S.R. devaient fournir au deuxième bureau les éléments d'une documentation complète et précise sur les armées adverses : nombre, composition, organisation et effectifs des grandes et petites unités, armements et matériels en service et en projet, doctrines stratégiques et procédés tactiques, instruction, valeur du commandement et de la troupe, moral. Nous affirmons que cette mission du S.R. a été intégralement remplie, aucune erreur et aucune lacune appréciable n'existaient dans les tableaux des armées allemandes et italiennes présentés au commandement avant la guerre et jusqu'au 10 mai 1940. Ce fait n'est d'ailleurs plus contesté par les historiens sérieux.

A partir de l'entrée en guerre et après l'écroulement de la Pologne, d'autres tâches incombèrent au S.R.

La principale fut d'obtenir des informations sur les intentions de l'ennemi. Dans ce domaine, le S.R. a toujours affirmé que l'armée allemande attaquerait la France et que, vu son dispositif (partiellement connu), elle se ferait suivre à travers la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Le S.R. a su que plusieurs plans étaient étudiés. Deux possibilités d'attaque existaient : l'une au nord de la Meuse, à travers la plaine belge, l'autre, au sud, à travers les Ar-

dennes. Cette dernière hypothèse a été donnée comme la plus probable le 12 avril 1940. Il appartenait au commandement et aux Alliés de prendre leurs dispositions en fonction de ces données.

Une autre tâche du S.R. était de chercher à connaître la date de l'offensive allemande. A partir de fin 1939, il a constamment garanti qu'il ne pouvait donner de renseignements de toute nature à l'avance la date de l'attaque avec une précision supérieure à deux à trois jours. Entre novembre 1939 et mai 1940 eurent lieu une douzaine d'alertes. Quatre à cinq seulement furent justifiées et provoquées en tout ou partie par des renseignements du S.R.

Et nous arrivons à la « surprise du 10 mai 1940 ».

A partir de la mi-avril, des renseignements d'ordre de nature furent recueillis, faisant pressentir le déclenchement proche, et certain cette fois, de l'offensive : construction de ponts et embarcadères sur la Moselle et sur le Rhin, mouvements de forces blindées, distribution de cartes du Luxembourg et de la Belgique, augmentation des dépôts à l'ouest du Rhin, réduction du trafic d'il sur les voies ferrées allemandes conduisant vers l'ouest, retraits d'aviateurs allemands en Hollande, préparation de vols d'attout aux points de passage sur l'Océan et la rive sud des Alpes, des services spéciaux allemands en Belgique et en Hollande, etc.

Le 1^{er} mai, un renseignement émanant d'une de nos meilleures sources indiqua que l'attaque aurait lieu entre le 8 et le 10 mai et que la Belgique, la Hollande,

HISTOIRE

CORRESPONDANCE

Le service de renseignements en mai 1940

la région de Sedan et le Nord français seraient occupés en dix jours. France, 12 mai 1940.

Entre les 1^{er} et 10 mai, une masse d'autres renseignements arrivèrent, annonçant l'imminence de l'offensive allemande et la situation dans le secteur Hollande-Belgique-Luxembourg.

Le 8 mai, un renseignement d'excellente source parvint : « L'attaque de jour même ». C'était exact, mais l'attaque fut retardée.

Le 9 mai au soir, le représentant du S.R. à La Haye reçut communication de renseignements fournis par le colonel Oster, de l'abwehr, au colonel S.A.S., attaché militaire hollandais à Berlin, et dont l'article du Monde fait état : l'attaque aurait lieu dans la nuit.

Il est incontestable que le S.R. a fourni à l'avance sur l'attaque du 10 mai des renseignements plus que suffisants pour que le commandement prenne toutes dispositions utiles. La « surprise du 10 mai 1940 » n'est en rien de son fait.

Comment les renseignements du S.R. ont-ils été interprétés par le commandement ? Comment celui-ci les a-t-il accueillis et comment a-t-il réagi ? C'est dans les réponses à ces questions que M. Vanwelkenhuyzen aurait dû rechercher l'explication de ce qu'il appelle la « surprise ».

Mais même au cas où l'on s'occupe des lacunes dans ses connaissances l'aménagement à présenter fausement l'action du S.R. C'est à 3 h 35 le matin du 10 mai 1940 que celui-ci a acquis la certitude (c'est-à-dire qu'il importait de non les bruits ou informations recueillies de sources diverses et diplomatiques) du déclenchement de l'offensive allemande.

Ce fait indiscutable est établi par le journal de bord tenu scrupuleusement par le chef du S.R. : le colonel Rivet.

PUBLICITE

LES PRIX DU JOUR

POMMES DE TERRE PRIMEUR

Rég. parisienne, 35 mm vrac 0,40 à 0,60 F le kg

TOMATES RONDES

Ouest ou Midi, cat. 57-67 4,75 à 5,75 F le kg

PÊCHES JAUNES

Rhône ou Midi, cat. 1, cat. B 5,80 à 6,80 F le kg

LAITIAGES

Pris valables en région parisienne 0,70 à 0,90 F pièce

Secrétariat d'Etat à la Consommation Commission de Paris

SOCIÉTÉ

La convention mondiale des rosiéristes à Paris

A tous vents de doctrine...

« Nous ne sommes pas un ordre religieux. Nous sommes une association culturelle et philosophique », affirme M. Ralph Maxwell Lewis, nouvel « impérial » de l'ordre rosiériste AMORC (1), qui tient son congrès à Paris jusqu'au 8 août. Pour cette première grande convention mondiale de l'ordre depuis « la résurgence du cycle », les adeptes de la Rose-Croix ont envahi par milliers le Palais des congrès de la porte Maillot, transformé pour la circonstance en une grouillante tour de Babel — sept langues officielles diffusées par haut-parleurs, — mais qui conserve néanmoins la discipline des congrès « à l'américaine » et l'impeccable ordonnance des pyramides égyptiennes.

Chez les « Rose-Croix », en effet, tout remonte à Babylone et aux pharaons. L'ordre rosiériste est une première apparition vers l'an 1500 avant Jésus-Christ, et nous serions actuellement en l'an 3330 « R+C ». De Babylone, les rosiéristes ont gardé le goût de l'astrologie, et de l'Égypte ancienne, ils ont conservé l'esprit de géométrie. Mais on ne s'arrête pas là. Aux Grecs, on a emprunté la sagesse, aux Latins une grande partie du vocabulaire — depuis l'« impérial » jusqu'au simple « frère », et l'ordre a ensuite annexé tout ce que l'humanité compte de savants ou de philosophes, depuis Francis Bacon jusqu'à... Claude Debussy, en passant par Descartes, Newton, Leibniz et Benjamin Franklin, tous rosiéristes eux-mêmes.

« ou en contact avec ceux qui l'étaient. » Comme les francs-maçons, les rosiéristes ont une organisation pyramidale avec « loges », « chapitres » ou « pronos », suivant l'importance des communautés locales. C'est ainsi que les rosiéristes de Corbeil (Essonne) sont regroupés dans le « pronos Edith-Pia » et ceux de Mantes-la-Jolie (Yvelines) dans le « pronos Apollonius-de-Tyane ». « Notre hiérarchie n'est pas d'autorité mais de service », souligne M. Lewis, qui son titre d'impérial ne semble pas impressionner.

Comment devient-on rosiériste ? Il suffit de payer une cotisation de 400 F, qui donne droit à une série de cours par correspondance (« Développement du magnétisme personnel », « L'aura humaine et son effet vibratoire », « Initiation par union cosmique », etc.). Lorsqu'on se sent suffisamment instruit dans les sciences de la cosmogonie rosiériste, on peut demander son admission à l'ordre et poursuivre une initiation approfondie, inconnue du profane.

Les rosiéristes seraient six millions de par le monde et près de cent soixante mille en France.

ROGER CANS.

(1) L'ordre rosiériste AMORC (Ancien et mystique ordre Rose Croix) a son siège à San Jose, en Californie. (2) Les pays de langue française sont sous la direction d'une seule « grande loge » dont le siège est au château d'Ormonville, Le Tremblay, 27110 Le Neubourg. M. Raymond Bernard en est le grand maître.

JUSTICE

L'ENLÈVEMENT DE M. REVELLI-BEAUMONT

Un « portrait politique » de M. Villalon dressé par ses avocats

Que reproche-t-on précisément à M. Hector Villalon, l'ancien dirigeant personifié inculpé le 26 juillet de complicité dans l'enlèvement de M. Luchino Revelli-Beaumont ? D'avoir donné des coups de téléphone à des personnes directement impliquées ? D'en avoir reçu ? Mais dans quelles circonstances ? « Nous ne savons pas », ont répondu vendredi 5 août, au cours d'une conférence de presse M^{rs} Jean-Louis Pelletier, Christian Bourquet et Nuri Albala, ses défenseurs, qui n'ont pas encore eu accès au dossier de l'insurrection.

Les bruits les plus divers courent sur la personnalité de M. Villalon, les trois avocats ont tracé un « portrait politique » de leur client : un péroniste de la première heure resté, semble-t-il, très proche du « leader », jusqu'à la mort de ce dernier le 17 juillet 1974, inséparable de ses seize ans au parti péroniste. Il y fit une rapide carrière puisqu'en 1952, à peine six ans plus tard, il effectuait déjà des missions économiques hors d'Argentine pour le compte du gouvernement. Après le coup d'État de 1955 il doit prendre le chemin de l'exil : au Brésil, à Cuba puis en Europe, où il passera désormais la plus clair de son temps.

Membre à partir de 1963 du conseil supérieur du mouvement péroniste, raconte encore les avocats, il s'occupe tout spécialement des relations extérieures et, à ce titre, parcourt le monde. Les présidents Nasser, Mao Tse-tung, Ho Chi Minh, Willy Brandt, Salvador Allende, le général de Gaulle, même, le reçoivent. Arrivé en 1968 au Brésil, il est remis aux autorités argentines qui le maintiendront plusieurs mois prison-

REGARDS

Une jeune femme pauvre

« Treize-trois ans, et je me sens vieille, soupire Huguette. Depuis la mort de mon père, je garde un cahier sur lequel je note mes « histoires ». Je l'ai déchiré récemment : il y avait trop de vie, là-dedans, et trop de choses déchirantes. »

L'histoire d'Huguette est de celles sur lesquelles personne ne souhaite s'attarder. On en a déjà entendu des centaines, différentes et semblables : banales, exemplaires, sinistres. Une famille de neuf enfants dans un petit village de la Creuse, un père alcoolique qui se suicide quand elle a six ans, une mère qui « fait ce qu'elle peut ».

Comme Huguette « apprend bien », elle « poursuivra les études » : un C.A.P. de couture. A l'âge de dix-huit ans, en 1962, sans rien dire à sa famille, pour laquelle elle ne veut plus « être une charge », elle répond à une offre d'emploi de « bonne » tout faire, parce que le voyage était payé. Elle arrive à Paris, et c'est l'engrenage habituel de l'exploitation et de la solitude. Dans sa chambre, elle abrite Ramon, un déserteur espagnol qui lui donne un peu de tendresse et lui laisse une enfant, Patricia. Elle rencontre Jacques, un ouvrier boulanger.

Puisqu'il faut se marier, se dit Huguette, pourquoi pas lui ? L'amour ? un mot sans contenu.

Jacques était gentil, continue-t-elle, il acceptait de reconnaître Patricia. Et j'étais enceinte de Claude.

Mais, comme le dit Jacques, « après le mariage, on change ».

Or, à une femme pour satisfaire ses désirs, Huguette ne souhaite plus avoir d'enfants, mais son mari veut un garçon, qui naîtra en 1966 et mourra à l'âge de trois mois. Son père partira alors avec un légionnaire, quittant son travail et sa femme. Mais il

reviendra, et Martine naîtra en 1967. La naissance d'un autre garçon, Jean-Louis, en 1968, n'empêche pas Jacques de devenir de plus en plus violent ; il sort seul, avec sa voiture pour laquelle il dépense beaucoup, tandis que la famille erre d'hôtels en hôtels, habite en caravane, avant de se disperser (les enfants sont pris en charge par l'Assistance publique), puis de se retrouver « grâce à la découverte d'un logement pas cher dans le dix-huitième », précise Huguette. Jacques n'en rentre pas plus souvent à la maison, et il trappait fort, mais il fallait résister, estime-t-elle, comme le disait sa mère même lorsqu'il m'a cassé plusieurs dents — pour les enfants.

Les enfants ? En 1970, Patricia a six ans et son père tente de la violer. En 1971, il recommence avec Claudine, et, cette fois, sa femme portera plainte. Il va en prison, elle demande le divorce et les enfants sont placés par le Service à l'enfance dans deux familles normales. Prononcée en 1973, confirmée en 1975, la jugement de divorce attribue à Huguette la garde des enfants, que, matériellement, elle ne peut assurer, et une pension alimentaire d'une somme totale de 500 F, qu'elle recevra deux fois seulement.

Comme à dix-neuf ans, elle se retrouve seule à Paris, dans une chambre de bonne, démunie et femme de ménage. « C'est un mauvais scénario pour un film médiocre, ironise-t-elle, mais c'est ma vie, alors j'ai continué, économisant pour aller voir les enfants tous les trois mois. Jusqu'en septembre 1975, où j'ai avalé des médicaments. Pour mourir. J'ai recommencé en 1976, mais plutôt pour lancer un appel. D'ailleurs, j'ai téléphoné moi-même à police-secours. »

MÉDECINE

Prix Nobel en 1932

LORD EDGAR ADRIAN EST MORT

Lord Edgar Adrian, le physiologiste britannique qui avait obtenu, en 1932, le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur les fonctions de la cellule nerveuse, est mort le jeudi 4 août, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Né en 1889 à Londres, Lord Edgar Adrian fit ses études à l'université de Cambridge, où il fut successivement assistant puis professeur du département de physiologie. Chancelier de l'université de Leicester de 1958 à 1971, il fut président de la Société royale de médecine de 1960 à 1962. Il était membre également de plusieurs académies, dont l'Académie des sciences et l'Académie de médecine de Paris. Outre de nombreux articles et des principales publications traitant du fonctionnement du système nerveux (1932), de la base physique des perceptions (1947).

Il fut un des premiers à réaliser l'importance de la recherche sur les ondes cérébrales et fit sur le système nerveux des découvertes importantes. Ses travaux concernèrent notamment les ganglions et le cerveau du poisson, des insectes et des mammifères.

Devant la régression de la maladie

Mme VEIL DEMANDE AUX PRÉFETS DE RÉDUIRE LE NOMBRE DES DISPENSAIRES ANTI-TUBERCULEUX

Face à la régression de la tuberculose, Mme Veil, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, vient de donner, dans une circulaire, des directives aux préfets afin qu'ils reorganisent au plus vite les dispensaires anti-tuberculeux et l'utilisation des camions radiophotographiques. En effet, il existe encore en France un millier de dispensaires « dont le nombre de consultants est en baisse constante » ; or, d'après le ministère, « la qualité d'un dispensaire ne suffit pas à justifier son maintien si son activité est insuffisante », et donc « il devra être tenu compte dans la réorganisation des dispensaires anti-tuberculeux à la prévention et à la détection systématique des broncho-pneumopathies non tuberculeuses ».

« Les tuberculeux reconnus ou suspects devront, d'après Mme Veil, « être dirigés vers leur médecin traitant ou vers la consultation d'un service spécialisé ». Pour la reconversion de ces établissements, le ministre déclare qu'il est exclu d'élargir l'activité des dispensaires anti-tuberculeux à la prévention et à la détection systématique des broncho-pneumopathies non tuberculeuses ».

EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LA CONCENTRATION ÉCONOMIQUE DANS LES GRANDES MÉTROPOLES

Décentraliser à l'américaine

Le gouvernement français vient de révéler qu'un nombre croissant de firmes multinationales choisissent Paris pour y installer leur quartier général en Europe (« Le Monde » du 21 juillet). Parallèlement, les pouvoirs publics cherchent à inciter les grandes firmes à créer dans les métropoles de province des emplois « tertiaires » de haut niveau, voire à y transférer certaines directions ou même leurs sièges sociaux. A New-York, les grandes entreprises américaines commencent à prier bagage pour s'installer dans des villes « plus humbles ».

L'année dernière à Pâques, du haut de son pupitre à la cathédrale Saint-Jean le Divin, l'évêque protestant, Paul Moore, fustigeait les firmes qui abandonnaient New-York, les qualifiant de « traîtres » et les comparant à « des rats qui quittent le navire ». Ce fut un beau tollé dans le milieu des affaires. A l'époque, quatre-vingt-dix des cinq cents firmes les plus importantes des États-Unis avaient leur siège social à New-York. En 1950, elles étaient cent quarante. Bientôt elles ne seront plus que quatre-vingts.

Les raisons de cet exode sont connues : coût exorbitant du loyer, impôts particulièrement sévères, cherté de la main-d'œuvre, climat psychologique malsain (crime, délinquance, salât, rythme de vie trépidant, pollution). Peu à peu une véritable psychose s'est créée dans le milieu des affaires. De plus, les subventions fédérales accordées aux régions sous-développées du sud et de l'ouest, la politique nettement anti-urbaine poursuivie par le gouvernement depuis trente ans, ont brutalement dévalorisé les grandes villes de l'est.

Pour retenir les firmes à New-York, les autorités municipales ont parfois suggéré de leur accorder des remises fiscales. Mais ces propositions ont aussitôt été dénoncées par l'aile gauche démocrate comme des « cadeaux aux riches » et ont dû être abandonnées. Enfin, les cadres des entreprises préfèrent s'installer en banlieue ou dans des villes de taille moyenne. D'après une étude, les trois quarts des firmes « en fuite » se sont installées — par hasard ? — non loin de la résidence de leurs présidents.

Un central téléphonique électronique en région parisienne. — Le premier central téléphonique électronique de la région parisienne vient d'être mis en service à Lincelles (Val-d'Oise). D'une capacité de cinq mille cinq cents équipements, il devrait

Curieusement, à l'heure où les grandes firmes américaines continuent à désertir New-York, les grandes entreprises étrangères s'y installent en nombre croissant. Vingt et une banques étrangères ont ouvert l'année dernière des succursales à Manhattan, sans compter trois sociétés néerlandaises et de très nombreuses agences immobilières européennes. Les directeurs de ces firmes étrangères ont expliqué qu'ils trouvent New-York personnellement et commercialement stimulant, que, par comparaison avec les capitales européennes, les loyers n'y étaient pas chers. New-York offre aussi un énorme réservoir d'experts, de techniciens dans le domaine de la finance, de la publicité, du marketing, de la jurisprudence. Sur les cent cinquante localités du World Trade Center, cent vingt sont des firmes étrangères.

Retourner de situation : Philip Morris a finalement décidé de rester à New-York. De son côté, la municipalité a déclaré la guerre aux « déserteurs ». Elle va s'efforcer de bloquer les fonds fédéraux prévus pour la construction des autoroutes qui facilitent l'accès aux sites éloignés des centres urbains.

Le recours à la manière forte réussira-t-il mieux que la persuasion ? Nous allons l'aire le bien de nos entreprises malgré elles », dit un proche collaborateur du maire de New-York. Pour lui, de toute façon, « le pire est passé » et « New-York, en tant que place principale du « big business », va connaître un essor nouveau ».

LOUIS WIZNITZER.

compter quinze mille lignes à terme. Ce central de type temporel présente des avantages en matière de rapidité de transmission et de gain de place. Il permet d'offrir aux usagers des services nouveaux comme la numérotation abrégée.

ENVIRONNEMENT

A propos de la propriété des plages de Cagnes-sur-Mer

Après l'article relatif à la salubrité des plages du Monde du 16 juillet dans lequel nous avons utilisé des informations fournies par l'Agence centrale de presse (A.C.P.), M. Pierre Sauvage, maître de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), a écrit au directeur de l'A.C.P. une lettre, dont nous publions les extraits suivants : « Des analyses effectuées par les organismes départementaux qualifiés et leurs résultats sont régulièrement affichés à la mairie de Cagnes-sur-Mer et à la mairie annexée du Crois-de-Cagnes, à proximité immédiate du bord de mer et des plages. (...) »

En fait, le seul point délicat est constitué par le débouché de la Cagne, rivière de 25 kilomètres de longueur, qui est inévitablement l'objet de décharges sauvages et par conséquent susceptible de drainer des pollutions. Mais il a toujours été interdit de se baigner devant l'embouchure de ce cours d'eau et d'ailleurs il n'y a aucune raison de le faire.

De plus, les travaux exécutés ces dernières années ont permis de régulariser le débit de cette rivière et par conséquent de limiter les stagnations, génératrices de pollutions, qui s'y produisaient autrefois.

Enfin, j'ajouterais que la commune de Cagnes est l'une des rares communes qui possède une station d'épuration moderne et efficace, ainsi qu'il le fait foi le rapport établi en 1974 par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale chargée d'étudier la pollution du littoral méditerranéen.

● Baignades interdites sur une plage de Capri. — L'une des principales plages de Capri, Marina-Grande, n'a pas échappé à la pollution. Des analyses d'eau de mer ont montré. De plus, le système de purification d'un collecteur est en panne. Résultat : le maire de l'île a dû interdire provisoirement les baignades sur cette plage.

TRANSPORTS

● Concorde à New-York : jugement imminent. — M. Marcel Cavallu, secrétaire d'État aux transports, a déclaré, le 6 août, à Bordeaux, que le troisième procès intenté au port de New-York (PONYA), qui refuse l'atterrissage de Concorde, serait jugé prochainement.

● Grève des contrôleurs aériens canadiens. — L'unique syndicat des contrôleurs aériens canadiens a appelé ses adhérents à déclencher des grèves tournantes, à partir du lundi 8 août, pour faire aboutir des revendications salariales. Le gouvernement veut de riposter en proposant au Parlement de voter une loi d'urgence réglementant les grévistes. — (A.F.P.)

Dérisoire et insoluble

Sa mère, son ultime recours affectif, est morte en février dernier. Au mois de mai, elle a perdu son travail. Pourtant, le juge lui donne ses enfants pour un mois (au lieu de quinze jours), et elle voudrait les emmener dans la Creuse. Inlassablement elle refait ses comptes : « 1 000 F de loys de la mairie, 345 F de chômage pour la deuxième quinzaine de juillet. Mais deux mois de loyer à payer d'avance. Il reste donc 1 000 F. 800 F de voyage. Il reste 400 F pour nourrir cinq personnes pendant un mois. C'est trop peu et je n'ai plus d'économies. Que faire ? Elle a demandé une avance de 500 F sur la pension d'invalidité (1 050 F par trimestre) qu'on lui verse depuis sa tentative de suicide. Le 11 juillet, la caisse d'invalidité accepte sa requête ; le 27 juillet, elle la refuse. C'est dérisoire et insoluble. »

Elle a fait de multiples démarches pour trouver du travail. L'un des adjuits au maire de

Paris, M. Jean Tiberi (R.P.R.), l'a aidée « à pouvoir déposer un dossier de candidature au poste d'agent hospitalier ». Les listes d'attente sont pléthoriques. « Mais si je peux avoir ce travail, aboutit-elle, je prendrai des cours de soin pour essayer de devenir infirmière. Et je ferai alors une demande d'appariement. Puis je pourrai reprendre mes enfants. » En septembre 1978 sans doute. Elle s'y voit déjà. « Mais il faut que ça aille vite, dit-elle en s'animant, sinon je vais encore me décourager et ça sera fini. Pour l'instant, il ne faut penser qu'à vacances. Les enfants m'attendent. »

Au moment de prendre congé lui vient une inquiétude : « Les gens vont dire si on raconte que je ne peux pas trouver de travail, ça sera ridicule. C'est seulement quand on a plus rien qu'on ne peut rien trouver. C'est comme ça. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

FAITS ET JUGEMENTS

Une escroquerie de 10 millions de francs.

La brigade financière de la police judiciaire de Toulon vient d'arrêter un faux agent immobilier. M. Jean Guiraud, âgé de quarante-huit ans, originaire de Giens, dans le Lot-et-Garonne, demeurant à Salernes (Haute-Var). En trois ans, il a réussi à extorquer à deux cents clients abusés près de 10 millions de francs. Une dizaine d'informateurs travaillant à son service quadrillaient la France, lui signalant les ventes de terrains et de villas qui avaient lieu dans leur secteur. M. Cotté avait, pour la commodité de l'opération, racheté à Salernes une agence immobilière en faillite et l'avait rebaptisée la FONCIM (Foncière immobilière).

Avisé de ces ventes, il publiait alors dans les grands quotidiens nationaux et régionaux des annonces offrant à la vente, à des prix déformés, toutes concubines, des terrains et des villas. Il donnait comme coordonnées son numéro de téléphone à Salernes et l'adresse d'une succursale à Paris, dans le septième arrondissement. Les clients, attirés par les prix proposés, affluaient. M. Cotté, sous un prétexte plus ou moins valable, réussissait à se faire remettre des acomptes substantiels et disparaissait ensuite, ne donnant plus signe de vie. Chose étrange, sur ses deux cents clients, un seul, un Parisien, porta plainte. Mais cela suffit pour déclencher une enquête judiciaire qui aboutit à son arrestation. — (Corresp.)

● La situation de Mlle Salima Adjal. — La C.G.T. indique qu'elle vient de faire une nouvelle démarche auprès du secrétaire d'État aux DOM-TOM en faveur de Mlle Salima Adjal, qui ne peut se rendre en Guyane rejoindre son fiancé, en dépit d'un arrêt du Conseil d'État ayant ordonné un sursis à statuer de l'arrêt d'expulsion qui vise la femme ressortissante algérienne (le Monde du 3 août).

● Morts d'une overdose. — Une jeune fille âgée de vingt-deux ans, Mlle Renée Guiraud, est décédée dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 août à l'hôpital de Montpeller des suites d'une « overdose ». L'hôpital avait été prévenu par un coup de téléphone. Une information judiciaire a été ouverte et la police recherche l'ami de Mlle Guiraud qui aurait alerté les médecins.

● Deux morts lors d'un accident de travail. — Trois ouvriers, qui déplaçaient dans la matinée du vendredi 5 août un échafaudage métallique dans la zone industrielle de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), ont heurté une ligne à haute tension. Le choc électrique les projeta au sol d'une dizaine de mètres de hauteur. Deux d'entre eux, MM. Gérard Marie, âgé de trente ans, domicilié à Saint-Martin-de-la-Mer (Calvados), et Néragea Bouguerra, âgé de quarante-neuf ans, d'origine algérienne, ont succombé à leurs blessures à l'hôpital. M. Jacques Marais, frère d'une des victimes, demeurant à la Viguerie (Calvados), est grièvement blessé.

صحة من الأصل

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Les Nouvelles de Pyongyang

La « ménagère » et le fantôme

L'hebdomadaire publié en français en Corée du Nord, LES NOUVELLES DE PYONGYANG, s'indigne des mœurs du voisin du Sud :

« Ces jours-ci, en Corée du Sud, les hauts fonctionnaires du gouvernement fantôme et les « parlementaires » issus du parti démocrate républicain emploient massivement des kisaings (chanteuses ou danseuses) comme « ménagères » chez eux. Celles-ci sont au nombre de trois ou quatre, et même de sept chez tel « parlementaire » influent. Cela cause une querelle incessante entre les époux.

« L'introduction des kisaings chez les hauts fonctionnaires a été occasionnée par la déclaration publique du traître Pak Jeung Hi de cesser la « partie de kisaing » pour ses suzerains américains-japonais venus en visite en Corée du Sud.

« La « partie de kisaing » servait au traître Pak Jeung Hi d'horrible moyen à corrompre ses maîtres et faisait l'objet de la condamnation de l'opinion intérieure et extérieure.

« Dans cette conjoncture, cette ripouille a inventé une « finesse » : elle a demandé à la face du monde de « cesser la « partie de kisaing » et a ordonné en même temps à ses subalternes de haut rang de la continuer en catimini chez eux, et non dans des restaurants publics.

« Et voilà les prostituées employées comme « ménagères » chez les hauts fonctionnaires fantômes.

« Le traître Pak Jeung Hi ne sait pas de limite dans ses ruses pour se prosterner devant ses suzerains à qui il confie sa vie. »



Les champions de l'alcoolisme

« L'ivresse, parmi les vendeurs de magasins, devient un véritable fleau qu'il faut combattre par l'alcoolisme », estime l'hebdomadaire soviétique LITERATURNAYA GAZETA.

La revue fait état d'une enquête menée à son initiative par une équipe de médecins équipés d'appareils britanniques « pour détecter le degré d'ébriété dans une grande ville soviétique » dont le nom est discrètement tenu secret.

« Dans plusieurs magasins, la moitié du personnel était en état d'ivresse, même quand le directeur ou la directrice se portaient garants de leur bonne tenue. Un « cobaye » a fait sauter le cadran de l'alcoolmètre : il avait additionné vin rouge, vodka et bière.

« La palme de la sobriété revient à une boucherie dont seul le sous-directeur était ivre. Dans une autre boucherie, une cliente a été victime d'une crise cardiaque après avoir été invitée par un vendeur ivre.

« Les caissiers sont les plus sobres pendant le service. Les plus gros buveurs sont les ouvriers de la manutention situés des bouchers et des vendeurs de légumes (...). Il faudrait que les inspecteurs des ventes se chargent, non seulement d'empêcher que l'on gruge le client en lui rendant la monnaie ou en pesant ses marchandises, mais encore d'éliminer les relents d'alcool qui traînent dans nos magasins », conclut le journal.

la Repubblica

Quand la « volante » arrête la « rapide »

« On a arrêté l'autre nuit, en plein centre de Milan, raconte le quotidien LA REPUBBLICA, cinq policiers qui venaient de dévaliser un passant, M. Antonio Barzan. »

« La patrouille de police volante « Europe », chargée de surveiller les cars de touristes dans ce quartier est devenue aussitôt par la victime. Ensemble, ils se mettent à l'arrêt. Peu de temps après, M. Barzan reconnaît ses agresseurs qui, d'ailleurs, présentent leur carte de gardiens de l'ordre public. Stupeur ! M. Antonio Barzan garde son sang-froid et confirme son accusation. Les malfaiteurs font en effet partie de la troisième brigade rapide. Ils sont, bien sûr, arrêtés, mais la « victime », qui assiste ainsi à l'interpellation de la « rapide » par la « volante », gardera l'impression de vivre dans un monde pour le moins confus. »

The New York Times

Mort du Womens'lib

Le M.L.F. japonais capitule. Selon le NEW YORK TIMES, « après cinq ans de batailles harassantes et de luttes contre le ridicule, qui peut jouer un rôle considérable dans le très conjoncturel Japon, le seul groupe de libération des femmes vient de fermer ses bureaux et a admis sa défaite devant un « sexisme » tout-puissant et le rosé des générations qui sépare les femmes désemparées de changement des autres.

« Le coup de grâce a sans doute été les élections générales du 10 juillet au cours desquelles le Parti des femmes n'a obtenu que 0,4 % des suffrages.

« J'ai grand-peur que la cause de la libération des femmes soit perdue au Japon, dit Misao Enoki, une pharmacienne de trente-deux ans, qui s'est battue en 1972 pour obtenir la légalisation des pilules anticonceptionnelles.

« Miss Enoki, qui a gardé son nom de jeune fille, bien qu'elle soit mariée à un médecin, M. Natsuo Kitchi, avait passé un marché avec son mari qui lui a prêté l'équivalent de 38.000 dollars (185.000 francs) pour aider à financer la campagne électorale du parti des femmes.

« Miss Enoki va les lui rendre en se chargeant des tâches ménagères dans leur appartement de la banlieue de Tokyo. Mais M. Kitchi, qui s'est rendu compte de l'importance de ces tâches pendant les absences de sa femme, a décidé de retirer 2.570 dollars du montant total de son prêt pour chaque mois de travaux ménagers. »

Lettre d'Hiroshima

La mémoire et le béton



La célébration du trente-deuxième anniversaire de l'explosion de la première bombe atomique lancée sur des hommes a été précédée à Hiroshima par des manifestations réunissant plusieurs centaines de pacifistes de toutes nationalités et quelques victimes de l'arme nucléaire. Une délégation soviétique participait à une conférence internationale tenue à cette occasion par différentes organisations privées. À l'ouverture de cette conférence, un membre du parti communiste japonais a proposé, sans être suivi, que l'on proteste en particulier contre la dernière expérience nucléaire soviétique, qui aurait eu lieu le 25 juillet.

DOMINE par un gratte-ciel en construction, le Dôme de la bombe A paraît bien bas. Il s'agit pourtant de ce qui fut l'un des immeubles les plus imposants qui se dressaient dans la ville le 6 août 1945, au moment où le B-29 Enola Gay largua son engin de mort. On a donné ce nom de « dôme » aux ruines — les seules qu'Hiroshima ait conservées — de l'ancien office de promotion industrielle, qui résista en partie à l'explosion bien qu'il fut situé à proximité immédiate de l'hypocentre. L'édifice marque la séparation entre la ville nouvelle et le parc mémorial de la paix, un îlot, entre deux bras de la rivière Ota, qui fut complètement détruit et qui reste le seul lieu entièrement consacré au souvenir.

Passé le Dôme, il faut faire un effort d'imagination pour concevoir, dans le quartier adjacent, qu'on se trouve à l'endroit où périrent environ huit mille personnes tuées sur le coup par le Little Boy (nom de code de la bombe). A quelques mètres de l'hypocentre — présente la boutique Van Corneli, fréquentée par la jeunesse dorée, vend « tous les habits en provenance des Etats-Unis », notamment les maillots de sport des étudiants de Berkeley. Plus loin, une boîte de sirup-tease annonce un programme permanent. Entre ces deux commerces, une vaste allée piétonne bordée de magasins est parcourue par des milliers de chalandes auxquels sont offerts tous les produits imaginables de la société de consommation.

Ce quartier, entièrement reconstruit, est à l'image du reste de la ville. Au début de la seconde guerre mondiale, la population d'Hiroshima était de quatre cent vingt mille habitants. Quand la bombe explosa, il n'y avait plus sur place, compte tenu des évacuations, qu'environ trois cent cinquante mille personnes, y compris les militaires, de nombreux étudiants venus de jour-là pour creuser des coupe-feu en prévision des bombardements « convention-

nels », des Coréens enrôlés de force comme auxiliaires de l'armée japonaise et aussi des prisonniers de guerre américains, dont une vingtaine furent tués par l'arme atomique et quelques autres exécutés le lendemain par leurs gardiens rendus furieux, a révélé un ouvrage — Enola Gay, de Gordon Thomas — paru à Londres en juillet dernier.

Aujourd'hui, la ville compte près d'un million d'habitants. Elle est une des rares métropoles japonaises où le plan d'urbanisme — ordonné de chaque côté de l'avenue de la Paix, longue de près de 5 kilomètres — est à peu près rationnel. Le béton y est coulé sans arrêt : de nouveaux immeubles remplacent déjà ceux construits dans la hâte après la guerre. Bureaux de grandes sociétés, au centre, usines d'automobiles, industries chimiques, chantiers navals, à la périphérie, emploient une main-d'œuvre qui a quitté les rives de la mer intérieure pour s'établir dans une cité devenue par ailleurs un centre universitaire très actif.

Au cœur de la ville, souvent paralysée par les embouteillages, le Parc mémorial de la paix offre un calme et un air pur que les amoureux partagent avec les touristes. Les arbres et les pelouses ont leur aspect que les divers monuments — aux proportions d'ailleurs fort modestes pour un tel lieu. Pour-tant destinée — une inscription le rappelle — à « carillonner sa prière à 8 h 15 tous les matins, à la minute mortelle de l'explosion », une hideuse horloge — dont la marque, Seiko, est outrageusement visible — a été offerte en 1967 à la municipalité d'Hiroshima par l'International Lions Club. Sans les fleurs émaillant de son posée à la belle pied toute l'année et sans le babilage des centaines d'écoliers japonais en uniforme qui se font photographier devant eux, le Cénar, le Monument de la flamme, la Fontaine de la prière et la Statue de la mère et de son enfant dans la tempête, disposés en différents points du parc, n'apparaîtraient que comme ce qu'ils sont : d'assez piètres réalisations dont le banal ciment n'a pas pris une bonne patine.

Le même ciment gris a été utilisé pour le musée consacré au jour où l'histoire de l'humanité a changé de perspective. La première chose que voit le visiteur — équipé d'un magnétophone portable qui permet d'écouter des explications en six langues — est une photo grandeur nature de la bombe, un petit engin qui paraît décidément bien artisanal comparé aux « ogives » à charge nucléaire qu'on fait

maintenant défilé pour les fêtes nationales. Il y a ensuite une immense maquette de ce qu'était encore la ville le 6 août 1945 au matin, des tableaux expliquant les raisons géographiques (une ville encaissée) et météorologiques (un ciel bleu) qui valurent à Hiroshima d'être « choisie ». Dans des vitrines, des vêtements portés par les victimes, des pierres éclatées sous l'effet de la pression, des métaux fondus sous celui de la chaleur, servent à illustrer des considérations techniques. Bien qu'on les ait voulus « hyper-réalistes », des personnages de cire — une femme et ses enfants aux cheveux brûlés et à la peau tombant en lambeaux — paraissent bien « distants » à côté des photos de grands blessés entassés dans les écoles et les casernes. Tout a été fixé sur la pellicule : la nuée atomique, vu du sol, arrivant sur-dessus d'une maison deux minutes après l'explosion, les premiers gestes des rescapés et aussi les corps boursoufflés où seul les yeux conservent quelque chose d'humain. Il y a une esthétique de l'horreur : on le constate en observant la fascination répulsive qu'exercent sur les visiteurs les photos à la fois intrépides et léchées de Mitsuo et Yoshiko Matsuhige ou de Shunkichi Kikuchi. La visite s'achève devant les marches de la banque Sumitomo (offertes au musée par cet établissement il y a quelques années), dont la pierre conserve l'ombre d'un corps humain qui a fait « écran » lors du passage du souffle de l'explosion, quand l'air était porté à 6.000 degrés.

A côté du musée, un bâtiment achevé en 1955, le Peace Memorial Hall, est utilisé pour des conférences et des expositions. On y projette cinq fois par jour un film constitué par des bandes d'actualités tournées lors de l'arrivée des premiers sauveteurs. A écouter le commentaire, on a l'impression que l'explosion a été une catastrophe naturelle. Il n'est fait que très évasivement allusion aux événements qui ont précédé le recours à l'arme nucléaire — l'entrée du Japon dans la guerre à des fins impérialistes — et aux hommes qui ont fabriqué cette arme, les Américains, alliés d'aujourd'hui.

Dès la fin des hostilités, neuf jours après l'explosion, des militaires américains furent envoyés à Hiroshima pour dispenser des soins médicaux, distribuer des secours alimentaires et, aussi, pour procéder à des mesures scientifiques. Le 6 août 1947, le général Douglas MacArthur envoya un message de sympathie à la municipalité d'Hiroshima, qui avait organisé une cérémonie du souvenir. En 1951, quelques éléments des troupes améri-

caines engagées dans le conflit coréen assistèrent même à un service religieux à Hiroshima, aux côtés d'enfants dont les parents avaient péri six ans plus tôt.

AJOURD'HUI, il y a une majorité d'Américains parmi les étrangers qui veulent voir Hiroshima. Le livre Hiroshima, de John Hersey, prix Pulitzer, est en vente dans les grands hôtels de la ville. C'est peut-être le seul rappel du passé dans ces établissements dont les clients les plus nombreux sont des hommes d'affaires. Dans le Shinkansen, le train qui relie Tokyo aux grandes villes de l'île Honshu à deux cents kilomètres de moyenne horaire, des wagons entiers sont réservés aux écoliers venus en pèlerinage à Hiroshima avec leurs maîtres, mais les passagers adultes sont surtout des cadres en mission. Pour eux, et pour la plus grande partie de la population, qui s'y est établie récemment, Hiroshima est une ville comme les autres. Les « choses de la vie » ont repris le dessus aussi vite que les messifs et les arbres de l'avenue de la Paix.

Pourtant, certains habitants d'Hiroshima souffrent encore dans leur chair : ils font partie — avec d'autres Japonais rapatriés dans tout le pays — des victimes de l'A-Bomb Disease (la Maladie de la bombe A), atteintes de « tumeurs » ou de leucémies attribuées aux radiations. A Hiroshima, dans les bâtiments de la commission des victimes de la bombe atomique, certains rescapés sont encore soumis à des examens ou soignés gratuitement en vertu d'une législation spéciale entrée en vigueur il y a seulement sept ans. Au musée, sur le tableau relatif aux pertes en vies humaines, un panneau mobile permet de remettre périodiquement à jour le nombre des victimes identifiées : quarante-neuf mille cent trente-quatre actuellement.

C'EST pour ces victimes et celles — presque aussi nombreuses — dont le corps n'a pas été reconnu qu'on a organisé, jour du trente-deuxième anniversaire de l'explosion, les chrétiens rassemblés dans la cathédrale de la Paix, achevée en 1954, grâce à une donation du gouvernement de Bonn, à l'initiative d'un jésuite allemand, lui-même blessé par l'explosion. Les bouddhistes, eux, ont chanté des hymnes religieux sur les rives de l'Ota, dont les eaux portaient des milliers de lanternes flottantes lancées pour « la cérémonie aux âmes » qui reconnaît chaque année au crépuscule du 6 août.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ORTHOGRAPHE

LA LETTRE A JOHN

AUX critiques innombrables adressées à notre enseignement, je voudrais ajouter une louange. Un regard d'intérêt se manifeste pour l'orthographe. « Alléluia ! » Il est temps. Si vous êtes las du

bain estival, s'il pleut, si vous voulez vous amuser en vous cultivant entre amis, dictez la lettre ci-dessous que j'adressai, hier, à mon ami John. Vous vérifierez bien des G.I. orthographiques.

Ainsi, cher John, vous allez traverser le pas de Calais et, quittant le Pas-de-Calais pour le Var, irez à travers des paysages dignes d'in-

plier nos Corot — soit dit en passant, des Corot, l'aimerais bien que vous en accrochiez aux murs de votre salon où ne sont qu'estampes obscures.

Extravagant, à mon habitude, je m'éloigne du sujet de la présente qui est de souhaiter au voyageur extravagan' que vous êtes un bon séjour. Je vous souhaite de ne pas rencontrer sur votre route une loup-carve ou des scolopendres résolues à vous imposer des urticaire grattées en vain et que les térébinthes les plus fournies en résine ne suffiraient à apaiser — autant attendre d'un buvard le reflet des sandaraques étalées — de ne point connaître les amours vénales de gonimides exacerbées échappées à la vigilance des gardes-chasse de légende qui ignorent les garde-fous ; de n'avoir pas l'appât du gain, mais de vous laisser prendre aux appas de la volupté ; de ne pas contraindre la maréchassée qui vous enverrait dans ses ergastules grillagés, de ne ressentir aucun des symptômes qui font le syndrome d'une maladie dont on n'attend pas facilement les périodes espérées de la guérison ; et, puisque vous n'êtes pas atteint d'anorchidie, de n'avoir pas à consulter pour une epididymite aiguë blannorhégique, ni pour une orchite scléro-gommeuse !

Mais je vous souhaite, plutôt de profiter au mieux de notre belle France. De ses femmes énamourées ; de ses horizons évanescents ; de ses fabricants d'objets inutiles qui font les beaux souvenirs ; de ses vins inépuisables ; de ses artisans fabriquant des cuillères en bois, des vièges en olivier ou des candières en chi lo sa ; de ses musées, muséums, pinacothèques, glyptothèques et autres promothèques où balent tant d'honnêtes familles devant des outils magdaléniens, des

costumes folkloriques, des potiches aux reflets incarnés, des céramiques bleues, des tapis jaune paille, des plafonds bleu horizon, des manuscrits de Liszt, de Nietzsche ou de Mathieu Leclerc du Sablon, moins connus, des colichons à trois cordes, des claires théorètes, des cabrettes, des opicliques, des guesquels tagons, des tesses marmoreuses au oil inguinal de déesse calligye, des bustes aux hypermasties pétrifiées, des satyres lithyphalliques qu'on robe au regard des nonnains effrayés, d'autres merveilleux encore qui témoignent du génie et de la fantaisie humaine.

Je vous souhaite de traverser nos champs où ne sont plus, hélas ! les bleuets : de chaparder aux pommiers des fruits protégés de la larve du carpocapse ; de savourer la paix des heures crépusculaires quand la cigale, opécules feintes, ingrompi sa rhapsodie ; de découvrir, au hasard des festivals, un Eschyle oublié, un Shakespeare méconnu ; d'apprécier ces virtuoses que, l'en passé, j'ai entendus jouer et, par eux, les mélodies que j'ai entendu jouer. Quels hymnes vous chanterez à votre retour — et quelles hymnes, j'y songe tout à coup, vous pourrez entendre dans nos monastères.

Bon séjour, cher John. Perfectionnez-vous dans l'usage de notre langue — et, pour ce, n'écoutez pas trop la radio, choisissez précautionneusement votre journal indigne, n'hésitez pas à corriger l'autocritique que n'effraient pas les barbarismes. Et si un dégoût, une lassitude, une tristesse vous envahissait, n'oubliez pas que vous êtes au pays de la gastronomie. Comme dirait Prosper, consolez-vous en dégustant un cul-seau de veau ou un cul-sot de sanglier.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

Les doryphores

(Suite de la page 7.)

Les paysans-montagnards, qui connaissent le prix de leur peine, commencent à en avoir assez. Ils vont finir par vous paquer dans des réserves, vous qui les prenez pour des Indiens. Les barrières, les fils de fer barbelés, les pancartes menaçantes, ont proliféré comme la mauve herbée. « Défense de cueillir les champignons ». « Défense de ramasser les escargots ». Et même, depuis cette année : « Défense de stationner dans le pré ». Vous l'avez bien cherché. Les villageois de la haute vallée l'ont annoncé. Ils ne vous laisseront pas « aller aux myrtilles ». L'an dernier, de véritables commandos, armés de peignes, ont saccagé les plans, pour revendre (10 F le pot) les confitures, en ville. Non sans avoir, pour ce faire, traversé les champs de carabes, piétiné la luzerne, sillonné les blés encore verts. Serez-vous contents lorsque cette terre de liberté sera réduite pour vous — qui ne savez plus marcher — à un ruban de bitume à parcourir en volture entre deux rangées de clôtures hérissées d'interdits ? Car vous ne semblez pas comprendre. Au calé du village, à l'heure de l'après-midi, on vous entend stigmatiser l'égoïsme de ces paysans qui veulent vous empêcher de « déchaler » à l'aise. Savez-vous comment ils vous surmonnent, les paysans ? Les doryphores !

JEAN CONTRUCCI.

OBÉSITÉ ET JUSTICE

La plupart des étrangers qui arrivent aux Etats-Unis sont frappés par le nombre des obèses. Partout, on voit des hommes et des femmes juteux et énormes. D'une énormité que l'on voit rarement en Europe. Les obèses, là-bas, doivent facilement peser 100, 120, 150 kilos. Bras comme des jambons, triples mentons et bouffées, poitrines, estomacs et ventres monstrueux, juteux et cuspides prodigieuses. Tout est recouvert d'une fantastique couche de gras.

Depuis des années, je me demandais comment ces obèses arrivaient à cette obésité-là. Je pense avoir trouvé un commencement de réponse l'autre jour à une cafétéria de l'aéroport Kennedy. Devant moi, une femme trentenaire environ, à peu près 155 mètres et à vue de nez 90 bons kilos) garnissait son plateau : un hot-dog dans un petit pain, une portion de frites, un gros morceau de poulet frit, une énorme salade « composée », deux tartes, une salade de fruits, deux verres de lait, une citronnade (synthétique), plus, probablement, de la mayonnaise ou de la sauce.

Après tout, il y a une certaine justice dans le monde de l'obésité.

TYONNE REBEYROL.

هنا من الأصل

RADIO-TELEVISION

Jeudi 11 août

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30, Le francophonisme ; 13 h. 45, Feuilleton : Lucien Leuwen, de Cl. Autant-Lara, d'après Stendhal (Troisième partie) ; 18 h. 55, Spécial jeunes ; 19 h. 45, Candida caméra ; 20 h. 30, Série : L'appel de l'or (d'après J. London, adapt. W. Ulbrich) ; 21 h. 47, Musique : Bel canto (Pierre Dural).

CHAÎNE II : A 2

15 h. FILM : REMONTONS LES CHAMPS-ÉLYSÉES, de S. Guity (1938), avec S. Guity, J. Delubac, L. Lanvin, L. Baroux, P. Mingand, M. Paré, L. Allibert, E. Drain (N. rediffusion).
En 1932, une institutrice vacante à ses côtés la vie pittoresque de ses années.
16 h. 45, Documentaire : Cariba ! Cariba ! (Trois Français chez les Indiens d'Amazonie,

de H. Tissandier) ; 17 h. 38, Documentaire : La vie des insectes (La vie dans la ruche, de G. Calderon) ; 18 h. 55, Vacances animées ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre.
20 h. 30, Opéra : « Così fan tutte », de Mozart, avec G. Theissen, K. Schram, F. Araiza, V. Masterson, S. Lindstrand, G. Bacquer, N. Burrows, l'English Chamber Orchestra (dir. Ch. Mackerras) et la Chorale E. Brasseur (dir. Cath. Brilli) au Festival d'Aix-en-Provence.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : le club d'Ulysse et Carroge ; 20 h. Les Jeux.
20 h. 30, FILM (cycle cinéma français 1968-1976) : LA PROMESSE, de P. Feyder (1969), avec J. Bisset, G. Pascal, J.-F. Maurin, P. Zimmer, M. Porel.
La passion jérôme d'un garçon de onze

ans (orphelin) pour une jeune Anglaise venue passer quelques temps dans la propriété de son oncle.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) : la civilisation de la main ; 8 h. 45, Les intellectuels et la politique ; 9 h. 30, En étrange pays ; 9 h. 45, Les Pérégrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 10 h. 30, Semaine canadienne, par R. Tiers ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 4, Agora, par H. Tournier ; 12 h. 45, Panorama, à propos de R. de La Bretonne ; 13 h. 30, Entretiens avec J. Ferrer ; 14 h. 4, Guerre et Paix, d'après Tolstol, réal. E. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Magazine international ; 15 h. 25, Poèmes d'Amal ; 16 h. 35, En direct avec J. Lassaigne ; 17 h. 30, Entretiens avec Vychegorsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « La Beccuée », de R. Boylève, adapt. M. Ricand, réal. E. Frémy ; 20 h. 4, L'armistice, d'A. de Munné, réal. G. Feyrou, avec J.-G. Nordmann, R. Fresson, A. Farjac ; 21 h. 30, Entretiens avec P. Maurice, par J. Amrouche (rediffusion) ; 22 h. 30, Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Summer-time ; 9 h. 2, Points cardinaux : « l'Ouest », avec G. Garswin ; 10 h. 2, Clocrénella : Musique populaire italienne ; 10 h. 30, Schubert ; 12 h. 30, La chanson ; 12 h. 40, Jour J de la musique ; 13 h. 20, Musique à la lettre ; 14 h. 4, Paysages d'estive : Les quatre figures du librettiste : Monteverdi et Mozart dans le regard de Lécot, Barthes et Vailland ; 16 h. 2, Le livre des musiques, métamorphoses instrumentales. Le hautbois : Berthoven, Brahms, Takemitsu ; Musique française : Boucourechiev, Paganini ; Paysages parisiens : Delibes, Berlioz, Chopin ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h. 4, Jazz ; 19 h. 45, Klokou ; 19 h. 45, Jeunes solistes ; 20 h. 30, Les voyages de M. Ceilley... « Des Alpes au Caucase » : La Grèce musicale ; 21 h. 30, Festival de Royan... Extraits du concert du 6 avril 1977, avec l'Orchestre symphonique de Baden-Baden, dir. E. Bou et P. Stoll ; « Égérie à la mort de trois poètes espagnols » (Hoffner) ; « Che » (Hesper) ; 22 h. 15, Take the colts - trans ; 0 h. 5, Les foules de paroles ; 0 h. 10, Les beaux dres ; 1 h. 15, Brève, par E. Driant.

Vendredi 12 août

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30, Le francophonisme ; 13 h. 35, Feuilleton : Lucien Leuwen, de Cl. Autant-Lara, d'après Stendhal (quatrième partie) ; 18 h. 55, Spécial jeunes ; 19 h. 45, Candida caméra ; 20 h. 30, Au théâtre ce soir : « La mariée est trop belle », de M. Duran, avec Cl. Nicot, H. Duc, D. Lecourtis, M. Maucclair.
Une jeune femme qui s'ennuie décide de partir avec un amant. Mais c'est sans compter sur le cousin, le frère, et le mari...
22 h. 25, Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

15 h. Série britannique : Le monde en guerre ; 16 h. 50, Aujourd'hui, madame ; 18 h. 51, Série : L'homme à la valise ; 19 h. 40, Documentaire : La vie des insectes (Le comportement des papillons, de G. Calderon) ; 19 h. 6, Vacances animées ; 19 h. 55, Jeu : Des chiffres

et des lettres ; 19 h. 44, Souvenirs : La joie de vivre.
20 h. 30, Feuilleton : La chasse aux hommes, de L. Iglesis, d'après P. Vialar (premier épisode) ; 21 h. 35, Littérature : Ah ! vous écrivez, de B. Pivot.

Avec Mme G. Dornemann (« Mickey Fango »), MM. J. Ferry (« Les fruits de la passion »), J. Brenner (« La rentrée des classes »).

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Histoire de France et Carroge ; 20 h. Les Jeux.
20 h. 30, Magazine vendredi : L'inné et l'acquis (quatrième partie : L'homme et l'immortalité, enquêtes de C. Lamour, réal. D. Page).
Éterniser l'amour du couple, avoir des enfants, s'attacher à faire vivre une culture, bâtir, créer, l'homme a peur de la mort, l'homme veut « durer ».
21 h. 30, Documentaire : Planètes indigènes,

planète Baroya, réal. Yan Dunlop, version française de M. Godelier et M. Tréguer.
Vis quotidien d'une tribu de la Nouvelle-Guinée australienne.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) : la civilisation de la main ; 8 h. 45, Les intellectuels et la politique ; 9 h. 30, En étrange pays ; 9 h. 45, Les Pérégrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 10 h. 30, Semaine canadienne, par R. Tiers ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 4, Agora, par H. Tournier ; 12 h. 45, Panorama, avec S. Henry et M. Cordellier ; 13 h. 30, Entretiens avec J. Ferrer ; 14 h. 4, Guerre et Paix, d'après Tolstol, réal. E. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... magazine international ; 15 h. 25, Contes indochinois ; 16 h. 35, L'art et la culture ; 16 h. 35, En direct avec J. Lassaigne ; 17 h. 30, Entretiens avec Vychegorsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « La Beccuée », de R. Boylève, réalisation E. Frémy, adaptation M. Ricand ; 20 h. 4, L'armistice, réal. G. Feyrou, avec J.-G. Nordmann, R. Fresson, A. Farjac ; 21 h. 30, Entretiens avec P. Maurice, par J. Amrouche (rediffusion) ; 22 h. 30, Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

mann, Mandelstam) ; 22 h. 30, Entretiens avec P. Maurice, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. 30, Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Summer-time ; 9 h. 2, Points cardinaux : « l'Ouest » ; 10 h. 2, Clocrénella : musique traditionnelle italienne ; 10 h. 30, Schubert ; 12 h. 30, La chanson ; 12 h. 40, Jour J de la musique ; 13 h. 20, Musique à la lettre ; 14 h. 4, Paysages d'estive : Les quatre figures du librettiste : Monteverdi et Mozart dans le regard de Lécot, Barthes et Vailland ; 16 h. 2, Le livre des musiques, métamorphoses instrumentales. Le violon : Bach, Haydn, Prokofiev ; Musique française : A. Banguart, A. Dubiel ; paysages parisiens : Wagner, Liszt, Chabrier ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h. 4, Jazz ; 19 h. 45, Klokou ; 19 h. 45, Jeunes solistes ; 20 h. 30, Escalade en Bulgarie ; E. Strauss, P. Viadgenov, C. Kantor, Strass ; 21 h. 30, Festival de Vienne 1977... Chœurs et Orchestre symphonique de Vienne, direction C.-M. Giulini ; « Requiem » (Verdi), avec S. Riccardelli, E. Fumagalli, J. Caruso ; 22 h. 30, Les voyages de M. Ceilley... « Des Alpes au Caucase » ; Du Beethoven au mont Ararat : musiques d'Anatolie, d'Arménie et d'I.R.S.S. ; 0 h. 5, Les foules de paroles ; 0 h. 10, « Oh, les beaux dres », par O. Bernager.

Samedi 13 août

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30, Le francophonisme ; 13 h. 35, Danse : Ballet Goyescos ; 14 h. 15, Rester donc avec nous ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 45, Candida caméra ; 20 h. 30, Variétés : Le temps des chansons ; 21 h. 30, Série : Sergeant Anderson ; 22 h. 20, La musique est à tout le monde : Liszt, Vivaldi, par l'Orch. symphonique et l'Orch. de chambre de la Garde républicaine, dir. R. Boutry.

CHAÎNE II : A 2

14 h. 45, Journal des sourds et des mal-entendants ; 15 h. Série : L'âme de l'histoire, (Les guerriers du bronze, rediffusion) ; 15 h. 55, Sports ; 17 h. 10, Des animaux et des hommes ; 18 h. 5, La télévision des téléspéctateurs en super-8 ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, Dramatique : « La Dame de la mer », 22 h. 5, Questions sans visage ; 23 h. 3, Jazz : Spécial Benny Carter, par J.-Ch. Avery.

De 17 à 22 juillet 1976 se tenait la Grande Parade du jazz dans les arènes de Clichy, à Paris.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Le lièvre et la tortue et Carroge ; 20 h. Magazine du cheval ; Cavalcade.
20 h. 30, Série historique : Eleanor et Franklin. (Troisième partie : La choc des cultures. (Troisième partie : La guerre de pacification en Amazonie).
21 h. 30, Émission de l'INA : Le choc des cultures. (Troisième partie : La guerre de pacification en Amazonie).

8 h. 22, Mays ou l'amour naissant ; 9 h. 7, L'Afrique de l'Est, par G. Laurent ; 11 h. 2, Musique ; 12 h. 5, Le pont des arts ; avec Jean Bellon ; 12 h. 45, A propos de la paralympique ; 13 h. 15, Les effets de l'Amérique latine, par L. Mison, avec S. Sadey, J.-M. Goulet, J.-M. Boudier ; 14 h. 20, Le flûtiste P. Bruggen ; 17 h. 30, Rencontres québécoises internationales des écrivains (les littératures nationales) ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 25, Lettres du Québec, par A. Major ; 20 h. 4, Théâtre ouvert : « La Gangrène », de D. Lemahieu, réal. J.-P. Colas ; 21 h. 55, Ad lib ; 22 h. 5, Rétrospective de quelques fables du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, « Parallèles » : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) : L'esprit de la main ; 8 h. 45, Les intellectuels et la politique ; 9 h. 30, En étrange pays ; 9 h. 45, Les Pérégrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 10 h. 30, Semaine canadienne, par R. Tiers ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 4, Agora, par H. Tournier ; 12 h. 45, Panorama, avec S. Henry et M. Cordellier ; 13 h. 30, Entretiens avec J. Ferrer ; 14 h. 4, Guerre et Paix, d'après Tolstol, réal. E. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... magazine international ; 15 h. 25, Contes indochinois ; 16 h. 35, L'art et la culture ; 16 h. 35, En direct avec J. Lassaigne ; 17 h. 30, Entretiens avec Vychegorsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « La Beccuée », de R. Boylève, réalisation E. Frémy, adaptation M. Ricand ; 20 h. 4, L'armistice, réal. G. Feyrou, avec J.-G. Nordmann, R. Fresson, A. Farjac ; 21 h. 30, Entretiens avec P. Maurice, par J. Amrouche (rediffusion) ; 22 h. 30, Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

14 h. (Jusqu'à 20 h.) Au pays des Marinogues, émission de R. Pfeiffer, M. Lécuyer ; 14 h. 10, Ru des arts : Petite histoire érotique de la musique ; 15 h. 2, Travex, par J. Drillon ; 15 h. 30, Festival de Salzbourg 1977... Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Lorin Maazel, avec L. Rose, violoncelle ; « Don Quichotte », variations fantastiques sur un thème de caractère chorégraphique opus 38 (Strauss), « Symphonie n° 2 en ut majeur opus 61 » (Schumann) ; 17 h. 30, Tango-Tango, avec C. Caceres, en direct du studio 118 ; 17 h. 45, Portrait d'un jeune interprète hongrois ; Istvan Máté, flûte ; 18 h. 30, « Le Mûrier et le Hibou », conte musical de Philippe Leroux ; 19 h. 4, Jeunes solistes ; 20 h. 3, Ateliers d'enfants ; 21 h. 3, Festival de Salzbourg 1977... Bâle de piano Krystian Zimmernan ; « Ballade n° 2 en la mineur opus 47 », « Scherzo n° 3 en ut mineur opus 31 », « Polonaise en ut mineur opus 24 », « Sonate en ut mineur opus 58 » (Chopin) ; 22 h. 30, Balades les places ; ou les artisans de la musique, par R. Brana ; 0 h. 5, Les foules de paroles ; 0 h. 10, Concert de nuit : Festivals d'Europe... Bregenz, Prague et Varsovie.

Dimanche 14 août

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15, Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Jeu : La bonne conduite ; 13 h. 35, Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 14 h. 10, Série : « Guerre et Paix » (cinquième partie : Natcha), prod. R.B.C. ; 15 h. 35, Sports : Direct à la une ; 17 h. 15, FILM : MA POMME, de M.-C. Sauvaton (1960), avec M. Chevalier, S. Desmaret, V. Norman, J. Marken, J. Wall (N. rediffusion).
Un clochard surnommé « Ma pomme » est l'un des quelques inséparables d'un gros fortune. Il est le seul auquel l'argent ne fait pas perdre la tête.
18 h. 55, Candida caméra ; 19 h. 15, Les animaux du monde.
20 h. 30, FILM : LE SECRET DE SANTA-VITO, de S. Kramer (1968), avec A. Quinn, A. Magna, V. H. Kruger, S. Franchi.
En 1943, dans un village de Toscane, un cabaretier, nommé maître à la chaise de Muscolini, fait dissimuler les résistants de son village. Il est le seul à ne pas perdre la tête.
20 h. 30, FILM : LE SECRET DE SANTA-VITO, de S. Kramer (1968), avec A. Quinn, A. Magna, V. H. Kruger, S. Franchi.
En 1943, dans un village de Toscane, un cabaretier, nommé maître à la chaise de Muscolini, fait dissimuler les résistants de son village. Il est le seul à ne pas perdre la tête.

22 h. 40, Concert : « Concerto pour violoncelle », de Schumann.

CHAÎNE II : A 2

15 h. Le cirque du monde : Le cirque Bush-Roland ; 16 h. 15, Téléfilm : « Les Nouvelles Filles de Joshua Cabe » ; 17 h. 13, Aventures : Désert rouge du Kalahari ; 17 h. 38, Chanteurs et musiciens des rues ; 17 h. 45, Magazine de la magie : Abracadabra, avec Majax ; 18 h. 35, Série : Shazzan ; 19 h. 15, Sports : Stade 2.
20 h. 30, Jeux sans frontières ; 21 h. 55, Feuilleton : La dynastie des Forsyte (rediff.) ; 22 h. 50, Chefs-d'œuvre en péril : Les châteaux de Bourgogne, de P. de Lagarde et Ch. de Saint-Maurice.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 5, Pour les jeunes : L'assise.
20 h. 30, L'homme en question : Le photographe Lucien Clergue ; 21 h. 30, Aspects du court métrage français.

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle : A 2) : LE MAÎTRE DU TOURNEUR ; LA MAIN DU DIABLE, de M. Tourneur (1943), avec P. Fresnay, J. Gail, Palau, N. Roquevert, P. Laroque, D. de Sax (N.).
Un petit rôle agaçant, pour un sou, une main comédienne, réalisateur qui lui procure gloire, fortune et amour. Mais il a contracté, sans le savoir, une dette avec le diable.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) : L'esprit de la main ; 8 h. 45, Les intellectuels et la politique ; 9 h. 30, En étrange pays ; 9 h. 45, Les Pérégrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 10 h. 30, Semaine canadienne, par R. Tiers ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 4, Agora, par H. Tournier ; 12 h. 45, Panorama, avec S. Henry et M. Cordellier ; 13 h. 30, Entretiens avec J. Ferrer ; 14 h. 4, Guerre et Paix, d'après Tolstol, réal. E. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... magazine international ; 15 h. 25, Contes indochinois ; 16 h. 35, L'art et la culture ; 16 h. 35, En direct avec J. Lassaigne ; 17 h. 30, Entretiens avec Vychegorsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « La Beccuée », de R. Boylève, réalisation E. Frémy, adaptation M. Ricand ; 20 h. 4, L'armistice, réal. G. Feyrou, avec J.-G. Nordmann, R. Fresson, A. Farjac ; 21 h. 30, Entretiens avec P. Maurice, par J. Amrouche (rediffusion) ; 22 h. 30, Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, C'est dimanche ; 9 h. 2, La route des cadences ; 11 h. 2, Une heure espagnole ; 12 h. 30, En direct du Montmartre de Salzbourg, direction L. Hager ; « Symphonie en ré mineur opus 55 » (Chopin) ; 13 h. 2, « Concerto pour violon et orchestre en ut mineur opus 27 » ; « Rondo pour violon et orchestre en ut mineur opus 58 » (Chopin) ; 14 h. 2, « Sonate en ut mineur opus 58 » (Chopin) ; 15 h. 2, « Balades les places » ; ou les artisans de la musique, par R. Brana ; 0 h. 5, Les foules de paroles ; 0 h. 10, Concert de nuit : Festivals d'Europe... Bregenz, Prague et Varsovie.
14 h. Les miroirs d'Anne : œuvres de Mahler, Schubert, Schumann, P. Bruckner, Liszt, Brahms ; 17 h. 30, Musique au théâtre : l'eau et les rêves, avec R. Goldstein ; « La Mort de Cyprien » (Sartre) ; « Israël en Égypte » (Hannou) ; « Aïa et Oulala » (Hannou) ; Pièce de violon et pièce de clavier (Copernic) ; 19 h. 35, Jazz vivant ; 20 h. 3, Présentation du concert ; 21 h. 3, Festival de Salzbourg 1977. Chœurs de l'Opéra d'Etat et Orchestre Philharmonique de Vienne, direction James Levine ; « La Clémence de Titus », de Mozart ; opéra en deux actes, livret de Pietro Metastasio d'après Christoph Willibald Gluck, avec W. Holzer, C. R. Hovell ; 0 h. 5, « Les foules de paroles » ; 0 h. 10, Les foules de paroles ; 0 h. 10, Concert de nuit : Festivals d'Europe... Bregenz, Prague et Varsovie.

Lundi 15 août

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30, Jeu : La bonne conduite ; 13 h. 35, FILM : BLANCHES COLOMBES ET VILAINS MESSIEURS, de J.-L. Mankiewicz (1955), avec M. Brando, J. Simmons, F. Sinatra, V. Blaine.
Un joueur professionnel parle avec un patron de tripot new-yorkais qu'il emmène dîner à Cuba une jeune soliste venue évangéliser leur quartier mal famé. Il en résulte une idylle.
15 h. 55, Sports : Direct à la une ; 17 h. 10, Variétés : Fanfarades, de S. Kaufman, réal. J.-D. Verhaeghe ; 18 h. 10, Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 5, Musique : « Symphonie sur un chant montagnard », de V. d'Indy ; 19 h. 30, Dessins animés ; 19 h. 45, Candida caméra.
20 h. 30, FILM : L'HOMME DE LA PLAINE, d'A. Mann (1954), avec J. Stewart, A. Kennedy, D. Crisp, C. O'Donnell, A. Nicol (rediff.).
Vient au Nouveau Mexique pour ombrager la mort de son frère, un homme entre en conflit avec un puissant propriétaire foncier.
22 h. 10, Gala de l'UNESCO.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : AVEN-TORES DE JEUNESSE, de M. Ritt (1962), avec R. Beymer, D. Baker, F. Clark, P. Newman, S. Strasberg.
La jeunesse difficile et les aventures de guerre sur le front d'Italie (1917) de celui qui devint le célèbre écrivain Ernest Hemingway.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) : L'esprit de la main ; 8 h. 45, Les intellectuels et la politique ; 9 h. 30, En étrange pays ; 9 h. 45, Les Pérégrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 10 h. 30, Semaine canadienne, par R. Tiers ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 4, Agora, par H. Tournier ; 12 h. 45, Panorama, avec S. Henry et M. Cordellier ; 13 h. 30, Entretiens avec J. Ferrer ; 14 h. 4, Guerre et Paix, d'après Tolstol, réal. E. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... magazine international ; 15 h. 25, Contes indochinois ; 16 h. 35, L'art et la culture ; 16 h. 35, En direct avec J. Lassaigne ; 17 h. 30, Entretiens avec Vychegorsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « La Beccuée », de R. Boylève, réalisation E. Frémy, adaptation M. Ricand ; 20 h. 4, L'armistice, réal. G. Feyrou, avec J.-G. Nordmann, R. Fresson, A. Farjac ; 21 h. 30, Entretiens avec P. Maurice, par J. Amrouche (rediffusion) ; 22 h. 30, Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Summer-time ; 9 h. 2, Points cardinaux : « l'Ouest » ; 10 h. 2, Clocrénella : musique traditionnelle italienne ; 10 h. 30, Schubert ; 12 h. 30, La chanson ; 12 h. 40, Jour J de la musique ; 13 h. 20, Musique à la lettre ; 14 h. 4, Paysages d'estive... « L'istamboul de Lodi » ; Œuvres de Fauré, Mozart et Beethoven, textes de P. Lodi et R. Barthes ; 16 h. 2, Livre des musiques... La harpe Boieldieu, Pierre, Ravel, Takemitsu ; Musique française : Tanguen, Arma ; Paysages parisiens : Debussy ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h. 4, Jazz ; 19 h. 45, Jeunes solistes ; 20 h. 30, En direct du Festival de Salzbourg 1977 : « La Création », oratorio pour sol, chœur et orchestre

de Haydn, par le Chœur de l'Opéra d'Etat et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. H. Von Karajan, avec A. Tomasi, P. Schreier, E. Vae ; 22 h. 30, Haydn, par F. Serebrennikov ; 23 h. 30, Ruit

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) : L'esprit de la main ; 8 h. 45, Les intellectuels et la politique ; 9 h. 30, En étrange pays ; 9 h. 45, Les Pérégrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 10 h. 30, Semaine canadienne, par R. Tiers ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 4, Agora, par H. Tournier ; 12 h. 45, Panorama, avec S. Henry et M. Cordellier ; 13 h. 30, Entretiens avec J. Ferrer ; 14 h. 4, Guerre et Paix, d'après Tolstol, réal. E. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... magazine international ; 15 h. 25, Contes indochinois ; 16 h. 35, L'art et la culture ; 16 h. 35, En direct avec J. Lassaigne ; 17 h. 30, Entretiens avec Vychegorsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « La Beccuée », de R. Boylève, réalisation E. Frémy, adaptation M. Ricand ; 20 h. 4, L'armistice, réal. G. Feyrou, avec J.-G. Nordmann, R. Fresson, A. Farjac ; 21 h. 30, Entretiens avec P. Maurice, par J. Amrouche (rediffusion) ; 22 h. 30, Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

22 h. 30, Haydn, par F. Serebrennikov ; 23 h. 30, Ruit

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, C'est dimanche ; 9 h. 2, La route des cadences ; 11 h. 2, Une heure espagnole ; 12 h. 30, En direct du Montmartre de Salzbourg, direction L. Hager ; « Symphonie en ré mineur opus 55 » (Chopin) ; 13 h. 2, « Concerto pour violon et orchestre en ut mineur opus 27 » ; « Rondo pour violon et orchestre en ut mineur opus 58 » (Chopin) ; 14 h. 2, « Sonate en ut mineur opus 58 » (Chopin) ; 15 h. 2, « Balades les places » ; ou les artisans de la musique, par R. Brana ; 0 h. 5, Les foules de paroles ; 0 h. 10, Concert de nuit : Festivals d'Europe... Bregenz, Prague et Varsovie.

jours à Washington, par J.-P. Lentin... Festival des arts traditionnels 1976 : Musiques du Ghana ; 0 h. 5, Les foules de paroles ; 0 h. 10, Concert de nuit : « Mariette Dietrich », par A. de Carvalho et M. André.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE - INTER (Informations toutes les heures) ; 7 h. R. du Mûrier ; 9 h. 30, Questions sans visage ; 10 h. 30, Chansons à l'honneur (samedi) ; 9 h. 45, Les amis amateurs ; 11 h. 45, Anne Gaillard ; 12 h. 15, L. Besson, J. C. Weiss ; 13 h. 30, Journal ; 14 h. 15, Le temps de vivre (samedi et dimanche) : L'oreille en coin ; 17 h. 45, Ecoute, c'est du belge ; 18 h. 15, Salimbanques ; 19 h. 30, Journal ; 20 h. 30, Marche ou rêve (samedi) : La tribune de l'histoire ; dimanche : Histoire d'opéra ; 22 h. 15, Le Pop-Club.

FRANCE - CULTURE, FRANCE - MUSIQUE : Informations toutes les heures ; 7 h. 30, L'heure info ; 9 h. 30, L'heure info ; 11 h. 30, L'heure jeu ; 13 h. 30, L'heure actualité ; 14 h. 30, L'heure espoir ; 15 h. 40, L'heure vérité ; 17 h. 30, L'heure plus ; 18 h. 30, L'heure bilan ; 19 h. 30, L'heure hik ; 20 h. 30, L'heure de rêve ; 0 h. 10, L'heure morte.

FRANCE - CULTURE, FRANCE - MUSIQUE : Informations toutes les heures ; 7 h. 30, L'heure info ; 9 h. 30, L'heure info ; 11 h. 30, L'heure jeu ; 13 h. 30, L'heure actualité ; 14 h. 30, L'heure espoir ; 15 h. 40, L'heure vérité ; 17 h. 30, L'heure plus ; 18 h. 30, L'heure bilan ; 19 h. 30, L'heure hik ; 20 h

RADIO-TELEVISION

LA RÉVOLTE VENDEENNE

vue par Gilbert Prouteau

« Une foule qui jaillit de la terre... » C'est pour Gilbert Prouteau, écrivain et cinéaste, l'image de la révolte vendéenne de 1793. Lors d'une conférence donnée aux Sables-d'Olonne, il a annoncé qu'il travaillait actuellement à l'adaptation pour la télévision du livre de Michel de Saint-Pierre, *M. de Charette, chevalier du roi*. Réalisé par Claude Barma, financé par Antenne 2, le film sera diffusé en quatre épisodes d'une heure et demie, un par année de guerre. Le tournage des premières scènes à Nantes et à Noirmoutiers devrait commencer au mois de février 1978. En attendant, Gilbert Prouteau poursuit son « texte » par l'exercice oral, avec un talent de conteur indéniablement meilleur façon de tester le public !

La démarche d'esprit de Gilbert Prouteau face à ce qu'il appelle le plus « abominable génocide de l'Occident » n'est pas tendre pour les Bleus. Il compare les « colonnes infernales » aux « hordes nazies » et leur général Turreau au ministre doc Goebbels ! Puis il s'en prend aux mensuels de la « histoire officielle », toujours écrits par les vainqueurs.

L'écrivain évoque ces mots colportés dans les villages de Mauges, de Gâtines et du Haut-Socage, un jour de mars 1793 : « Ils ont tué le roi... Quelques semaines après, les cloches de six cents paroisses se mettent à battre : locustes, glaces, vèpres et carillons », extraordinaire concert qui annonçait que « les Vendéens ne veulent pas d'un ordre nouveau... ». Ce seront alors les combats, avec leurs cortèges d'horreurs (deux cents mille Vendéens tués), que Gilbert Prouteau analyse de façon un peu manichéenne. Mais qui pourrait reprocher à un Vendéen de voir dans ce génocide l'application du principe hérité de la Terreur : « La pitié n'est pas un sentiment révolutionnaire » ?

Même si, comme le dit l'écrivain vendéen, « l'histoire ne justifie rien, elle comprend tout », peut-on espérer que ce film échappera aux conformismes du moment ? Car les Vendéens de 1793 n'étaient ni des images de vivants ni des antiques à la botte des nobles et des curés, mais il s'agissait bien d'une révolte populaire, authentique et spontanée.

HERVE LOUBOUTIN.

France-Culture

Voyages matinaux

L'émission de Claude Hudelot et de Pascal Dupont devait s'appeler *Tropiques*. Ils l'ont baptisée « Parallèles ». Puisqu'elle est composée de deux rubriques, mises l'une à côté de l'autre, on s'attendrait à ce que ces voyages en pays lointains et celle de petits tours dans des régions beaucoup plus proches, voisines. Des invités — grands voyageurs, ethnologues, sociologues — qui ont parcouru les cinq continents, racontent leurs aventures, parlent du Nil, des îles Orchades, de l'Éthiopie, de la Cordillère des Andes, de tel village de Chine ou des habitants de Hong-Kong, de ceux de New-York, etc. Voilà pour l'évasion, pour l'exotisme. De leur côté, Claude Hudelot et Pascal Dupont sont partis à la découverte d'un quartier de Paris (Belleville), de Tautavel (petit village des Pyrénées), de Marigues (à l'occa-

sion du Festival des peuples méditerranéens) et encore de Copenhague. Ils ont inséré, en contrepoint, leurs propres reportages, leurs impressions avec les voyages sonores, les témoignages des spécialistes. De ce chassé-croisé, de ce va-et-vient, entre le lointain et le proche, l'auditeur retient un sentiment de dépaysement. Le montage de documents originaux, de lectures, de musiques a été conçu pour que s'établissent des parentés, que se créent des ruptures. Émission de vacances, programmée pour le mois d'août, *Parallèles* invite aux randonnées imaginaires, aux multiples départs possibles et conçoit des retours en provenance qu'on peut aussi voyager sur place, sinon dans sa propre chambre. — M. L. B.

* France-Culture, chaque jour de 7 heures à 8 heures.

Les films de la semaine

● **UN CONDÉ**, d'Yves Boisset. — Dimanche 7 août, TF 1, 20 h. 30.

Un policier psychopathe dans un film noir au rythme américain. Parce qu'il est des ennemis avec le ministre de l'Intérieur et la censure (qui craignaient pour l'honneur de la police française), ce film passa pour contestataire. C'est simplement un récit bien ficelé, avec la technique toujours un peu raccochée de Boisset. Michel Bouquet en assure l'unité et la force dramatique par sa présence inquiétante, à m'bigu, de « condé » mort dans sa haine à l'égard des truands qui ont tué son ami.

● **MANZELLE BONAPARTE**, de Maurice Tourneur. — Dimanche 7 août, FR 3, 22 h. 30.

La passion romantique de Cora Pearl, courtisane Second Empire, et d'un aristocrate légitimiste conspirant contre Napoléon III. Une intrigue mélodramatique, les sentiments exacerbés, un certain luxe des décors et des costumes. Raymond Rouleau a le charme d'un beau ténébreux. Edwige Feuillère passe des frivolités semi-mondaines à la composition dramatique.

● **LE VOYAGE D'AMÉLIE**, de Daniel David. — Lundi 8 août, TF 1, 20 h. 30.

L'univers des marginaux de la société de consommation peint avec une poésie cocasse, une certaine tendresse et un réalisme débarrassé de tout cliché pittoresque par un comédien-réalisateur qui a été, depuis, l'auteur d'*L'ombre des châteaux*. Ce premier long métrage de Daniel David, réalisé avec 3 millions légers et sans redettes, est un vrai grand film social.

● **MADAME X**, de David Lowell Rich. — Lundi 8 août, FR 3, 20 h. 30.

La mélo dans toute sa splendeur et ses effets lacrymaux, avec les malheurs d'une femme sans cesse victime d'un mauvais destin et qui se retrouve devant un tribunal

pour un éblouissant coup de théâtre. L'émotion emporte les invraisemblances accumulées et Lana Turner attendrait les pires.

● **COMMENT VOLER UN MILLION DE DOLLARS**, de William Wyler. — Mardi 9 août, A 2, 20 h. 30.

Faux tableaux, faux comédiens et marivaudage dans un musée au cours d'un vol audacieux. La comédie américaine s'accommoda mal d'un budget de superproduction et du gigantisme de la pellicule. Wyler, qui avait, jadis, réussi *Vacances romaines*, a, cette fois, raté son coup. Le récit, trop long sans rythme, se traine et la caméra s'attarde sur les décors qui ont coûté cher. Une consolation : le duo Audrey Hepburn-Peter O'Toole.

● **LA FUREUR DES HOMMES**, de Henry Hathaway. — Mardi 9 août, FR 3, 20 h. 30.

Pathway a signifié des caractères (son héros pour suivi repugne à se servir d'une arme à feu et à tuer, ce qui est inhabituel dans un western) et fort bien réalisé des scènes d'action sans se livrer, comme c'est aujourd'hui à la mode, à une surenchère de la violence.

● **LE CRI DE LA VICTOIRE**, de Raoul Walsh. — Mercredi 10 août, FR 3, 20 h. 30.

L'histoire de quelques jeunes Américains devenus « marines » dans la deuxième guerre mondiale. Tout en brossant de manière spectaculaire des séquences de bataille, Walsh a évité les « mo » de bravoure militaire. Ses personnages restent vrais, humains, et la guerre n'est jamais montrée sans une aventure exaltante. On y meurt ou on en revient infirme.

● **REMONTONS LES CHAMPS-ÉLYSÉES**, de Sacha Guitry. — Jeudi 11 août, A 2, 15 heures.

Les inventions personnelles et savoureuses de Sacha Guitry pour raconter l'histoire

des Champs-Élysées à travers celle d'une famille française issue d'un fils illégitime de Louis XV. Fantaisies et piquettes des images et des dialogues, charme de petits tableaux animés par de nombreux acteurs merveilleusement dirigés. Guitry, lui, tient cinq rôles et n'hésite pas à faire se rencontrer, sous les arbres du Rond-Point, en 1815, Napoléon vaincu et le jeune Bonaparte.

● **LA PROMESSE**, de Paul Feyder. — Jeudi 11 août, FR 3, 20 h. 30.

L'étude d'une passion enfantine qui se dilue dans un mélodrame polichon. La mise en scène, l'échec, met surtout en valeur les paysages de Provence ou se passe l'action. Les personnages sont stéréotypés, sauf celui de Gisèle Pascal.

● **MA POMME**, de Marc-Gilbert Sauvajon. — Dimanche 14 août, 17 h. 30.

Maurice Chevalier, dans un costume de clochard trop pittoresque, démontre, à propos d'une invraisemblable histoire d'héritage, que l'argent ne fait pas le bonheur. Cinématographiquement, cette comédie de boulevard ne vaut pas un clou et le vieux roi du music-hall, alors encore vert (c'était en 1957), ne recule devant aucun effet.

● **LE SECRÉ DE SANTA-VITTORIA**, de Stanley Kramer. — Dimanche 14 août, TF 1, 20 h. 30.

Kramer, qui aime les grands sujets, a tourné en Italie — en imitant le néo-réalisme des années 45 — une comédie truculente qui ne traite rien moins que de la dignité de l'homme moyen dans les épreuves de la guerre. Anthony Quinn, cabaretier abruti, découvre les théories de Machiavel sur l'exercice du pouvoir et s'en inspire pour sauver le patrimoine collectif en tenant tête à un officier SS. Naïveté et confusion, réalisation académique. Mais il y a la Magnani.

● **LA MAIN DU DIABLE**, de Maurice Tourneur. — Dimanche 14 août, FR 3, 22 h. 30.

Issue du courant fantastique écloso dans le cinéma français sous l'occupation, cette adaptation moderne d'une nouvelle de Gérard de Nerval fait du Diable un petit homme en noir aux allures de fonctionnaire (Palau, excellent) et plonge Pierre Fresnay (remarquable) dans une atmosphère de mystère et d'angoisse. Style expressionniste et émotions fortes. Un film curieux et passionnant.

● **BLANCHES COLOMBES ET VILAINS MESSIEURS**, de Joseph L. Mankiewicz. — Lundi 15 août, TF 1, après-midi.

Une folie et vertueuse salu-tiste face aux mauvais garçons d'un quartier mal famé de New-York. Ballets et chansons d'après un succès de Broadway, Jean Simmons et Marlon Brando ne sont pas exactement des acteurs de comédie musicale et Mankiewicz s'est égaré dans un genre fait pour Minelli et Donen. Quelques belles scènes, pourtant, grâce au chorégraphe Michael Kidd.

● **L'HOMME DE LA PLAINE**, d'Anthony Mann. — Lundi 15 août, TF 1, 20 h. 30.

La pureté classique du western, selon Anthony Mann. Action, réalisme, exaltation de la virilité et du sens de l'honneur, espace qui vibre autour des hommes. Lyrique du monde des pionniers. Un chef-d'œuvre.

● **AVENTURES DE JEUNESSE**, de Martin Ritt. — Lundi 15 août, TF 1, 20 h. 30.

Construit à partir de plusieurs nouvelles autobiographiques d'Ernest Hemingway, ce film, pourtant ambitieux, réduit à une image anecdotique la jeunesse et l'apprentissage de la vie du grand écrivain. Un portrait édifiant et sans vie.

A propos de France-Musique

MONSIEUR SARTRE, VOUS AVEZ RAISON

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, Jean-Paul Sartre a dit : « France-Musique (le Monde du 28 juillet), Louis Dandrel, rédacteur en chef de cette station, répond :

Les programmes de France-Musique sont très mauvais. Il y a trop de pop, trop de jazz. Tout le monde le dit. Monsieur Sartre, vous avez raison.

France-Musique ne remplit pas son rôle, qui serait de montrer les musiciens les meilleurs. La musique classique y a le plus grand logement. Mais on entend autre chose, la présence de nouvelles musiques, avec des morceaux sans unité qui vont à l'eau. Encore une fois, tout le monde le dit, et vous avez raison. Ajoutez que les nouveaux auditeurs se contentent d'entendre des flots de sons, que les responsables de France-Musique ont perdu l'idée de la musique vraie, qu'il est temps de remettre tout cela en ordre, et vos idées paraissent devenues celles de commentateurs d'une presse à laquelle vous craignez de servir de caution, celles de tous les bien-pensants du quart d'heure. La réforme de France-Musique n'était certainement pas pour aujourd'hui, puisque vous-même, monsieur Sartre, ne la comprenez pas.

Vous devez pourtant savoir que la radio est malheureusement impropre à restituer l'image que vous en attendez. Vous entretenez avec la musique une relation que vous qualifiez de personnelle. Comme tout le monde, il va sans dire, mais si, par personnel, il faut comprendre égoïste, vous amputez la musique de la plus grande part de sa fonction, qui est l'échange.

La musique savante européenne est devenue un objet de contemplation ou de consommation, ou les deux mêlés. Votre appareil de radio vous appartient, comme ce qui doit en sortir. Assis devant un substitut de musiciens, voire de musique, vous restez ce qui n'est rien. Vous revenez — seul à seul. Et que faites-vous des musiques « pour communiquer » ?

Les quatre-vingts ans de Mme Reichert

Il y a, en France, plus de cinq millions de jeunes âgés de dix-huit ans. Devons-nous leur livrer pieds et poings liés à la production commerciale ? Les musiques nouvelles que vous méprisez, le pop ou la chanson, est peut-être aussi la possibilité de capter le monde.

Le monde tel qu'il est, et non tel qu'il fut. Pourquoi refusez-vous d'entretenir

le moindre échange avec ce monde-là ? Vous avez simplement oublié de mentionner dans votre entretien. Connaissez-vous la musique que composent les jeunes ? Depuis deux ans, une centaine d'artistes travaillent dans les ateliers instrumentaux de France-Musique. Ils jouent Edgar Varèse, André Jolivet, Maurice Kagel : ils improvisent. Percussions, électro-acoustique, science-fiction, légende : leur monde sonore n'est pas celui de la sonate. Ils brisent votre sens mais non le sens. Ils inventent, et pas plus que Mozart, ils ne savent pourquoi.

France-Musique ne rejette pas l'« auditeur jeune » vers les « machines de consommation ». Pour vous et pour « tout le monde » ce qui est proprement scandaleux, c'est de diffuser dans un même programme des genres musicaux différents. La préservation de la hiérarchie des valeurs culturelles est le principal souci de ceux qui détiennent le plus beau capital. On les comprend.

La vraie réforme de France-Musique repose hélas ! sur le principe contraire. Une chaîne de radio est un « lieu » de rencontre public (faul-il invoquer le service public ?) et non un domaine privé. On sait que 98 % des Français ignorent à peu près tout de la musique. A la sous-culture généralisée, on voudrait répondre par l'appropriation d'un puissant moyen de formation au profit de quelques-uns.

Par conviction profonde et par déontologie, les responsables de France-Musique n'ont cessé de présenter sur un pied d'égalité toutes les formes de la musique. En cela le rôle de France-Musique a changé, vous avez raison. Il n'est plus de montrer les valeurs reconnues par l'histoire — et par quel décret n'aurait-il été que celui-là ? Il est d'orienter son antenne là où se fait toute musique. L'ancienne, la nouvelle. Il n'est pas de notre compétence de dire qui est la vraie. Il est de notre devoir de dire ce qui est, de créer les conditions d'une information aussi complète que possible en ayant recours à des gens de tous horizons. Certaines musiques ne vous concernent pas, vous n'êtes pas obligés de les entendre. Mais les festivals de chansons populaires et musique traditionnelle de Barcelone ou de Fontblanche sont aussi importants que les festivals de Salzbourg ou d'Aix-en-Provence. France-Musique les diffuse tous.

Mme Reichert a fêté ses quatre-vingts ans un beau dimanche sur France-Musique en chantant tout au long de la journée des airs du Haut-Rouergue. Pendant une semaine, Mstislav Rostropovitch a donné une sublime leçon d'interprétation à un jeune violoncelliste.

par

LOUIS DANDREL

Et Herbert von Karajan, Léonard Bernstein, Amar Nath, Joe Mac Phee... Vous avez raison, leur cohabitation devrait être impossible.

Pas d'intrus

Car ce que devrait être France-Musique, c'est évidemment une radio modèle : des voix manœuvrières des présentateurs fins connaisseurs et discrets, de la vraie musique — de la grande musique, des musiciens choisis parmi les meilleurs, écoulés par une chaîne hi-fi stérile, la meilleure, et la plus chère si possible. Il faudrait sans doute s'habiller pour écouter une radio de qualité. Car c'est au nom du modèle, au nom de la qualité, que l'on doit fabriquer une politique culturelle. Et l'on sait désormais que c'est en imaginant pour le compte d'autrui ce qui devrait être que l'on est enfin parvenu à définir ces admirables petits dénominateurs communs de la culture, qui ne cessent de devenir de plus en plus petits.

Conséquence imprévisible sans doute dont personne n'est responsable. Vous existez, vous revendiquez la satisfaction de votre désir d'auditeur. Douze heures par jour de musique du grand répertoire ne vous suffisent pas. Vous ne voulez pas d'intrus. Paradoxe, pour France-Musique le plus petit dénominateur commun c'est Bach, Haydn, Mozart, Schubert, Beethoven jusqu'à Ravel. Il appartient à vous « tout le monde » et nul n'estime contradictoire la distribution exclusive, automatique et permanente, des chefs-d'œuvre et le respect qu'on leur doit.

Au plaisir du hasard

La plupart des « grands auditeurs » de France-Musique, servent, font des comptes, dorment ou dorment agréablement en écoutant leur musique classique. L'univers harmonique favorise le développement du discours intérieur et comble les fissures. Les nouveaux auditeurs selon vous « se contentent d'entendre des flots de sons ». Claude Lévi-Strauss a vu publiquement appartenir à la catégorie des auditeurs définie ci-dessus.

Vous existez mais avec vous vingt mille musiciens amateurs. Ils ne jouent pas de piano. Dans leur obscurité

existentiel ils se sont livrés aux petits bonheurs de la trompette du tibia, de l'accordéon, de la mandoline du chant, de la guitare. Vingt mille qui ont fêté le 28 mai dernier le deuxième jour J de la musique et dont vous devez malencontreusement supporter les échos sur votre chaîne nationale. Cela ne vous concerne pas, fermez votre porte. Le seul geste qui reste à apprendre est d'attendre ces machines audiovisuelles, pour savoir quand et pourquoi on les allume.

CORRESPONDANCE

Pour un musée radiophonique

Nous avons reçu d'un lecteur, M. Raymond Roussel, la lettre suivante :

Ainsi il aura fallu que Jean-Paul Sartre lui-même s'en mêle pour que le monde se fasse enfin l'écho de l'indignation de tous ceux — de droite ou de gauche — qui aiment la musique : « des machines de consommation... j'entends parler, le dimanche, ce genre d'obscénité... entreprise de démolition de la musique... ». Voilà ce que dit Sartre à propos de France-Musique. Que cela fait du bien à lire !

Tout naturellement, Lucien Malsion, son interlocuteur, tente d'atténuer la virulence du propos : « Musique valable ou valable, musique vraie ou musique de consommation, qui va juger ? »

Qui va juger, mon cher critique ? Mais vous précisément ! C'est votre métier, n'est-ce pas ? Il y a un siècle, vos confrères se sont ridiculisés en traçant les impressionnistes dans la boue ; du moins avaient-ils eu le courage d'assumer leur responsabilité. Les critiques d'aujourd'hui s'en gardent bien ; ce sont des machines automatiques pour la distribution des éphémères louangeuses ; et ils meublent le vide de leurs écrits, comme tous les beaux esprits du temps, au moyen de mots à la mode : « élitique » est de ceux-là. Pour eux, en définitive, d'importance qu'il n'importe quoi. Les *Paraphrases de Chérubini* et la *Flûte enchantée*, qui va juger ? la « pop music » et la musique baroque, qui va juger ? Le répertoire de Jacques Brel ou de Sylvie Vartan et les

lieder de l'Amour et la Vie d'une femme ou des Amours du poète, qui va juger ? N'importe quel vaut n'importe quoi, vous dis-je ! (...)

Il est cependant permis de rêver... de rêver d'une radio qui serait respectueuse de toutes les libertés, même de celle des minoritaires, et qui serait soucieuse de préserver toutes les valeurs, même celles qui ne se monnaient point : d'une radio qui créerait un poste assumant, pour la musique, le même rôle que le Louvre et le Musée d'art moderne pour les arts plastiques. Sa mission consisterait ainsi dans la diffusion de toutes les grandes œuvres, celles du passé, celles du présent : disons, pour être facilement compris : de Joseph des Prés et de Palestrina à Varèse et Messiaen. Les programmes seraient conçus par un groupe de musicologues qualifiés, selon une grille simple, cohérente, exprimant la diversité des genres, tout en évitant avec le plus grand soin les mélanges qui sont autant d'offenses et d'insultes à toute sensibilité musicale. Une très large part y serait faite aux intégrales des grands compositeurs. Les présentations, toujours concises, seraient assurées par des critiques dont la compétence serait attestée par leurs travaux. Dans un respect élémentaire des compositeurs, comme des auditeurs, une œuvre diffusée le serait toujours dans son intégralité. Bref, un poste qui ne serait autre que le musée radiophonique de la musique. Alors, pourqu'on pas « musée-musique » au programme commun de la gauche ?

SCIENCE POLITIQUE

par Alain Duhamel

Un « autre » communisme et son « discours »

L'EUROCOMMUNISME est un thème à la mode. C'est sans doute une idée neuve. C'est sûrement un tournant idéologique et politique. L'innovation y fleurit mais l'ambiguïté y prospère. On y trouve pile-mêle des hardesses et des habiletés, des convergences et des contradictions, des amorces de changements vrais et des maquillages de circonstance. D'où l'intérêt et l'utilité du nouveau livre d'Annie Kriegel *Un autre communisme* ?

Car avec Annie Kriegel, on le sait, nul clair-obscur à craindre, nul à-peu-près à redouter, et nul risque de surestimer la légèreté des nouveautés en trompant l'œil. Ancienne militante communiste intraitable devenue, sa foi perdue, une très brillante universitaire, elle met aujourd'hui autant de vigueur, d'autorité et de passion à étudier — et souvent à démythifier — ses anciens camarades que jadis à combattre à leurs côtés. Et comme elle a une connaissance évidemment approfondie de son milieu d'origine, une clarté un brin vindicative et un véritable bonheur d'expression, son livre constitue la meilleure, la moins complaisante et la plus restrictive des introductions à l'eurocommunisme.

Dès le départ, balayant avec hauteur la « marée de sottises » inspirée par les évolutions récentes des partis communistes espagnol, italien et français, Annie Kriegel décide qu'il faut donner à l'eurocommunisme un cadre d'analyse et s'entendre sur les définitions. Le vocabulaire eurocommunisme, apparemment, a été trouvé par Arrigo Levi, rédacteur en chef de *la Stampa*, dans un article donné à *Newsweek*. Mais il peut recouvrir des réalités fort diverses : un vieillissement, une adaptation, voire une métamorphose. On peut y déceler une variété nouvelle de communisme — comme le titisme ou le castroisme — ou bien une stratégie révolutionnaire à l'échelle régionale, ou tout simplement la tentation, commune à plusieurs partis, de prendre des distances avec l'Union soviétique pour mieux atteindre leurs objectifs dans les sociétés industrielles. Ce qui n'est pas du tout la même chose.

Avant d'examiner systématiquement chacune de ces hypothèses, Annie

Kriegel rappelle évidemment que le propre de l'eurocommunisme, c'est d'abord de ne pas correspondre aux frontières européennes. Ou alors il faudrait étendre celles-ci au Japon et en retrancher le Portugal, l'Autriche, l'Allemagne fédérale, la Grèce, la Finlande, le Danemark, le Luxembourg, etc. Et même si l'on peut enregistrer la sympathie du parti belge ou la neutralité du parti hollandais, il concerne surtout les trois grands partis espagnol, italien et français, qui ont en commun une dimension méditerranéenne, latine, catholique, industrielle, bref géoculturelle.

Sur les raisons de cette émergence, point de mystère : la coexistence pacifique, donc la stabilité des relations internationales européennes, a rendu plus perméable le « cercle de craté » entourant chacun des trois partis dans son propre pays. La nation a commencé à pénétrer davantage le socialisme. Depuis l'année 1956, et le traumatisme du rapport Khrouchtchev, l'importance du label d'orthodoxie a décliné. Chacun à sa manière, le P.C.I. avec une science ambiguë et une célérité inventive et le P.C.F. avec un style moins gracieux de *stop and go* ont évolué. Et puis les expériences internationales ont joué. Santiago Carrillo a été marqué par le « printemps de Prague » (bien que, contrairement à la thèse commune que reprend Annie Kriegel, il ne soit venu en Tchécoslovaquie) ; Enrico Berlinguer n'a pas oublié les leçons du Chili, ni Georges Marchais celles du Portugal.

Faut-il pour autant, dans ces entreprises toutes marquées par la malédiction qui, jusqu'à aujourd'hui, frappé les relations entre socialisme et liberté, découvrir déjà une nouvelle famille communiste ? Annie Kriegel, c'est clair, reste fort méfiante. À propos du parti communiste français, par exemple, elle souligne les ambiguïtés, les timidités, les limites des évolutions pour tout ce qui touche aux questions de la liberté. Le réexamen du stalinisme ne lui paraît pas, malgré les efforts de Jean Elleinstein, encore satisfaisant, et elle a raison.

son. L'abandon de la dictature du prolétariat ne lui semble pas équilibrer la persistance du centralisme démocratique ou du schéma économique, et elle n'a peut-être pas tort. La « vérité de parti » reste à ses yeux encore vivace. Il est vrai qu'on a pu l'observer encore récemment à propos de l'appel du 10 juillet.

De même, de l'évidente liberté de mouvement des partis « eurocommunistes » se refuse-t-elle à conclure à une « stratégie régionale ». Cette fois, nul, y compris parmi les dirigeants de ces partis, ne sera d'un avis contraire. Des sensibilités communes, des convergences, et même le « sommet » symbolique de Madrid, ne correspondent, de toute évidence, à aucune alliance organique, ni de près ni de loin. Pour l'instant, le P.C.F. lui paraît plus sensible à la tentation d'un socialisme national, voire nationaliste — à la roumaine si l'on veut — qu'à l'eurocommunisme. Et elle insiste bien sur le conformisme des P.C. italien ou espagnol par rapport à la politique étrangère soviétique. Annie Kriegel n'est même manifestement pas persuadée qu'il soit possible de substituer à la vieille légitimité communiste — l'identification du parti et de la classe ouvrière — une nouvelle légitimité faite de radicalisme verbal, de réformisme pratique et de nationalisme stratégique. Le parti communiste d'Union soviétique lui paraît disposer de trop nombreux moyens d'influence pour cela de lutter à armes égales avec les autres formations politiques, n'en a pas moins retrouvé une influence fort honorable. Elle ne tient sûrement pas assez compte de ce que, pour le parti communiste français par exemple, la dose massive d'innovation inoculée en moins de deux ans a forcément des effets mal contrôlables sur les nouveaux adhérents. On peut aussi lui reprocher, chemin faisant, de surestimer largement le poids du C.E.R.S. au sein du P.S. — notamment sur le plan idéologique et sur l'organisation. On peut même imaginer que, par la force des choses, la solidarité des partis eurocommunistes tra croissant et leur autonomie politique et sentimentale à l'égard du « grand frère » d'Union soviétique s'élargissent.

Reste que la lecture d'*Un autre communisme* est une lecture intéressante.

ans pour tenter un « remake » d'une tactique déjà employée au moment du Front populaire. Elle ne pense pas que l'eurocommunisme s'efface au profit d'un retour discret à l'orthodoxie. Mais elle juge qu'il demeure une dimension secondaire de l'action de partis qui devront aller, dans leurs relations avec le P.C.U.S., de compromis discrets en compromis discrets. Si le P.C.F. lui a l'air plus proche du pouvoir que ses cousins germains, ce n'est pas en tant qu'eurocommuniste. Et ce ne serait pas pour gêner l'U.R.S.S. qui attendrait avec gourmandise les difficultés que cela ne manquerait pas de provoquer au sein du Marché commun.

Ceux qui sont à la recherche de fermeté ont donc tout intérêt à trouver d'autres lectures de vacances. Ceux qui apprécient les critiques sans concessions et qui aiment voir pénétrer les idées « fa » seront davantage à leur aise. Il est bien clair, une fois de plus, en lisant Annie Kriegel, que, si les non-communistes ont une tendance naturelle à exagérer le poids des innovations des partis communistes, les anciens communistes ont une propension symétrique à en diminuer exagérément la portée.

Annie Kriegel, par exemple, sous-estime manifestement la performance réussie par le parti communiste espagnol, qui, reconnu au tout dernier moment et ainsi privé de la possibilité de lutter à armes égales avec les autres formations politiques, n'en a pas moins retrouvé une influence fort honorable. Elle ne tient sûrement pas assez compte de ce que, pour le parti communiste français par exemple, la dose massive d'innovation inoculée en moins de deux ans a forcément des effets mal contrôlables sur les nouveaux adhérents. On peut aussi lui reprocher, chemin faisant, de surestimer largement le poids du C.E.R.S. au sein du P.S. — notamment sur le plan idéologique et sur l'organisation. On peut même imaginer que, par la force des choses, la solidarité des partis eurocommunistes tra croissant et leur autonomie politique et sentimentale à l'égard du « grand frère » d'Union soviétique s'élargissent.

Reste que la lecture d'*Un autre communisme* est une lecture intéressante.

munisme ? est un exercice intellectuel salutaire et décapant, ne serait-ce que pour empêcher de tenir pour acquis ce qui, à l'échelle de l'histoire, ne fait encore que s'esquisser timidement et de façon parfaitement réversible.

L'excellent livre de Dominique Labbé sur le « discours communiste » ne ressemble évidemment pas du tout à l'essai brillant et provocant d'Annie Kriegel. Il s'agit d'un travail fort universitaire, agréablement écrit, parfaitement clair, vigoureusement composé, mais sur un tout autre registre. Au bout du compte, il a pourtant, lui aussi, son originalité. Car si l'on étudie beaucoup l'histoire et les structures du P.C.F., on néglige souvent l'examen précis et systématique de son idéologie. Or c'est justement ce que fait Dominique Labbé à partir des résolutions des congrès de 1961, 1964 et 1967, du discours de Maurice Thorez au comité central de Malakoff (en décembre 1963) et du manifeste de Champigny (en décembre 1968).

Tirant tout le parti possible des méthodes d'analyse linguistique qui, jusqu'à présent, avaient surtout été appliquées aux discours du général de Gaulle, elle ne modifie évidemment pas la connaissance historique que l'on a de cette période. Mais elle démonte et minutieusement la mécanique des textes communistes, elle dissèque si bien leur structure, elle isole si précisément leurs caractéristiques que, après avoir lu son livre, on n'écoute plus de la même façon un discours d'un dirigeant communiste. On peut lui reprocher sans doute un goût un peu trop prononcé pour les leçons d'épistémologie et quelques postulates fort idéologiques. Mais, tant sur les mots-clés que sur la structure rhétorique et sur les variations de mise en scène de l'idéologie selon la conjoncture politique, son travail ouvre de toute évidence une voie bien intéressante.

★ *Un autre communisme* de Annie Kriegel. Rassemblement de la littérature et sciences humaines. Collection « Hachette essais », 183 p., 28 F.

★ *Le Discours communiste*, de Dominique Labbé. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 218 p., 110 F.

FROULLETON - N° 24

7-8 AOUT 1977

LES ENVOÛTÉS par Witold Gombrowicz

Cédant aux supplications de Skolinski, Grigore lui a révélé le secret de Mylotech : la folie du prince depuis la disparition de François, duquel il attend perpétuellement un signe ; le trébuchement de la serviette dans la « vieille cuisine », lié à la présence dans cette pièce du même François. Devant tant de mystère, et profitant de l'absence de Kholawitski, le professeur décide d'aller parler au prince. Mais il rencontre un homme totalement effrayé devant cette présence étrange.

Le professeur avance de quelques pas et se mit à parler au prince comme à un enfant. « Allons, il n'est pas si difficile de mettre de l'ordre. Je vous conseillerais de commencer en partant de ce coin, puis de poursuivre graduellement vers les droites les long des murs. »

Le prince le regarda. « En partant de ce coin ? Vous avez raison ! Oui, bien sûr ! Mais pourquoi ce coin et pas un autre ? C'est celui qui est le plus près du lit. »

Il leva le bras dans un geste de stupéfaction. « C'est juste, souffla-t-il. — Si vous permettez, prince, nous nous y mettrons tout le suite. »

Le professeur se pencha sur le fouillis. Skolinski se trouvait dans une situation embarrassante. Kholawitski pouvait apparaître à tout moment et les rangements s'annonçaient assez longs. Il essaya de s'éloigner sous divers prétextes, mais le prince s'accrochait à lui et ne le laissait pas partir. S'il craignait Skolinski, il redoublait manifestement encore plus la sollicitude.

« Non, non, non ! Encore ce tas ! » Soudain la porte s'ouvrit. C'était Kholawitski.

« Que se passe-t-il ici ? » demanda-t-il durement. Le prince se leva brusquement. « Ah ! Henri ! Ce n'est rien. Inutile de crier, Henri. Des rangements ! Nous faisons des rangements ! A quel bon s'énervier. Ce monsieur a été assez aimable... mais ce n'est rien, seulement ça ! »

Il se mit à trembler. Mais le secrétaire, sans faire attention à lui, s'approcha du professeur : « Sortez ! souffla-t-il avec fureur. — Voyons, Henri, pourquoi se mettre en colère, stupide le prince. Ressez. Skolinski hésitait, mais Kholawitski le saisit par le bras et le poussa brutalement dehors. Ensuite, il s'approcha du prince : « Vous voyez cela, prince ? dit-il à voix basse, en montrant la cravache qu'il tenait encore à la main. Je vous conseille de cesser vos caprices ! Sinon... Ma patience est à bout ! »

— Comment, Henri... Deux Jésus ! » Il se jeta sur son lit et se cacha la

tête dans les coussins. Jamais encore le secrétaire n'avait menacé de le battre. Un sanglot aigu, enfantin, lui secoua le corps.

Le secrétaire n'avait pas le cœur à plaisanter. Il était revenu à bras armé de Polyka et avait le visage lacrimé par les branches. Bien que cela n'eût aucun sens, il voulait tenter d'avoir une dernière explication de Maya et comptait repartir aussitôt après s'être assuré que tout était en ordre au château. Il ne pouvait que constater les fatales conséquences de son absence.

Le professeur avait réussi à approcher le prince. Il le laissait pleurnicher sur son lit, claqua la porte et alla trouver le professeur.

« Je vous avais demandé de ne pas vous montrer devant le prince ! Les étrangers lui font les nerfs ! »

« Vous avez dit cela ? fit apathiquement Skolinski. Ah oui ! Je me rappelle. »

Mais Kholawitski ne croyait plus à cette apathie. Ni aux esprits ! Comment avait-il pu se montrer si naïf ! « Vous allez quitter le château sur-le-champ ! Votre présence est désormais indésirable, vous saluez ? Et maintenant écoutez bien ce que je vais vous dire. Vous ne pouvez pas me nuire directement, car j'ai en toute légalité. Toutefois, je tiens à éviter les chicanes. Si vous n'écoutez pas l'affaire, je récompenserai votre silence — vous comprendrez qu'en l'occurrence les questions d'argent ne comptent pas pour moi, et je suis prêt à me montrer généreux. Mais, au cas où vous cherchiez à me nuire, je connais des moyens radicaux... A bon entendeur ! »

Le professeur, qui observait derrière ses lunettes, comprit que toute résistance était inutile.

« Je pars, dit-il. Mais à tout voir de m'écouter. Vous vous attendez à des dangers chimériques sans voir ceux qui sont réels. A votre place, je renoncerais à tous ces projets et m'enfermerais le plus loin possible. »

« Je serais curieux de savoir pourquoi ? »

« A cause de ça ! »

Il pointa le doigt en direction de la vieille cuisine.

« Quelles bêtises ! »

« Je vous assure que ce ne sont pas des bêtises et que le danger n'est que trop réel ! Je vous aurai prévenu ! A tout prendre, je préférerais commettre un crime loin de ce lieu maudit plutôt qu'un minuscule forfait dans son voisinage. Le mal prend ici une dimension particulière ! »

Le ton solennel de la mise en garde fit, malgré sa fureur, haïr le secrétaire.

« Qu'avez-vous vu ? »

« C'est mon affaire ! »

« Déguerpissez ! s'écria-t-il. Vous avez cinq minutes pour disparaître de ma vue ! Asses de fadaïes ! et souve-

nez-vous bien qu'il vous faut choisir ! »

— Et moi je vous conseille de ne pas vous laisser porter à quelque fâcheuse extrémité. Souvenez-vous que vous ne savez pas ce qui se passe au château !

Au même instant, ils entendirent la voix du prince :

« Vous permettez ? »

Dans la pénombre de la pièce, vêtu d'une invraisemblable robe de chambre, il se tenait dans l'encadrement de la porte comme une apparition de l'autre monde. Kholawitski se précipita vers lui :

« Qu'y faites-vous ici, prince, au lieu d'être chez vous, dans votre chambre ? » s'écria-t-il, mais il se tut brusquement. Le prince était méconnaissable. Il repoussa le secrétaire d'un geste de la main, le savaient pas !

« Quelqu'un devait déguerpier. Allez bien entendu ? »

Skolinski, troublé, courba involontairement la tête devant l'impérieuse fierté et la dignité qui se dégageaient du fou :

« Je vais devoir partir, dit-il ému, le cœur plein de pitié pour le malheureux. »

« Puis-je savoir pourquoi ? »

« Parce que je le veux ! » s'écria Kholawitski.

« Depuis quand mes gens disposent-ils de mon château ? Je crains que si vous persistez dans ces dispositions vous ne soyez le premier... à quitter les lieux. »

Kholawitski devint blanc comme le mur. Jamais encore il n'avait rien entendu de semblable de la bouche du prince. Ce changement le dépassait. Et le prince semblait parfaitement lucide.

« Excusez-moi, balbutia-t-il. — Vous êtes mon hôte, poursuivit Kholawitski le même ton de grand seigneur à l'adresse du professeur. Je vous demande de rester et vous suppose de ne pas prêter attention à l'incorrection de mes gens. J'y mettrai bon ordre. Vous ne pouvez partir. Votre aide m'est absolument indispensable ! Le château est envahi de vieilleries — ne serait-ce que cette salle ! J'étouffe dans ce fouillis ! Je m'y noierai ! Ma santé n'y résistera pas ! Vous devez venir à mon secours ! J'en tomberai malade ! Sauvez-moi, sauvez-moi, sauvez-moi... »

Une fois prononcés ces derniers mots, de plus en plus vite au point qu'ils se formalisent plus qu'un cri, le dément s'affaissa.

« Hous d'iel ! », rugit Kholawitski, voyant le professeur se précipiter à son aide. Il empoigna le corps amaigri du prince et le transporta dans sa chambre.

Il venait seulement d'évaluer pleinement la gravité de la situation. Le mur de solitude bâti autour du prince s'était écroulé ! Le secrétaire perdait

ainsi un atout capital — il n'était plus le seul homme dont le prince ne pût se passer ! Le prince voulait garder Skolinski auprès de lui ! Et sur quel ton il avait parlé !

Que faire ? Il entendit le prince sur son lit et courut retrouver le professeur.

« Vous avez cinq minutes pour disparaître ! »

Mais le professeur secoua la tête avec détermination : « Je ne partirai pas ! — Comment, vous ne partirez pas ? — Vous avez entendu que je suis l'hôte du prince. »

« Mais il est complètement fou ! — S'il l'est vraiment, il faut le placer sous tutelle. Pour le moment, je suis ici, et j'y reste. Je ne quitterai le château que lorsque le prince me le demandera expressément. — Vous envisagez de le prendre sous votre protection ? — Peut-être. »

La décision du professeur était irrévocable.

Bien pire, celle du prince aussi. En vain Kholawitski tenta-t-il de briser l'obstination maladroite du fou. Le prince, après avoir repris conscience, tomba dans une grande faiblesse. Le sursaut héroïque qui l'avait opposé au secrétaire dépassait ses forces et il avait repris, face à lui, une attitude craintive, écoutant avec humilité ses reproches et ses réprimandes. Il resta néanmoins sur ses positions, et Kholawitski comprit qu'il se séparait plutôt de lui que de Skolinski. Le professeur avait réussi à s'introduire au château. Il fallait se résigner à ce fait.

La nuit qui suivit ne fut pas, pour Kholawitski, meilleure que la précédente, et même plutôt cent fois pire. Les deux échecs qu'il avait essuyés à Polyka et au château chassaient le sommeil de ses yeux. Depuis quarante-huit heures, il n'avait pas connu de vrai repos. Maya ! Qu'était-elle arrivée à Maya ? Pourquoi s'était-elle enfuie dans la forêt ? Pourquoi Walchek l'y avait-il poursuivie ? Pourquoi s'était-elle enfermée dans sa chambre et avait-elle refusé de le voir ?

A ces tourments s'ajoutait la sourde crainte que faisaient naître en lui les énigmatiques propos du professeur : « Je préférerais commettre un crime loin de ce lieu maudit plutôt qu'un minuscule forfait dans son voisinage. Le mal prend ici une dimension particulière. »

Au petit matin, il finit par sombrer dans un profond sommeil. Mais à 10 heures, Grigore le réveilla. On venait d'apporter une lettre de la part de Mme Kholawitska : « Venez tout de suite. Maya a disparu. Je suis très inquiète. »

(A suivre.)

(C) Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Malles et Hélène Włodarczyk.

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS

75427 PARIS - CEDEX 92 - C.C.P. 4297-22

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
108 F	195 F	283 F	370 F
TOUTS PAYS - ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
198 F	373 F	553 F	730 F
ETRANGER (par messageries)			
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE			
135 F	258 F	383 F	490 F
II. - TUNISIE			
173 F	325 F	478 F	630 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ملکة امینہ الاصل

SCIENCES

Des physiciens américains auraient découvert une nouvelle famille de particules

Batavia (Illinois) (A.P., A.P.P. Reuters). — Les physiciens du laboratoire national américain Enrico-Fermi, à Batavia, viennent d'annoncer qu'ils ont mis en évidence une nouvelle famille de particules. Baptisée upsilon, celle-ci serait dix fois plus lourde qu'un proton. Selon eux, cette particule pourrait être un premier signe de l'existence d'une nouvelle famille de particules et d'un cinquième quark.

Jusqu'en 1974, on considérait que la plupart des particules élémentaires étaient formées à partir de trois « briques », qu'on appelle quarks, et des anti-quarks associés. Les trois quarks alors connus, correspondant à trois propriétés des particules : la charge, la masse et l'étrangeté. A partir de 1974, on mit en évidence l'existence d'une quatrième propriété, le « charme », d'où l'on déduisit l'existence d'un quatrième type de quarks : celui d'un quark charmé. La découverte d'une nouvelle particule, appelée upsilon, dont la masse est trois fois celle du proton. Cette découverte valut, en 1976, le prix Nobel de physique à Burton Richter et Samuel Ting (le Monde du 19 octobre 1976).

Dès février de la même année, lors d'une réunion de la Société américaine de physique, les physiciens du laboratoire Fermi avaient présenté des résultats

tendant à prouver l'existence d'upsilon. Ils semblent aujourd'hui en avoir acquis de bonnes preuves. Si tel est le cas, et si cela prouve l'existence d'un cinquième quark, on peut s'attendre à une nouvelle « chasse aux particules ». On devrait en effet découvrir toute une nouvelle famille de particules ayant des propriétés correspondantes.

● **Vingt-trois savants et hommes politiques prennent position contre la bombe à neutrons dans le mensuel de Cologne Cahier pour la politique allemande et internationale** a indiqué, vendredi 5 août, la société éditrice. Parmi eux figurent notamment M. Frank Barnaby, directeur de l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm, et le savant atomiste Fritz Strassmann qui a découvert en 1938 avec Otto Hahn le principe de la fission nucléaire.

● **Le chimiste américain Louis Fieser, dont les travaux avaient contribué à la découverte de la cortisone, est décédé, apprenant, le 25 juillet à Cambridge (Massachusetts), à l'âge de soixante-dix-huit ans. Spécialiste de chimie organique, le professeur Fieser avait, au cours de la seconde guerre mondiale, participé à la mise au point du napalm, dont l'utilisation au Vietnam avait attiré une protestation de sa part auprès de la Maison Blanche.** (A.F.P., A.P.)

SPORTS

VOILE

ADMIRAL'S CUP.

Les Anglais chanceux avant le Fastnet

Samedi 6 août à 16 heures (17 heures, heure française), les concurrents de l'Admiral's Cup prennent le départ de la course du Fastnet, dotée du coefficient 3 sur un total de 8 pour l'ensemble de la Coupe. Cette ultime épreuve longue de 605 milles dure environ quatre jours ; elle permettra à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis de mettre le point final au duel qui les oppose depuis le début de ce championnat du monde de la haute mer disputé par dix-neuf nations.

En tête dans la première régate, les Anglais avaient dû ensuite abandonner cet honneur aux Etats-Unis. Mais la pénalisation infligée au voilier américain « Bay-Ben » a permis à la Grande-Bretagne de reprendre le commandement. Les Britanniques ont beaucoup de chances. Non seulement ils connaissent bien leur Solent, ses marées, ses courants, ses bancs de sable, mais encore les voiliers anglais sont mieux armés que ceux de l'autre rive. L'autre de sanctions qui les font rétrograder : l'Australie, la République fédérale d'Allemagne, Hongkong, les Etats-Unis, l'Italie, l'Irlande. Il est vrai qu'on a bousculé un peu sur les lignes de départ et autour des bouées. Sur la route du Fastnet, chacun aura la coude franchie.

On peut accorder aux trois voiliers américains Imp, Bay-Ben et Scaramouche, une légère supériorité par rapport aux Anglais Marlboro, Moonshine et Yonah, ces six bateaux étant remarquablement menés. Distances actuellement par ces deux vedettes, d'autres pays peuvent encore jouer un rôle de premier plan : Hongkong, qui surprend agréablement, la République fédérale d'Allemagne, l'Irlande, l'Australie, qui déçoit, et l'Italie. Huitième, la France se situe à peu près au même niveau que dans les deux dernières rencontres. Pour accéder à un meilleur rang, notre pays devrait préparer longuement à l'avance la prochaine confrontation disputée en 1979.

D'ici là, chacun aura l'occasion de mesurer sa valeur sous une forme nouvelle et plus accessible. En effet, l'Ireland Sailing Club de Cowes vient de prendre une initiative dont on devrait beaucoup parler l'an prochain. Il va mettre en jeu, les années paires, en alternance avec l'Admiral's

Cup, une coupe ouverte elle aussi à des équipes nationales de trois bateaux. Cependant, chaque pays alignera non plus des unités de 11 à 16 mètres de long, mais un ou deux (11 m environ), un trois quarts (10 m), un half-tonnage (9 m) luttant à armes égales à l'intérieur de ces catégories. La compétition comprendra deux épreuves en haute mer dans le Channel Race et deux régates dans le Solent.

La course en temps réel marque, une fois encore, des points.

YVES ANDRÉ.

Classement par équipes avant Fastnet. — 1. Angleterre, 50 pts ; 2. Etats-Unis, 43 pts ; 3. Hongkong, 37 pts ; 4. R.F.A., 36 pts ; 5. Irlande, 30 pts ; 6. Australie, 24 pts ; 7. Italie, 23 pts ; 8. France, 22 pts ; 9. Espagne, 44 pts ; 10. Argentine, 25 pts. Dix-neuf nations classées. Les Etats-Unis devancent la France à 27 secondes et l'Australie à 28 secondes lors de la deuxième journée des éliminatoires de l'America's Cup, disputée au large de Newport (Rhode-Island).

En tête dans la première régate, les Anglais avaient dû ensuite abandonner cet honneur aux Etats-Unis. Mais la pénalisation infligée au voilier américain « Bay-Ben » a permis à la Grande-Bretagne de reprendre le commandement. Les Britanniques ont beaucoup de chances. Non seulement ils connaissent bien leur Solent, ses marées, ses courants, ses bancs de sable, mais encore les voiliers anglais sont mieux armés que ceux de l'autre rive. L'autre de sanctions qui les font rétrograder : l'Australie, la République fédérale d'Allemagne, Hongkong, les Etats-Unis, l'Italie, l'Irlande. Il est vrai qu'on a bousculé un peu sur les lignes de départ et autour des bouées. Sur la route du Fastnet, chacun aura la coude franchie.

On peut accorder aux trois voiliers américains Imp, Bay-Ben et Scaramouche, une légère supériorité par rapport aux Anglais Marlboro, Moonshine et Yonah, ces six bateaux étant remarquablement menés. Distances actuellement par ces deux vedettes, d'autres pays peuvent encore jouer un rôle de premier plan : Hongkong, qui surprend agréablement, la République fédérale d'Allemagne, l'Irlande, l'Australie, qui déçoit, et l'Italie. Huitième, la France se situe à peu près au même niveau que dans les deux dernières rencontres. Pour accéder à un meilleur rang, notre pays devrait préparer longuement à l'avance la prochaine confrontation disputée en 1979.

D'ici là, chacun aura l'occasion de mesurer sa valeur sous une forme nouvelle et plus accessible. En effet, l'Ireland Sailing Club de Cowes vient de prendre une initiative dont on devrait beaucoup parler l'an prochain. Il va mettre en jeu, les années paires, en alternance avec l'Admiral's

BOULE — L'Ecosais Jim Watt a conquis, le 5 août, à Glasgow, le titre européen des poids légers en battant le Français André Holyk par arrêt de l'arbitre au premier round par blessure à l'arrosage nourricière.

VOLLEY-BALL — Pour la sixième fois consécutive, l'Union soviétique a dominé les championnats d'Europe juniors, organisés à Montpellier, en battant en finale la Tchécoslovaquie par 3 sets à 0 (15-6, 15-10, 15-7).

L'ANGLAIS A OXFORD

Cours d'été en anglais sur la langue et la littérature anglaises. Les cours ont lieu dans les collèges de l'université d'été, août et septembre. Pension complète en pension à partir de 180 livres. Directeur : Lawrence School of English, 2, Portland Road, Oxford, tel. 54322. — France : Thiel, 7, rue du 11-juin, 75001 PARIS.

PROBLEME N° 1834

1	2	3	4	5	6	7	8	9
X								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Ce qui permet d'éviter de patager trop longtemps ; Ne se contente pas de passer l'éponge.
II. Toujours à la recherche d'un équilibre ; Titre abrégé.
III. Ami d'enfance. — IV. Symbole. — V. Symbole.
VI. Ne laisse pas indifférent l'un n'a pas intérêt à mélanger les cartes. — VII. Presque incroyables. — VIII. Forte tête. — IX. S'oppose au rêve. — X. Cherche à joindre les deux bouts. — XI. L'amour était sa raison d'être. — XII. Ce ne fut la raison !

VERTICALEMENT

1. Poussent comme des champignons ; Figure blique. — 2. Se manifeste avec éclat ; Aussi ignorait, mais moins fine qu'Agnes. — 3. Temps ; Coule en France. — 4. Belle, plus durable que bonne ; Militaire. — 5. Sentent le renfermé ; En pente. — 6. Prénom ; Lisse.

CARNET

Naissances

— Françoise et Pierre Lachkareff font part de la naissance de leur fils, le 18 juillet 1977.

Décès

— Mme Paul Delmas-Marsalet et ses enfants, Maurice, Odette, Jacques et Nicole, ont le deuil de faire part du décès de Dr Paul DELMAS-MARSALET, professeur honoraire à la faculté de médecine de Bordeaux, médecin des hôpitaux, membre de l'Académie de médecine, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, croix de guerre 1914-1918, survenu le 29 juillet dans sa soixante-deuxième année. Ses obsèques ont été célébrées en l'église de Léognan (Gironde) par son beau-frère, R.E. Girard, à Guyot.

— M. et Mme Jacques Michalon, leurs enfants et petits-enfants, parents et amis, ont le deuil de faire part du décès de VITAL, survenu à Bouvès, le dimanche 31 juillet 1977.

Les obsèques seront célébrées en la cathédrale de Die (38), dans la prière et le recueillement, lundi 8 août 1977 à 10 h.

Le 8 août ne recevra pas les condoléances à l'issue de la cérémonie, et l'inhumation aura lieu dans l'intimité.

Not absent, bénéficiaire d'une réduction sur les séjours de « Carnet du Monde », nous prions de vouloir bien nous adresser vos condoléances par lettre pour justifier de cette qualité.

RELIGION

LE SAINT-SIEGE AUTORISE LE MARIAGE DES HOMMES AVANT SUBI UNE VASECTOMIE

Cité du Vatican (A.F.P.). — Les hommes qui ont subi une opération de vasectomie pour ne pas se marier, a annoncé le Saint-Siège vendredi 5 août. Un décret de la congrégation pour la doctrine de la foi permet dorénavant à ceux qui ont subi l'ablation chirurgicale du canal déférent, et ne sont plus en condition de procréer, de conclure un mariage valide.

Le décret en latin, en date du 13 mai dernier, confirme toutefois la doctrine catholique sur l'impuissance comme cause de nullité du mariage. Celle-ci existe, précise-t-il, quand un homme « n'a pas la capacité de porter à terme l'acte conjugal ».

Le concile Vatican II avait déclaré que la procréation n'est pas le seul but du mariage et soulignant l'importance de l'amour dans le couple. Le décret de la congrégation pour la doctrine de la foi ne change pas la doctrine de condamnation de l'Eglise à l'égard de la vasectomie et de toute autre forme de stérilisation, sauf pour les cas motivés par des raisons médicales.

Anniversaires

Tous ceux qui ont connu et estimé Joseph, Pierre MIROTTI s'associeront à son épouse et à son fils et auront une pensée émue, en ce jour anniversaire de sa mort.

Visites et conférences

DIMANCHE 7 AOUT

VIETNAMES — 10 h. 30, 13, rue de Valenciennes, Mme Magnani : « Le Bénin au palais du Luxembourg ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch : « Hôtel de Sully et exposition Les jardins en France ». — 15 h. 30, rue de Rivoli, Mlle Jajot : « Les salons du ministère des Finances ». — 15 h. 30, rue de la Harpe, Mme Fessy (sortie supérieure) : « Le Village de Sully ». — 15 h. 30, hall gauche, côté parc (train par Gare Saint-Lazare), Mme Magnani : « Le château de Malmaison-Laffitte » (Galerie nationale des monuments historiques). — 16 h. 30, rue Malher, « Les synagogues de la rue des Rosiers, le couvent des Blancs-Manteaux » (A travers Paris).

10 h., musée du Louvre, bureau d'information, Mlle Dutoit : « La joie de vivre dans la peinture en France et en Hollande » (L'art pour tous). — 15 h. 15, 145, boulevard Saint-Germain : « Coins ignorés du village de Saint-Germain-des-Près et leur histoire » (Mme Barbier). — 15 h. 30, quai d'Orléans : « Sous la coupole de l'Institut de France » (Connaissance de Paris). — 15 h. 30, 82, avenue Denfert-Rochereau : « Les jardins secrets de la rue d'Enfer » (Mme Ferrand). — 15 h. 30, pied de la tour Saint-Jacques : « Les Halles » (Mlle Buser). — 15 h. 30, place du Palais-Royal, devant le Conseil d'Etat : « Les salons du Palais-Royal ». — 15 h. 30, sortie métro Jussieu : « Les arènes de Lutèce et le quartier Moutonard » (Paris et son histoire). — 15 h. 30, métro Monge : « Moutonard insolite et pittoresque » (Paris insolite). — 10 h. 30, métro Abbesses : « Montmartre, les peintres et les jardins » (Mlle Buser). — 15 h. 30, 123, boulevard de Port-Royal (hôpital Cochin, matériel) : « Port-Royal de Paris » (Mme Rouc-Gain).

LUNDI 8 AOUT

VIETNAMES — 14 h. 30, entrée, avenue de Paris, Mme Alix : « Le château de Vincennes ». — 15 h. 30, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Mme Magnani : « Le Marais littéraire ». — 15 h. 30, musée de Cluj, à place Paul-Boncompagni, 10, 20, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100, 110, 120, 130, 140, 150, 160, 170, 180, 190, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000.

Cédez à la tentation : retournez puis ouvrez une bouteille de SCHWEPPES Bitter Lemon.

ÉDUCATION

AU SOIXANTE-DEUXIÈME CONGRÈS DE REYKJAVIK

L'esperanto, une langue vivante ?

De notre correspondant

Le soixante-deuxième congrès universel d'esperanto a eu lieu à Reykjavik du 31 juillet au 6 août, en présence de mille deux cents délégués venus de quarante et un pays. Avec cent quarante-trois représentants, la France avait la délégation la plus nombreuse dans la capitale islandaise.

Reykjavik. — C'est en esperanto que le président de la République, M. Kristján Eldjárn a transmis, lors de la cérémonie inaugurale, ses salutations au Congrès. Le maire de la ville et le ministre de la culture, qui avaient jusqu'alors toujours refusé de s'exprimer en public dans une autre langue que l'islandais, se sont aussi adressés en esperanto aux congressistes. Seul le directeur général de l'UNESCO, M. Mbow, en visite officielle en Islande, a fait une allocution en français. La solennité de cette séance d'ouverture contrastait avec le caractère bon enfant et non conformiste de l'assistance. Les « esperantistes » sont des optimistes.

Langue internationale ou idéal humaniste ? Moyen de communication ou contribution à l'amélioration d'une compréhension plus large entre les hommes ? Simple outil ou véhicule d'un message ? Est-on « esperantiste » ou « esperantophone » ? L'esperanto, de-

puis sa création en 1887 par le docteur Zamenhof, a fait naître bien des controverses. Parmi les Australiens ou les Japonais, venus à Reykjavik goûter les « joies fraîches » de l'été islandais, certains parlent l'esperanto courant. Cette langue, qui aura bientôt un siècle et qui a résisté, malgré les reculs subis au cours des deux guerres mondiales, est donc bien vivante.

Le congrès, qui occupait les bâtiments de l'université d'Islande et deux cinémas de la capitale, avait pour thème, cette année, le droit à la communication. Mais il a fait une large place aux travaux de toutes les associations internationales spécialisées (Fakaj Asocio) : associations professionnelles d'architectes, d'enseignants, de médecins, de scientifiques, de philatélistes, de joueurs d'échecs, d'ornithologues ou de membres du Rotary Club. Les participants, qui changeaient de lieu pour suivre les travaux des commissions, s'interpellaient joyeusement d'un trottoir à l'autre. Un coin de la communication qui étonnait d'ailleurs les Islandais de la rue, d'ordinaire moins démonstratifs.

Que peuvent avoir en commun un vieux « justo », un prêtre anglican, un anarcho-syndicaliste autodidacte, une retraitée suédoise, un écologiste japonais ou un pédagogue Freinet du Gers ? Les facilités grammaticales de la langue — elle ne comporte que seize règles de grammaire — ne peuvent expliquer à elles seules ce ralliement, et moins encore le prosélytisme des congressistes. Les « esperantistes » ne négligent pas les avantages de ce langage simplifié, mais c'est surtout l'aspect philosophique de l'esperanto que, dans l'ensemble, ils restent attachés. Accessible à tous, l'esperanto serait un moyen de lutte contre l'imperialisme linguistique des grandes puissances.

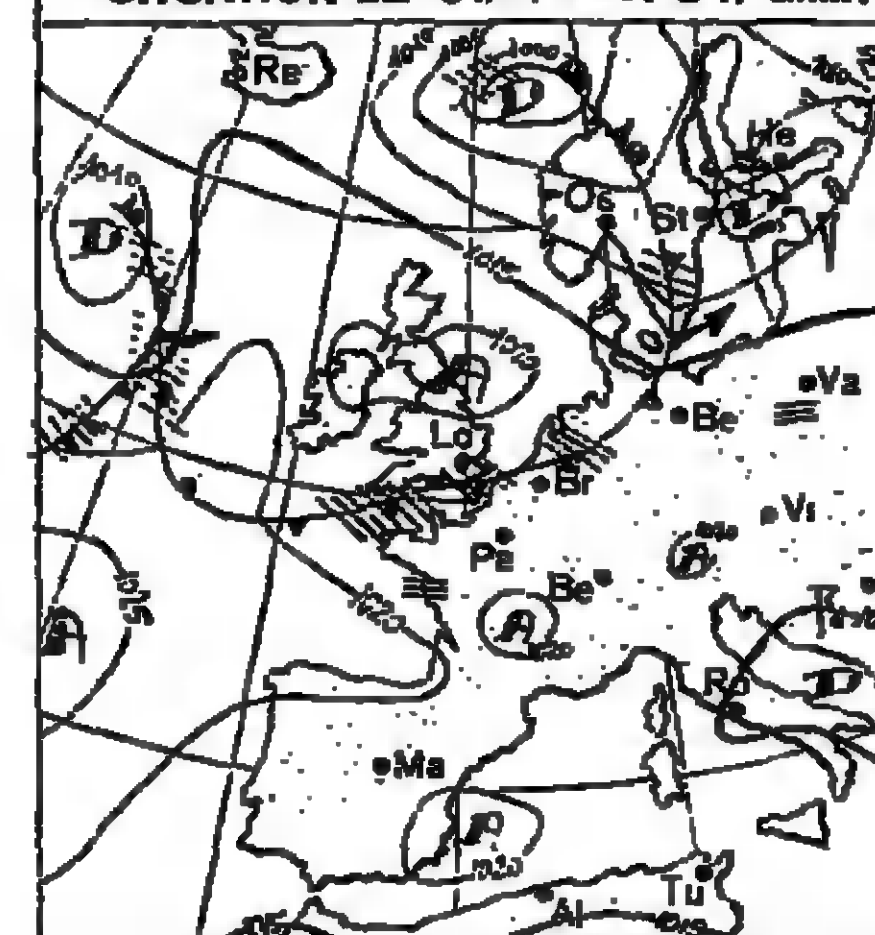
Pourquoi l'apprendre ? Parce que, répondent les congressistes de Reykjavik, la langue de Zamenhof est plus qu'une langue, c'est un projet d'entente universelle. Ils ont en commun cette espérance.

GÉRARD LEMARQUIS.

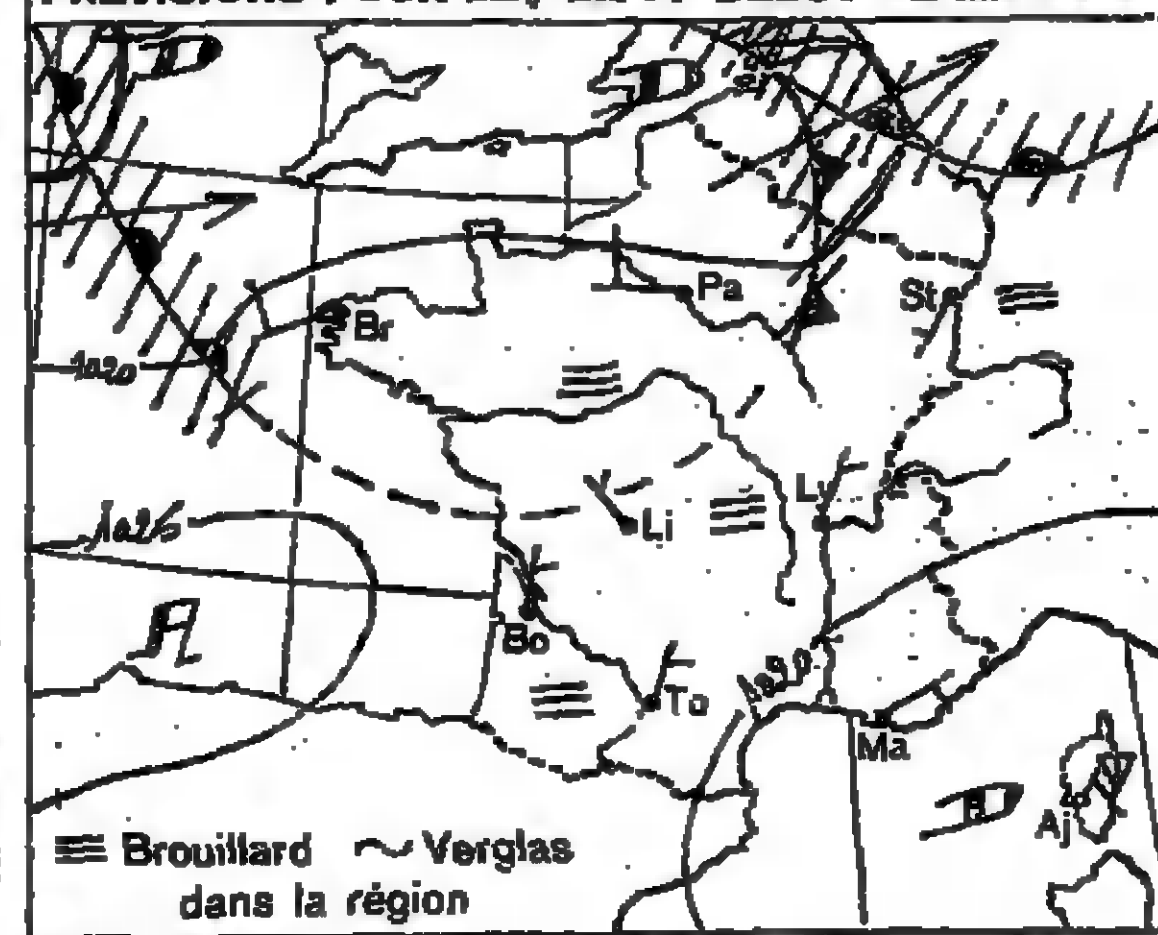
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 AOUT 1977 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 7-8-77 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 3/4 de mm)
Zone de pluie ou de neige averse orage Sens de la marche des fronts

Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 6 août à 0 heure et le dimanche 7 août à 0 heures :

La France restera dans un champ de pression relativement stable, et la faible courante perturbée qui circule de l'océan Atlantique à l'Europe occidentale sera peu active sur notre pays.
Dimanche, sur la moitié nord de la France, le temps sera passablement nuageux. Quelques faibles pluies pourraient tomber le matin au nord-est de la Seine, le soir sur l'extrême ouest.
Sur le reste de la France, le temps sera toujours bien ensoleillé après la dissipation, dans la matinée, de brouillards formés principalement

dans les vallées au lever du jour. Quelques foyers orageux isolés sont possibles l'après-midi et le soir sur le massif alpin.

Dans l'ensemble, les vents seront faibles. Les températures maximales indiquent une légère baisse dans l'intérieur sur la moitié nord ; sur la moitié sud, elles varieront peu.

Samedi 6 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1017,5 millibars, soit 763,3 millimètres de mercure.

Température du premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 août ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 : Alacort, 27 et 16 degrés ; Biarritz, 23 et 15 ; Bordeaux, 26 et 14 ; Brest, 17 et 15 ; Caen, 24 et 14 ;

Cherbourg, 17 et 15 ; Clermont-Ferrand, 27 et 13 ; Dijon, 27 et 13 ; Grenoble, 26 et 12 ; Lille, 25 et 15 ; Lyon, 27 et 14 ; Marseille, 28 et 18 ; Nancy, 26 et 11 ; Nantes, 22 et 11 ; Nice, 28 et 19 ; Paris-Le Bourget, 27 et 12 ; Pau, 26 et 14 ; Perpignan, 20 et 13 ; Rennes, 24 et 13 ; Strasbourg, 28 et 13 ; Tours, 28 et 11 ; Toulouse, 28 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 18 ; Amsterdam, 24 et 22 ; Athènes, 33 et 25 ; Berlin, 25 et 15 ; Bonn, 27 et 13 ; Bruxelles, 25 et 13 ; Casablanca, 28 et 18 ; Copenhague, 26 et 13 ; Genève, 26 et 13 ; Lisbonne, 33 et 16 ; Londres, 23 et 13 ; Madrid, 31 et 15 ; Moscou, 30 et 17 ; New-York, 26 et 25 ; Palma-de-Majorque, 23 et 14 ; Rome, 29 et 17 ; Stockholm, 21 et 14 ; Téhéran, 44 et 24.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 6 août 1977 :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret n° 71-263 du 7 avril 1971 énumérant les postes territoriaux ouvrant droit à la hors-classe du grade de préfet.

ÉDITION

Dictionnaires d'aujourd'hui

(Suite de la première page.)

Restent donc en lice trois dictionnaires de langue de grand format en plusieurs volumes. Le grand « Dictionnaire (alphabétique et analogique) de la langue française », de M. Paul Robert (6 volumes, 1964, complété en 1970 d'un important supplément), est l'œuvre de P. Robert et d'une équipe animée par A. Rey, H. Colteux et Mme Rey-Debove. Il n'est nullement indigne de ce titre de « nouveau Littré » qui pouvait, à l'origine, paraître présomptueux. Sa description par « champs » (synonymes, contraires, dérivés) en fait un instrument idéal de mouvement de la langue.

Le second en date, le G.L.L.F., aura six volumes. Il est l'œuvre d'une équipe « Larousse » dont le regrettable Louis Guilbert était le maître d'œuvre pour la partie dictionnaire proprement dite. Le troi-

sime, le T.L.F., est l'œuvre d'un laboratoire du C.N.R.S. (à Nancy) et de l'équipe importante rassemblée autour de M. Paul Imbs.

Il pourrait être complet de ses quinze ou seize volumes (il est actuellement impossible de prévoir avec précision son étendue) vers 1988.

Un dictionnaire, ce sont des mots rangés alphabétiquement. Or la notion de « mots d'une langue » est elle-même très incertaine. En puisant dans les terminologies techniques (par exemple dans « la Clé des mots » du C.I.P.), dans les français régionaux, dans l'argot contemporain et dans quelques œuvres littéraires d'avant-garde, le lexicologue collectera sans peine non quelques centaines, mais quelques milliers de mots dont il sera en droit de se demander s'ils sont ou non des « mots français ».

L'idée qu'un dictionnaire puisse

jamais contenir « tous les mots du français » n'a donc pas de sens. Il n'existe que des dictionnaires plus ou moins partiels, dont la « nomenclature » (le nombre des mots entrés) est un compromis entre la tradition et l'innovation, l'idéal et le (commercialement) possible.

En ordre de grandeur, les trois dictionnaires dont s'agit en ce moment sont mille mots. Ce n'est pas un chiffre très élevé : les grandes encyclopédies alphabétiques (Larousse et Quillet, en particulier), en dix volumes et plus, dépassent cent vingt mille entrées.

Le T.L.F., terminé, ne sera pas loin de ce chiffre si l'on tient compte du large vocabulaire technique rassemblé sous des rubriques étiologiques : anthropo-, archéo-, chrono-, etc.

Pour prendre une idée des différences de contenu entre les trois dictionnaires (désignés ici par le G.R., le G.L.L.F. et le T.L.F.), nous avons étudié une tranche de deux cents mots environ, de COL à COMMA. Sans considérer cet échantillon comme « représentatif », et en souhaitant que des comptages plus larges soient menés à bien, nous pensons que le résultat de celui-ci apporte des indications significatives.

Golineau et colinette

Le G.R., le G.L.L.F. et le T.L.F. ont à peu près en commun la même nomenclature générale. Cependant, nous avons remarqué dans ce genre de dépeuplement, il manque au T.L.F. col-de-cygne, terme cependant usuel de plomberie. Lui manque également colletteuse (ouvrière spécialisée dans la confection des cols de chemise, etc.), colcatrine et colocation, termes très usuels de droit immobilier ; et le concolateur dans le vocabulaire de l'agriculture. Mais peut-être le mot est-il périmé ?

Seul le G.L.L.F. fait (à juste titre) une entrée distincte de colosseus ou colosse, largement répandue en France, et dont l'orthographe reste incertaine. Le T.L.F. ne traite qu'en dérivé le colombage, type de construction très répandue en Normandie, à charpente verticale opposée dont les vides sont comblés par un mortier de plâtre ou de terre. Il s'agit d'ailleurs d'un dérivé de colombe, non de colombe, comme on rapporte avec un pigeon quelconque.

Le mot, usuel et ancien, méritait l'entrée indépendante que lui donnent le G.R. et le G.L.L.F. ; de même, la collette, confection d'un examen ou résultat dudit, que le T.L.F. traite en dérivé. En revanche, seul le T.L.F. connaît colombe, au sens de : partisan d'une paix négociée (Vietnam, Palestine, etc.), par opposition aux faucons ou aux éperviers.

Nos trois dictionnaires s'encombre de l'entrée inutile de la collette, bonnet de nuit à bonnettes dont Littré disait (voir ci-dessus) que les femmes le portaient « autrefois ». C'est la plaie de tous les dictionnaires de langue indéfiniment : les « coliffes » à la Fontaine, et autres vieilleries, ou dérivés du vocabulaire actuel, le supplément du G.R. et le G.L.L.F. ont le courage (scientifique) de faire une entrée de colombine, terme, que le T.L.F. mentionne discrètement, et que tous trois qualifient de pop., très pop., vulg., famil., etc.

Les trois grands font jeu égal

quant au nombre de termes techniques ; mais la répartition en est aléatoire. Tel sera plus riche en jur., ou en archit., tel autre en botan. et en zool., tel enfin en math. et en phys.

Avantage au T.L.F., qui a regroupé sous l'entrée COLP — ou COLPO — une vingtaine de termes (méd. ou chir.) relatifs au « kolpos » grec (la vagin), avec une définition succincte. De même sont regroupés sous COLE les termes du type « agricole, sylvicole », etc.

En français populaire et argotique, par de différences (pour le G.R., grâce à son supplément, particulièrement riche). Mais, remarquons que fait dans les précédents volumes, le T.L.F. est de qualité inégale dans ce domaine, comme s'il avait honte de s'y consacrer sérieusement. Ainsi, « classe » ou « classe » (« Y en a class ») — ça suffit, assez comme ça, est entré sous « classe » (militaire, de conscription) comme s'il s'agissait d'une abréviation de : « la classe (se) la fin du service militaire) ; alors que le mot vient de l'arabe « khlass », assez, fini.

Le T.L.F. l'emporte dans le traitement des mots, auxquels il consacre, pour les plus usuels et les plus riches de sens, trois à quatre fois plus d'espace que ses deux concurrents. Ce qui est le moindre des choses, puisque ni le volume total, ni les délais de parution, ni les prix, ne sont comparables entre les deux « demi-lourds » que sont le G.R. et le G.L.L.F., et ce supergéant qu'est le T.L.F.

Le Grand Robert et le G.L.L.F. ont été réalisés avec des moyens artisanaux et relativement modestes, guère différents de ceux qu'employait E. Littré : équipe permanente très réduite, collaborateurs, beaucoup de lectures, de fiches ; du bon sens, de la méthode, le sens de la langue vécue... et un éditeur tenace et compréhensif.

Le T.L.F., au contraire, est une entreprise nationale, financée et menée par le C.N.R.S. C'est, en quelque sorte, notre « Concorde » du vocabulaire, avec tout ce que cela comporte de moyens matériels nombreux, de personnels permanents nombreux, de perfectionnements contestables aussi. Sans doute, et comme pour son modèle volant, les retombées du travail qui se fait à Nancy seront-elles fort grandes et justifieront dans une mesure à déterminer les crédits très importants investis dans l'entreprise.

Cependant, au terme de ce cinquième volume, il n'est pas encore établi que l'utilisation systématique de l'ordinateur ait donné au T.L.F. un avantage quelconque sur un dictionnaire comparable qui eût été réalisé « à la Littré ». La manipulation de centaines de milliers de millions d'observations littéraires n'est pas un but en soi. La richesse du matériel rassemblé n'est pas synonyme d'ambiguïté ; elle ne résout aucun problème de méthode, et en crée plutôt.

En ce sens, peut-être faut-il dire qu'en dépit de cet outillage technique le T.L.F. est le dernier dictionnaire d'hier, plutôt que le premier dictionnaire de demain.

JACQUES CELLARD.

Ces trois dictionnaires sont vendus en souscription. Boussette, pour le Robert, Société du Nouveau Littre, 150, av. Faidherbe, 92010 Paris ; pour le G.L.L.F., Librairie Larousse, pour le T.L.F., Librairie Klincksieck, 11, rue de Lille, 75007 Paris.

Une foire internationale du livre à Moscou

Du 6 au 14 septembre prochain, se tiendra à Moscou, pour la première fois, une foire internationale du livre. Elle est organisée par le comité d'État pour l'édition, fabrication et vente du livre, en collaboration avec l'Union des écrivains et auteurs. Sa devise : « Le livre au service de la paix et du progrès ». Ses objectifs : développer la coopération culturelle entre les peuples, élargir les liens d'affaires entre les maisons d'édition, encourager l'exportation, l'importation et les traductions de textes divers.

La foire de Moscou se présente donc essentiellement comme une foire de vente et d'achat de droits que la signature par l'U.R.S.S., il y a trois ans, de la convention de Berna, semble avoir rendue nécessaire à ce pays. Elle se tiendra sur le territoire de l'exposition des réalisations de l'économie nationale.

L'Allemagne fédérale, l'Espagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis, entre autres, y participeront soit par des stands collectifs soit par des stands individuels, soit par les deux. Neuf éditeurs français y présenteront leur production, en plus du stand collectif (mille cinq cents livres de seize-dix maisons) qu'organise le Comité des expositions du livre dépendant du Cercle de la librairie. Parmi ces éditeurs figurent Gallimard, Stock, les Éditions des Femmes, la Librairie Quillet, Charles Massin et, regroupés sous l'égide d'Odéon-diffusion, les maisons communistes : Éditions français réunis,

Éditions sociales, Farandole, Cercle d'art.

A tous une règle a été imposée : « À l'exception d'œuvres de livres ou autres imprimés en contradiction par leur contenu et leur présentation avec la législation soviétique ». Cette interdiction, précise une parenthèse plus explicite, vise les ouvrages « prônant la guerre, la supériorité d'une race ou d'une nation, outrageant la dignité nationale des autres participants, incompatibles avec les exigences de la moralité publique, etc. ».

Cette nouvelle foire internationale vient grossir la liste déjà longue des manifestations de ce genre dont Francfort reste toujours la principale. Mais dans son sillage en sont nées beaucoup d'autres : il y a maintenant peu de mois de l'année et peu de régions du monde qui n'en comptent une ou plusieurs. Le Caïre, Buenos-Aires, Bruxelles, Leipzig, Bologne (pour les livres d'enfants), Montréal, Jérusalem (biennale), Nice, Varsovie, Sao Paulo (biennale), Belgrade, Les États-Unis, en particulier, ont possédé point et la représentation par la convention des Bibliothèques américaines.

Entre toutes ces foires, c'est avec celle de Varsovie, point de rencontre déjà très important de l'édition internationale pour les pays de l'Est, que la nouvelle-née entre en concurrence la plus directe. Mais Varsovie est une foire de printemps, Moscou sera une foire d'été. En la foire de Francfort s'est reportée au début d'octobre (12-17 octobre) pour lui laisser sa place et sa chance.

ARTS ET SPECTACLES

LE FESTIVAL

Du cri au geste, du geste au regard

Le théâtre musical a, lui aussi, ses spectacles off. Cela se passe dans une simple salle de collège, le public est toujours une trentaine de personnes chaque soir depuis le début du Festival — rêve un instant à la rentrée des classes, se souvient et s'assoit, chacun à son banc, coudes sur la table. Au tableau, une phrase de Michel Leiris sur la guerre et sur la poésie ; derrière le tableau se cache un piano qu'on entendra plus tard ; au bord de l'estrade devenue scène, une balustrade en osier tressé évoque les tranchées d'un champ de bataille imaginaire. On éteint la lumière.

Dans le noir et le silence, une allumette craque. Seulement le rythme du geste qui la promène et le tremblement irrégulier de la flamme. Derrière la rampe d'acier, assis un couple en vêtements de nuit : deux bustes blancs sur fond noir, les yeux clos d'abord, puis soudain grand ouverts. En parfait synchronisme avec le tic-tac glacé d'un métronome, les pupilles vont de droite à gauche, puis de gauche à droite. Immobilement : apitôbe par syllabe l'homme récite un de ces vers notés par Michel Leiris qui forment le recueil *Nuits sans nuit*. Ce sont des cris, solitaires d'abord, puis à deux.

La flamme s'éteint : dans l'obscurité, à tout le moment, craque encore une allumette, même scénario. Cette fois, leurs bouches s'ouvrent comme pour hurler, mais le son du silence est encore plus effrayant. Le récit reprend avec, à présent, un rôle affreux entre chaque syllabe. L'air inspiré violemment par la bouche et qui fait vibrer tout le palais.

La scène suivante, beaucoup plus « jouée » physiquement, à toute la légèreté d'un scherzo que suit un adagio tout en gestes lents, le comédien prenant à présent pour partenaire un simple chapeau de paille. Là encore, la durée de chaque pose, l'intensité du

geste sont autant d'éléments musicaux au même titre que les interventions espacées du piano et d'une clarinette.

Une telle fusion n'est pas fortuite : elle trouverait sa première explication dans la collaboration étroite et suivie du compositeur, M. Michel Puig, et du metteur en scène, M. Michel Longueville. À quel il faut ajouter le principe même d'une conception dans laquelle aucun mouvement, aucun son, n'est laissé au hasard : tout obéit à une mise en forme rigoureuse et qui se donne comme telle ; épousant, de force parfois, le texte recité sans jamais l'illustrer au premier degré, explorant passionnément les ultimes possibilités d'expression vocale, depuis le chuchotement jusqu'au cri, avec toutes les distorsions imaginables entre l'extrême grave et le suraigu. Ce travail est d'autant plus intéressant, compte tenu de la réussite finale, qu'il est confié à deux comédiens : Catherine Ringer et Daniel Berlioz, réalisant avec leur voix des performances qu'on n'aurait pas attendues de chanteurs traditionnels.

La représentation dure une heure, les scènes se succèdent comme autant de variations, qu'il serait fastidieux de décrire une à une. Tendu jusqu'à la fin, grincante à l'occasion, sensuelle, l'atmosphère de ce spectacle sait laisser assez de place à l'humour pour permettre une distanciation qui lui conserve sa part de mystère vrai. Montrer le mécanisme d'une œuvre ce n'est pas forcément en diminuer la portée, mais attirer l'attention et la fixer sur l'énigme même de la création artistique, là où deux et deux ne font pas nécessairement quatre, mais tantôt plus, tantôt un peu moins, toujours autre chose.

GÉRARD CONDÉ.

* « Nuits sans nuit » est donné au collège Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, jusqu'au 6 août, tous les jours, à 19 h.

Alvin Ailey sur le chemin de la facilité

À Avignon le Festival s'achève dans le tourbillon coloré des ballets d'Alvin Ailey, un spectacle qui ne laissera pas le souvenir d'un événement exceptionnel. La déception est grande lorsque l'on pense aux premières apparitions de la troupe et à la puissance du chorégraphe, alors préoccupé de ses racines et de l'affirmation de sa race. Aujourd'hui, le volé entré dans cet internationalisme de la danse qui gomme les différences et adoucit les personnalités. Installé au City Center de New-York, responsable de trois compagnies et d'une école qui touche cinq mille élèves, dévoré par d'incessantes tournées dans le monde soumis aux circuits commerciaux, Alvin Ailey a pris le chemin de la facilité. Son *Pas de Duke* (1976) est un faire-valoir conçu pour la réunion insolite de deux vedettes, Judith Jamison et Michael Barynikov. *The Mooche* (1978), hommage à Duke Ellington et aux grandes dames du blues, est dans un climat de série noire, les gestes stéréotypés et les évolutions partiellement dansées qui caractérisent les « super shows » télévisés américains. Alors ? Faudrait-il vanter une fois encore les beautés de *Ravellations* (1980), ce chef-d'œuvre où toute la destinée humaine s'inscrit dans une chorégraphie bouleversante ?

La danse n'a guère été privilégiée cette année à Avignon. Tout en se dédiant de vouloir découvrir de jeunes chorégraphes, le Festival les avait jusqu'ici bien accueillis. Faute de lieux disponibles, il y a renoncé. Mais peut-être le Châteauneuf de Villeneuve va-t-elle trouver là une vocation : après le stage de Carolyn Carlson et le concert dansé de l'INA, elle clôture la saison d'été en programmant le Cercle, un groupe primé au concours de Bagnolet et actuellement en pleine effervescence créatrice. Ce spectacle rétrospectif permet de faire le point sur son activité : parvenue à une belle aisance technique, à une grande cohésion, l'équipe doit, pour progresser, s'ouvrir maintenant vers l'extérieur et dépasser le stade des essais et de l'accumulation gestuelle.

Dans le festival « off », les expériences de danse ne sont guère concluantes si l'on excepte la compagnie lyonnaise du Plateau bascule animée par Marie Zighera. Pendant quinze jours, elle a joué au stade Léo-Lagrange, en plein air, dans une cour d'école, entre les règles du mistral et les coups de soleil, et elle a réussi à faire sa percée. Pas de coulisses, une scène délimitée par des paniers en osier. Aucun recul vis-à-vis du public, aucun artifice. C'est l'expérience du théâtre ambulante, une expérience bénéfique

pour les danseurs. En revanche, le groupe nicola de Charles Fost, programmé à 1 heure 30 du matin au Petit Lyce, dans un local inapproprié à son spectacle, a dû décliner forfait. On peut enfin se demander pourquoi le théâtre municipal n'a pas profité de l'occasion pour présenter le ballet créé par le jeune Avignonnais Christian Tasselle-Germinal, d'après Zola, — dont la presse régionale a fait grand cas.

Paul Poux, administrateur du Festival, expliquait récemment que celui-ci, déjà surchargé, ne pouvait consacrer plus à la danse et que c'était à d'autres villes d'en prendre l'initiative. Mais l'avantage d'Avignon, c'est justement de permettre à la danse de se confronter à d'autres disciplines, de rencontrer un public large et d'échapper à la spécialisation.

MARCELLE MICHEL.

Petites nouvelles

■ L'Union des associations de maisons de la culture a décerné un cours d'un débat public à Avignon, les taxations nouvelles qui pèsent sur ces établissements par assujettissement à la T.V.A. des subventions allouées aux entreprises d'action culturelle et les mesures de suppression du versement des subventions d'État en cas de non-application stricte des directives gouvernementales en matière culturelle. En accord avec les gradés de personnel, elle a annoncé une manifestation, à Paris, le 19 octobre prochain.

■ Le peintre expressionniste allemand Max Kaus est mort vendredi à Berlin-Ouest à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Né à Berlin en 1891, Max Kaus faisait partie de la génération de peintres expressionnistes allemands d'avant la première guerre mondiale. Ses œuvres avaient été interdites et retirées des musées par les nazis.

■ Plusieurs tableaux attribués au peintre Giorgio de Chirico viennent d'être retrouvés par la police italienne qui cherche depuis deux ans à mettre un terme à un important trafic de faux. En mai dernier, plusieurs personnes avaient été arrêtées à la suite de la découverte, en 1975, au domicile florentin d'un peintre, Umberto Lombardi, de soixante-quinze toiles attribuées à Giorgio de Chirico.

■ Le grand prix du Festival de nations a été attribué au film tunisien « L'âne chante l'autre » de Wajdi el-Harzi (N.F.A.), a obtenu le prix spécial du jury. *Chou-Mou* Volante, pour le film italien « Le peur », de Damiano Damiani, et *Le Tchécoslovaque*, de Gyula Hász, ont reçu les prix d'interprétation.

PRESSE

«Le Parisien libéré» à nouveau dans l'impasse

Après deux ans et demi de conflit, le syndicat du Livre C.G.T. et M. Claude Bellanger, président-directeur général du « Parisien libéré », annoncent le 11 juillet la conclusion d'un constat d'accord. « Le Monde » en a donné, dans son numéro du 13 juillet, les clauses principales. L'accord régit l'embauche, le reclassement, la mise en retraite ou en pré-retraite des ouvriers grévistes ou licenciés du « Parisien libéré » et traite des problèmes posés par les conditions de travail et de rémunération.

L'aval du gouvernement était nécessaire. Il n'est pas encore donné car, si les problèmes financiers semblent à peu près résolus, il subsiste des zones d'ombre, notamment dans la liquidation du considérable contentieux juridique. Le ministère du travail voudrait également que l'organisation syndicale s'engage à ne pas aller au-delà de l'accord et à respecter, pour aujourd'hui et pour demain, les objectifs de la politique économique et sociale définis par le plan Barre. Ces « atermoiements », selon la C.G.T., provoquent de vives réactions.

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE (C.G.T.) ET LE COMITÉ INTERSYNDICAL PARISIEN S'ADRESSENT À L'OPINION

« Voilà trois semaines, un accord a été établi entre les organisations C.G.T. du Livre et la direction du *Parisien libéré*. Il y est stipulé que l'accord prend effet au 1^{er} août. Le gouvernement fait toujours obstacle à sa signature. Il est en possession des textes mis au point par les deux parties et de toutes les précisions utiles. Il suffit pour que l'accord soit signé et entre en vigueur que le gouvernement applique intégralement les engagements qu'il a pris sur les bases des propositions faites par le conseiller d'État Moklin, chargé d'une mission de médiation par le gouvernement.

1) Concernant les mesures de reclassement ;
2) L'ensemble des conséquences pécuniaires liées au reclassement ;
3) En ce qui concerne sa participation financière au règlement des problèmes sociaux (Sécurité sociale, retraite) dus à un conflit qui n'aurait pu prendre cette ampleur et avoir cette durée si le gouvernement n'avait commis un « excès de pouvoir » pour lequel il a été condamné par le tribunal administratif.

DE L'ACCORD A L'ÉCHEC ?

(Suite de la première page.)

M. Christian Beullac — à qui ce dossier a été confié — exige que l'organisation syndicale approuve l'organisation et par écrit une « interprétation » de l'accord conforme aux impératifs du plan Barre. C'est beaucoup, c'est trop demander. Après un si rude combat, on devrait pourtant s'accommoder de quelques ambiguïtés.

Ceux dont la fonction, au ministère du travail, est de contribuer à la solution des conflits ne peuvent croire sérieusement à une telle capitulation ouvrière après l'annonce de la victoire. Mais nous sommes dans la politique, là où Matamore et Machiavel sont des modèles tentants. Il faut donc, comme on le redoutait, constater qu'on a délibérément choisi l'impasse pour des motifs où le clair s'allie à l'obscur. Comme on redoute les mauvais exemples, on tente — c'est évident — de retirer à la C.G.T. le bénéfice d'un triomphe chèrement acquis et trop tôt proclamé ; on souhaite — c'est plus troublant — laisser le *Parisien libéré* se débattre dans des difficultés insolubles, quitte à proposer, au dernier moment, une solution de rechange et, qui sait, de nouveaux maîtres : on se console vite — c'est mieux caché — d'avoir tiré du même coup les difficultés des quotidiens parisiens, bastions fragiles du pharosisme politique.

Retenons, en effet, la déclaration, cynique et sournoise, d'un proche collaborateur du premier ministre, devant qui on évoquait l'éventualité d'une grève affectant à nouveau la presse écrite : « Mon cher, tant que la radio et la télévision fonctionneront... »

JACQUES SAUVAGEOT.

LA C.G.T. DÉNONCE L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

Le bureau confédéral de la C.G.T. apporte « son soutien plein et entier » à son *Journal du Livre*, son *Comité intersyndical du Livre parisien* et aux *Travailleurs du Livre*.

Dans un communiqué, il met en garde le gouvernement contre les conséquences d'une attitude délibérée qui empêche la conclusion d'un accord convenable qui avait été acquis il y a trois semaines au *Parisien libéré*. Alors que les négociations entre les organisations syndicales C.G.T. et la direction du journal avaient permis de trouver une solution au conflit qui durait depuis deux ans et demi, le gouvernement, par son acharnement, remet en cause les termes de cet accord.

هنا امانه الاصل

M. Raymond Barre : je ne laisserai pas retomber l'activité économique

rapelle : « que l'économie française était dans la crise mondiale et qu'elle avait la capacité de s'en sortir par un effort soutenu, mais sans toutefois renouer avec la vie normale des années 1920 à 1934 ».

Il a fermement déclaré que le gouvernement continuerait la lutte contre la déflation, et qu'il avait « un élément capital de la défense générale de l'économie ». « Ce ne sont pas là des problèmes de professeur », a-t-il dit. « C'est une guerre ».

Avant de quitter Quimper, en fin d'après-midi, pour regagner Paris, M. Barre a reçu des représentants de la C.G.C. Comme elle l'avait annoncé, la C.G.T. et le C.F.D.T. ne se sont pas rendues à cette rencontre, qu'elle avait qualifié de « pseudo-réunion de travail ».



à l'exode démographique, notamment dans les montagnes). D'autre part, la reprise des investissements étrangers en France illustre, selon M. Fourcade, « la confiance que ces investisseurs ont mise dans l'attitude du gouvernement » actuellement menée par le gouvernement ». Avec quatre mille quinze emplois pour le premier semestre 1977, les investissements de niveau satisfaisant des années 1974-1975. Ce sont les États-Unis, suivis des pays scandinaves, qui arrivent en tête des investisseurs étrangers d'emplois nouveaux.

Commentant ces chiffres, le ministre de l'aménagement du territoire a conclu que « nos problèmes de main-d'œuvre ne sont pas devenus inadéquates devant la crise et que la déconcentration des dossiers au niveau des préfets de département était une excellente solution ».

Il a toutefois reconnu que les emplois créés dans les zones prioritaires ne devaient pas cacher les graves problèmes de nombreux secteurs en conversion (notamment les industries métallurgiques massifs en face desquels les créations d'emplois apparaissent parfois très faibles, voire dérisoires). Il existe enfin une « dépression » dans les zones qui semblent impuissantes à enrayer le déclin : le Languedoc-Roussillon, qui « risque de suivre, si l'on ne peut pas empêcher la dégradation de la Bretagne des années 50 », a dit M. Fourcade.

de production très moderne a été annoncée le 13 juillet. Pour justifier sa décision, le groupe italien a avancé un argument décisif : *l'argent*. Sans doute y aurait-il beaucoup à dire sur ce point précis tant il est vrai que les structures de production sont complexes et permettent de « localiser » bénéfices... ou pertes si le besoin s'en fait sentir. Ceci peut, nul n'a peut-être vu que le secteur des fibres synthétiques est véritablement une exploitation de très graves difficultés.

Avant Montedison, en effet, les groupes Courtauld (britannique), Akzo (néerlandaise), ICI (américain), le allemand, Rhône-Poulenc affichaient tous de lourdes pertes dans ce secteur d'activités et ont fermé des usines. Voilà pour le constat.

Le succès du grand « déferlante » industriel. Si les fibres synthétiques sont dans cette situation c'est tout simplement parce que les grands groupes européens, l'après la guerre, ont connu une expansion continue de 10 % par an, se sont anarcho-logiquement lancés dans de grands programmes d'investissements dans les nouvelles technologies, ont obtenu des prix du pétrole et le ralen-

ment pour mettre en échec la décision du trust international. Les confédérés, formés, cas usines, ne constituent pas un nouveau coup à l'industrie française du textile et dénotent considérablement la situation de l'emploi dans les Vosges. » (Lire ci-dessous l'article de notre correspondant.)

L'arrêt définitif de l'usine de Saint-Nabord est prévu pour le 22 août. Les négociations engagées au début de la semaine entre l'intersyndicat (C.G.T.-C.F.D.T.-et C.G.C.) et la direction, rompues au début de la semaine dernière, ont été interrompues par la décision de la direction d'une démarche faite vers la loi, au sein de la direction de l'industrie s'est heurtée à une fin de non recevoir, « sous prétexte qu'il s'agit d'une affaire regardant une firme privée ». Au cours de leur conférence de presse, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont rappelé que « 40 milliards d'anciens francs ont été investis dans cette usine, dont 10 milliards provenant du gouvernement français, qui sont ainsi dilapidés ».

D'autre part, le tribunal de grande instance d'Epinal a déclaré, vendredi, l'occupation technique de l'usine de Saint-Nabord, dirigée par la C.G.T., C.F.D.T., et C.G.C. pour « entraver la liberté du travail » — l'intersyndicat a déclaré l'occupation technique de l'usine (c'est-à-dire sans grève) afin de maintenir les installations en état de marche. La direction, qui a affirmé, le 29 juillet, qu'elle était prête à continuer la production de polymère jusqu'en août 2002 à condition d'avoir l'entier contrôle de l'entreprise, a fait appeler les trois délégués syndicaux doivent comparaître, jeudi 11 août, devant la cour d'appel de Nancy. Une manifestation était prévue, ce samedi à Epinal, devant la préfecture des Vosges.

(1) Vingt-quatre tonnes de fuel ont été livrées vendredi après-midi, par les soins de l'intersyndicat (C.G.T.-C.F.D.T.-et C.G.C.).

Réponse des colonnaires : « Ces investissements représentent au moins 1 % des investissements des entreprises concernées. Ils sont insignifiants. »

Autre élément fort important et qui nous a permis d'avoir la réaction à la base, la rentrée, si, de nouveau, des licenciements massifs se produisent. Généralement, annonce de suppressions de postes, licenciements, actions « classiques » : occupations « classiques » : occupations classiques, pétitions, communications. Celles-ci, dans les dernières semaines, on a constaté la nervosité croissante des salariés. L'aggrava-t-elle par des manifestations, des actions responsables symboliques ne l'excluent pas : « Nous empièrerons tous les jours sur le territoire de la base. Le textile peut et doit rester dans les Vosges. »

A L'ÉTRANGER

La Chambre des représentants approuve dans l'après-midi du 5 août l'essentiel des mesures qu'avait réclamées le président Carter lors de la conférence de son programme énergétique en avril dernier. Le vote est intervenu au moment même où le nouveau secrétaire à l'énergie, M. James Schlesinger, prêtait serment à la Maison Blanche.

Le texte adopté par 244 voix contre 177 après une semaine de débat à la Chambre, comporte notamment une taxe sur le pétrole brut produit aux États-Unis, de manière à porter progressivement son prix au niveau mondial, des impôts spéciaux sur les cultures grosses consommateurs de pesticides à partir de 1979, des stimulants fiscaux pour inciter les Américains à mieux isoler thermiquement leurs logements et à utiliser l'énergie solaire, un relèvement des prix du gaz naturel nouvellement découvert, qui restera ce-

La Chambre de représentants a approuvé dans l'après-midi du 5 août l'essentiel des mesures qu'avait réclamées le président Carter lors de la présentation du projet de loi le 27 juillet dernier. Le vote est intervenu au moment même où le nouveau secrétaire à l'énergie, M. John D. DeLoach, a prêté serment à la Maison Blanche.

Le texte adopté par 244 voix contre 177 après une semaine de débat à la Chambre, comporte notamment une taxe sur le pétrole et les produits pétroliers de manière à porter progressivement son prix au niveau mondial, des impôts spéciaux sur les ventes grosses consommatrices d'énergie, par exemple les avions à réaction, et des impôts fiscaux pour inciter les Américains à mieux isoler thermiquement leurs logements et à utiliser l'énergie solaire, un autre des prix du gaz naturel nouvellement découvert, qui restera ce-

La principale défaite subie par l'administration Carter a été le rejet par les représentants d'un projet de relèvement de 5 pour cent du prix de la taxe fédérale sur le pétrole. La commission des voies et moyens de la Chambre avait rejeté le projet d'impôt spécial sur l'essence en cas de déassechement des objectifs de consommation.

Le projet énergétique va devoir être maintenu voté par le Sénat, où il est encore débattu en commission. Et comme le texte du projet de loi est en date du 1er septembre, après la rentrée parlementaire, sera certainement différent de celui adopté par la Chambre des représentants à la fin de l'été. Les compromis entre les deux versions avant que le programme puisse être promulgué... (A.F.P. Reuter).

Le total des crédits de paiement passerait de 16 054 à 19 675 millions de francs (+ 22,5 %). Toutefois les dépenses d'équipement ne progresseront que de 12,7 % (2 265 millions, contre 2 003 millions de francs en 1976). Les dépenses du budget annexes des prestations sociales agricoles (SAPSA) feraient un bon de 54,62 % (5 109 millions contre 3 299 millions de francs). C'est dire que comme les autres ministères sont lourdement grevés par le coût social de la politique agricole. La note explique que « cette augmentation très forte est due principalement à la reclassification des dépenses de prestations familiales — le complément familial — comptant à lui seul pour 370 millions de francs — et des prestations vieillesse dont le minimum mensuel a été relevé à 10 000 francs et sera versé à 100 000 francs le 1^{er} décembre prochain ».

A noter également que la prise en charge de la bonification des taux d'intérêt passerait de 3 740 à 4 560 millions de francs, soit une progression de 31,9 %. Enfin, les dépenses techniques agricoles, qui seront grées en 1978, les secteurs du contrôle de la qualité (120), de la formation (100) et de la recherche (144).

Le taux de chômage aux États-Unis est tombé à 6,9 % de la population active, le plus bas en 71 % le mois précédent. En chiffres absolus, le nombre des personnes au travail le mois dernier était de 106 millions, contre 105 chômeurs de 12 millions de personnes, soit deux cent vingt mille de moins qu'au mois de juin.

En juin, les jeunes de moins de vingt ans étaient le plus bénéficié de la réduction du chômage. Le pourcentage de sans-emploi dans cette catégorie est passé de 18,6 % en juin à 17,4 % en juillet. Le taux le plus bas enregistré depuis 1967 est de 16,2 %.

Les taux de chômage féminin et masculin sont identiques, diminuant de trois points pour les femmes par rapport à celui du mois précédent.

En ce qui concerne les Noirs, le taux d'inactivité continue d'être élevé, avec 13,2 % en juillet, sans changement par rapport au mois précédent.

Les statistiques des prochains mois devraient être assez mauvaises pour la présidence, mais une loi signée par le président Carter, ce texte prévoit l'ouverture de 1 milliard de dollars de crédits pour fournir des emplois à deux cent mille

Le coût de la vie en Italie a augmenté de 0,8 % au mois de juin. L'Institut national des statistiques (Istat) a publié le résultat vendredi 6 août, estimant que cette hausse est la plus faible enregistrée depuis douze mois, et qu'elle confirme la nette tendance au ralentissement de l'inflation en Italie. Les précédents pourcentages de hausse étaient les suivants : 0,9 % en juin, + 1,3 % en mai, 1,1 % en avril, + 1,5 % en mars, + 2,3 % en février, + 1,4 % en janvier.

En un an, la hausse des prix reste voisine de 20 %. — (A.F.P.)

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
3. ASIE
3. DIPLOMATIE
4. EUROPE
- 4-5. DE CREYS-MALVILLE
- POINT DE VUE : « Holte à l'écologie de l'école », par Edouard Labie.
5. HISTOIRE
6. EQUIPEMENT
6. JUSTICE
6. SOCIÉTÉ
6. MÉDECINE

LE MONDE AUJOURD'HUI
pages 7 à 12

- Au fil de la semaine : Le ciel et la route, par Pierre Vasson-Poite.
- Lettre d'Europe, par Jean de la Guérinière.
- Un « autre » communisme et son « discours », par Alain Duhamel.

12. FEUILLETON
13. ÉDUCATION
13. SCIENCES
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
16. LA VIE ÉCONOMIQUE
16. LA VIE SOCIALE
17. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (9 à 12)
Aujourd'hui (13) ; Caravel (13) ; Journal officiel (13) ; Météo (13) ; Mots croisés (13) ; Récit (13) ; Mots croisés (13).

Les États-Unis et Panama vont conclure le nouvel accord sur le canal

Bogota (A.F.P.). — Les États-Unis et Panama ont conclu un accord pour résoudre le problème du canal de Panama, après un long processus diplomatique. Le général Omar Torrijos, chef du gouvernement de Panama, a rencontré, vendredi, les présidents Alfonso Lopez Michelsen, de Colombie ; Carlos Andrés Bello, de Venezuela ; Daniel Oduber, du Costa Rica, et José López Portillo, du Mexique, ainsi que M. Michael Manley, premier ministre de la Jamaïque. Le texte du projet de traité sur le canal interaméricain, en cours de négociation depuis plus de dix ans,

devait être publié, ce samedi 6 août. L'accord, qui sera signé à Washington, est conforme au traité de 1903, mais prévoit une nouvelle répartition des revenus du canal. Les États-Unis ont accepté la proposition de M. Sadate Assad de l'idée d'un groupe de travail israélo-arabe ne constitue pas une fin de non-recevoir. Le chef de l'Etat syrien a finalement accepté la proposition de M. Sadate Assad de l'idée d'un groupe de travail envisagé prenne la forme de négociations de procédure engagées

LE PRÉSIDENT CARTER SOUHAITE RÉGULARISER LA SITUATION DES IMMIGRANTS ILLÉGAUX

Le président Carter, indique le Washington Post, a transmis au Congrès un projet de loi visant à régulariser la situation des étrangers résidents illégalement aux États-Unis et dont le nombre varie, selon les estimations, entre six et douze millions. Ceux qui sont entrés dans le pays avant le 1^{er} janvier 1970 se verraient accorder, aux termes du projet, le statut de résident permanent et pourraient demander cinq ans plus tard la citoyenneté américaine. Ceux qui sont entrés dans le pays entre le 1^{er} janvier 1970 et le 1^{er} janvier 1975 seraient soumis à une procédure temporaire valable pour une durée de cinq ans. Enfin, ceux entrés depuis le début de cette année resteraient passibles d'expulsion.

Pour endiguer l'afflux des immigrants illégaux qui représente, d'après le président Carter, un problème de plus en plus grave et qui tend à s'aggraver, le gouvernement propose une série de mesures tendant à intensifier la surveillance le long des frontières, avec le Mexique en particulier, et à apporter une aide économique accrue aux pays dont les immigrants sont originaires. Des amendes pourraient par ailleurs être imposées aux personnes qui emploient des travailleurs étrangers résidents illégalement sur le territoire américain.

BÈGUES

Des milliers de personnes de tout âge, depuis 1938, ont bénéficié des Découvertes d'un Ancien Bègue. Renseign. grat. Pr M. BAUDEY, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

Le numéro du « Monde » daté 6 août 1977 a été tiré à 502 199 exemplaires.

A B C D E F G

LA MISSION DE M. VANCE AU PROCHE-ORIENT

Je continue à croire que tous les dirigeants veulent la paix déclare le président Carter

Le président Carter a déclaré, vendredi 5 août, que la réunion de la conférence de Genève sur le Proche-Orient, en octobre prochain, « demeurerait probable », en dépit des premiers résultats décevants de la mission du secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, à Damas. « Je continue à croire que tous les dirigeants de la région veulent la paix et veulent négocier », a ajouté M. Carter, qui s'est efforcé de minimiser la portée du désaccord apparu entre les positions américaine et syrienne — sur quelques points dont on a exagéré l'importance.

A Jérusalem, où le gouvernement devrait Amman. — Arrivé vendredi en fin de matinée dans la capitale jordanienne, le secrétaire d'Etat américain s'est aussitôt entretenu, pendant une heure, avec le roi Hussein. Les deux hommes devaient se retrouver le samedi matin pour une réunion non prévue initialement au programme et, de nouveau, au cours de l'après-midi.

M. Vance avait réaffirmé, dès son arrivée, que « nous États-Unis continuons à croire que tous les dirigeants de la région veulent la paix et veulent négocier ». C'est ce que demande le président syrien, M. Hafez El Assad. On confirme, de source jordanienne, que le rejet par le président Assad de l'idée d'un groupe de travail israélo-arabe ne constitue pas une fin de non-recevoir. Le chef de l'Etat syrien a finalement accepté la proposition de M. Sadate Assad de l'idée d'un groupe de travail envisagé prenne la forme de négociations de procédure engagées

De notre envoyé spécial

À l'O.N.U., grâce aux bons offices des États-Unis, l'objet principal de toute pré-négociation devrait être la définition des modalités de la représentation palestinienne à Genève, ce qui, dans l'optique de Damas, implique une reconnaissance par Israël des droits du peuple palestinien, et une reconnaissance par Washington de l'O.L.P. C'est également la position de l'Arabie Saoudite, et tout a noté avec intérêt que l'un des hommes les plus proches des Saoudiens au sein de la résistance palestinienne, M. Khadef El Hassan, vient de demander aux États-Unis, dans une déclaration faite à Alger, d'engager le dialogue avec l'O.L.P.

Quant à la Jordanie, directement impliquée dans la question de la représentation palestinienne, elle agit dans ce domaine avec une extrême prudence. Sa position officielle demeure inchangée : conformément à la décision du « sommet » de Rabat de 1974, l'unique représentant du peuple palestinien est l'O.L.P. Des liens spéciaux — fédéraux ou autres — jordano-palestiniens doivent suivre et ne précéder la restitution de la Cisjordanie et de Gaza par Israël et faire l'objet d'un référendum.

Néanmoins, le roi Hussein a laissé entendre qu'il était disposé à représenter les Palestiniens à Genève si

les Arabes le lui demandaient expressément. En d'autres termes, il entend bien n'être pas sollicité en la matière pour éviter de supporter les conséquences d'un éventuel retournement de la situation.

La Syrie insistant pour une présence directe de l'O.L.P. à Genève et pour une invitation autonome des Palestiniens, on voit mal comment la représentation des Palestiniens par la Jordanie pourrait se concrétiser. A une délégation autonome palestinienne pourrait être substituée une délégation arabe commune. D'Amman, M. Vance se rendra dimanche à Taïf, capitale d'été de l'Arabie Saoudite, et de là en Israël, où il est attendu mardi. Il est maintenant presque certain qu'il sera ensuite une nouvelle tournée de ces trois pays arabes dits « de la contenance » — Égypte, Syrie, Jordanie — pour dresser avec leurs dirigeants le bilan de sa mission. M. Vance ne passera que deux ou trois heures dans chaque capitale. « Il n'est pas question de reprendre la diplomatie « kissingienne » de la navette, assure-t-on de source américaine, mais d'essayer de tirer, sans délai, des conclusions pour maintenir en mouvement le processus de la négociation. C'est ce que souhaitent tous les intéressés, du moins du côté arabe.

LUCIEN GEORGE.

Le Caire considère que Damas n'a pas refusé de participer au groupe de travail arabo-israélien

De notre correspondant

Le Caire. — Est-ce une partie en trompe-l'œil qui se joue entre le Caire et Damas ? C'est la thèse de ceux qui ne croient pas à ce que le président Sadate ait pu lancer l'idée du groupe de travail arabo-israélien sans s'être assuré d'avance que l'accord de son principal partenaire arabe, le général Assad. En effet, si Damas en venait à rejeter catégoriquement ce projet, il n'y a pas de doute que la proposition égyptienne, le seul moyen qui resterait au Caire pour déboucher la situation serait une nouvelle guerre. Or l'Égypte n'est pas prête à soutenir un nouveau conflit. Revenir à une attitude pure et simple de la conférence de Genève serait intenable pour le Raïs.

Aussi bien fait-on ici comme si rien n'était joué en ce qui concerne la participation syrienne (et jordanienne) au comité restreint. L'officier Al Goumhouy titre en rouge ce samedi matin : « Le Syrie participera au groupe de travail arabo-israélien ». Elle reçoit l'assurance que les Palestiniens vont à la conférence de Genève. Autrement dit, pour les Égyptiens, Damas a accepté leur proposition et elle est assortie de quelques promesses pour l'étape suivante. La conception même du groupe de travail a évolué depuis deux jours de façon à faciliter une acceptation syrienne. Selon l'officier Al Ahram il y aurait en fait deux comités, l'un arabo-américain, l'autre arabo-américain, M. Vance étant le lien entre les deux. « Il n'y aura pas de pourparlers directs », a assuré M. Sadate à M. Arafat, qui vient de quitter l'Égypte pour une tournée des capitales arabes. La première réunion du comité arabo-palestinien a eu lieu le jeudi 4 août en présence du chef de l'O.L.P., qui y a approuvé « les principes généraux de la politique égyptienne au Proche-Orient ».

Avant le retour au Caire de M. Vance, fixé à jeudi 11 août, la situation paraît « tendue », assure-t-on dans les milieux politiques égyptiens. Ceux-ci font valoir que « le président Assad n'a fermé aucune porte et a dit clairement que la Syrie n'avait pas encore saisi l'intérêt de la convocation d'un groupe restreint ». Il est possible que M. Kamal Adham, conseiller du souverain saoudite, qui a été reçu le vendredi 5 août par le président syrien, ait fait « comprendre » à ce dernier l'intérêt qu'il a à se rallier en fin de compte à la suggestion du Raïs. En attendant, le Caire va continuer à expliquer à ses principaux partenaires, y compris les Sovyets (M. Gromyko est attendu ce mois-ci en Égypte), que « le groupe de travail arabo-israélien ne doit pas remplacer la conférence de Genève, mais la préparer ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

En Égypte

L'EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE FAIT VINGT-SEPT MORTS

Vingt-sept personnes ont été tuées et quarante-sept autres blessées lorsqu'un immeuble vétuste de quatre étages s'est effondré, vendredi 5 août, dans le quartier Sayeda Zehab du Caire. Les sauveteurs, arrivés sur les lieux, ont commencé à fouiller les décombres pour tenter de dégager d'éventuels survivants. Selon un premier rapport de la police, l'édifice, vieux d'un siècle, abritait une centaine de personnes. — (A.F.P.)

NOUVELLES BRÈVES

● Un militant des groupes révolutionnaires antifascistes du 1^{er} octobre (GRAPO), M. Luis Torrijos, qui, pour échapper aux poursuites de la police, s'était réfugié dans la soirée du vendredi 5 août, dans un immeuble de la banlieue sud de Madrid, où il détenait sept personnes en otages, s'est rendu samedi matin. — (A.F.P.)

● Le bureau de M. Michel Jobert, président du mouvement des démocrates, situé 49, quai de Grenelle à Paris-13, a été cambriolé au cours de la nuit du vendredi 5 au samedi 6 août. Les malfaiteurs, après avoir brisé une fenêtre et fracturé un tiroir du bureau, ont endommagé la porte avant de s'enfuir. Apparemment, indique-t-on au siège de ce mouvement, rien n'a été dérobé, mais l'on n'explique pas très bien

les raisons de « cette visite ». M. Michel Jobert est actuellement en vacances en Grande-Bretagne.

● L'Arc de triomphe rouvert au public. — Le public a pu, ce samedi 6 août, à nouveau monter sur l'Arc de triomphe. Les ouvriers ont repris le travail, après avoir fait depuis le 31 juillet, la culture et de l'environnement la création d'un poste supplémentaire.

● Six personnes, dont un policier, ont été tuées le vendredi 5 août, à Ankara, au cours de fusillades qui se sont produites en divers endroits de la capitale turque. — (A.F.P.)

A MOSCOU

M. Ceausescu rencontre M. Brejnev après avoir vu M. Carrillo

Moscou (A.F.P.). — M. Leonid Brejnev, chef du parti et de l'État soviétique, a eu, vendredi 5 août, un entretien avec le secrétaire général du parti communiste roumain, M. Nicolae Ceausescu, qui était arrivé le jour même en Crimée. Selon la télévision soviétique, la rencontre s'est déroulée dans une atmosphère « cordiale et amicale ». M. Constantin Tchernenko, secrétaire du comité central du P.C. soviétique, et Stefan Andrei, secrétaire du comité central du P.C. roumain, ont participé aux conversations. Le dirigeant roumain est resté à Bucarest dans la soirée de vendredi, après un séjour de moins de vingt-quatre heures en U.R.S.S.

MM. Brejnev et Ceausescu ont examiné les résultats des accords conclus en novembre dernier, entre les deux partis, lors de la visite à Bucarest du dirigeant soviétique.

Il est noté avec « satisfaction » le développement des liens entre les deux partis et le renforcement de la coopération soviéto-roumaine dans « tous les domaines fondamentaux ». Ils ont examiné les moyens d'approfondir cette coopération dans le domaine économique, dans le cadre du Comecon. Ils ont aussi évoqué les problèmes du « renforcement de la solidarité internationale sur la base du marxisme-léninisme », dans l'esprit de la conférence de Berlin des partis communistes européens.

Avant de partir pour l'U.R.S.S. et au lendemain de ses entretiens avec Brejnev, M. Ceausescu avait, dans une interview à la radio sarroise, déclaré « que le concept d'eurocommunisme ne pouvait pas être une fin en soi, mais qu'il devait servir de base à la coopération entre les partis communistes européens ».

dentaux veulent que leur action soit jugée en fonction des réalités historiques, sociales et économiques ». L'eurocommunisme représente « un effort pour dépasser la division entre socialistes et communistes », a affirmé, pour sa part, M. Giancarlo Pajetta, membre de la direction du P.C. italien, dans une tribune libre publiée vendredi par le quotidien espagnol El País.

L'ALBANIE REPREND SES CRITIQUES CONTRE LA POLITIQUE CHINOISE

Tirana (A.F.P.). — Le quotidien albanais Zeri i Popullit a repris, vendredi 5 août, dans un éditorial, ses critiques contre la politique chinoise et la « théorie des trois mondes », qu'il qualifie d'« anti-léniniste ». Cette théorie, qui divise le monde en super-puissances, pays développés et pays en voie de développement, « ignore la grande contradiction de notre époque » entre la bourgeoisie et le prolétariat. L'organe du P.C. albanais dénonce certaines « forces » non autrement spécifiées, qui, contrairement aux « partis marxistes-léninistes authentiques », « opèrent à l'échelle nationale une diversion idéologique dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial » ; il s'élève aussi, contre « toutes les formes sous lesquelles l'idéologie bourgeoise se présente dans le mouvement ouvrier ».

[Ces attaques reprennent celles qu'avait publiées le Zeri i Popullit, « le Monde » des 10 et 11 juillet à propos de la « théorie des trois mondes » qualifiée d'« anti-marxiste » et d'« opportuniste ». Depuis lors, Tirana avait démenti avoir demandé le rappel des coopérants chinois.]

L'AMIRAL DE LABORDE EST MORT

Il avait sabordé, en 1942 la flotte de haute mer

Nous apprenons la mort de l'amiral Jean de Laborde.

Né le 29 novembre 1878, il était en 1939 commandant en chef des forces maritimes de l'Ouest et fut placé, après 1940, à la tête des forces navales de haute mer, regroupées à Toulon.

En novembre 1942, l'amiral de Laborde forma le projet de recruter un corps expéditionnaire de vingt mille hommes pour lutter, sous son commandement, contre les troupes franches libres du Tchad. En accord avec Pierre Laval, Pétain et l'amiral Platon, il fut une entrevue avec Otto Abetz, à l'ambassade de Reich, où rencontra également deux colonels de l'armée allemande, auxquels il exposa son idée.

Aucune suite ne fut donnée au projet ; le survenant de cette conférence, les alliés débarquaient en effet en Afrique du Nord.

Dans la nuit du 26 au 27, les troupes allemandes apparurent brusquement dans le camp retranché de Toulon et envahirent l'arsenal, après avoir fait prisonniers les marins. Le sabordage de la flotte de haute mer amena la perte de dix-neuf bâtiments ; il y eut six tués et vingt-sept blessés.

Le 28 mars 1947, il fut condamné à mort par la Haute Cour. En 1954, la loi de clemence, il fut gracié par M. Vincent Auriol. Sa condamnation fut commuée en détention perpétuelle.

La politique nucléaire

M. RENÉ PLEVEN : le gouvernement devrait mieux expliquer.

M. René Pleven, ancien président du conseil, estime samedi dans un éditorial du Petit Bleu des Côtes-du-Nord que « dans de prochains jours, le nucléaire pourra peut-être répondre en quantité adéquate » aux besoins énergétiques de la France.

« Sur ce point le dossier du gouvernement est solide », écrit M. René Pleven, mais il serait souhaitable qu'il explique davantage qu'il ne l'a fait jusqu'ici après quelques précautions sur quels axes scientifiques il est fondé pour décider que le sur-générateur Super-Phénix pourra être réalisé et fonctionner en grandeur industrielle sans risques démesurés.

GRÈVE

AU « FINANCIAL TIMES »

Le quotidien britannique Financial Times ne paraîtra pas samedi pour la deuxième journée consécutive en raison d'un conflit du travail à l'annonce d'un communiqué de la direction du journal.

Le conflit, qui oppose la direction à quarante-six ouvriers typographes membres de la National Graphical Association, porte sur le nombre de jours de repos autorisés. Un porte-parole du Financial Times a précisé, vendredi soir, que les grévistes par leur action ont « délibérément résilié leur contrat de travail ».

Une enquête du « Spiegel » sur la Grande-Bretagne

Les responsables, ce sont les patrons...

Prendant le contre-pied de clichés, selon lesquels la Grande-Bretagne et leur goût pour les grèves sont responsables des difficultés de l'économie anglaise, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, dans son dernier numéro, s'en prend aux patrons et reporte sur eux la responsabilité de ce que certains appellent la « décadence » de la Grande-Bretagne.

Au terme d'une enquête faite auprès des responsables des filiales des sociétés occidentales installées en Grande-Bretagne, Der Spiegel estime que les ouvriers britanniques ont les ouïes fermées, mais que leurs dirigeants supportent plus mal la comparaison avec les patrons germaniques ne s'efforçant pas, comme eux, de réduire le fossé séparant la base de la direction.

Constatant que la morosité règne dans la plupart des secteurs industriels de Grande-Bretagne, l'hebdomadaire souligne l'attitude d'un certain nombre de dirigeants à considérer leur entreprise comme une source prioritaire de revenus, négligeant les investissements qui ont tombés à un niveau si bas que l'appareil productif britannique est souvent « technologiquement dépassé ».

Enfin, remarque le Spiegel, contrairement à ce qui se passe en R.F.A., on rencontre rarement en Grande-Bretagne des techniciens à des postes de direction ; la préférence est toujours donnée aux financiers ou aux gestionnaires que seul le profit rapide intéresse, au détriment de l'investissement à long terme.

ملكا من الأصل